

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (C ommuniste R évolutionnaire I nternationaliste)

N° 22 (2<sup>nd</sup> tirage complété). Printemps 2006. Prix : 1,5 €. Prix de soutien : 2 €.

**LA GRÈVE HÉROÏQUE DES ÉTUDIANTS ET LYCÉENS  
ARRACHE LE RETRAIT DU CPE**

**DIRECTIONS SYNDICALES  
ET PARTIS DE « GAUCHE »  
REFUSENT LA GRÈVE GÉNÉRALE ET  
SAUVENT  
LE GOUVERNEMENT**

## **BILAN ET PERSPECTIVES DU MOUVEMENT**

- Grève auto-organisée des étudiants et lycéens ;
  - Mobilisation des travailleurs par millions ;
- Trahison des directions syndicales et des partis de « gauche » au service des institutions ;
- Couverture des directions syndicales par les organisations d'extrême gauche (LCR, LO, PT) ;
  - Manque d'un parti communiste révolutionnaire ;
    - Nécessité de préparer la grève générale :

**ORGANISONS-NOUS POUR LES PROCHAINES LUTTES !**

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.  
**Tirage du n° 21 (janv.-fév. 2006) : 200 exemplaires** (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 2000 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**  
**Contacts : Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr — Site Internet : http://groupecri.free.fr**  
**Comité de rédaction :** Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant des articles, témoignages et documents.

## LA GRÈVE HÉROÏQUE DES ÉTUDIANTS ET LYCÉENS ARRACHE LE RETRAIT DU CPE... MAIS DIRECTIONS SYNDICALES ET PARTIS DE « GAUCHE » REFUSENT LA GRÈVE GÉNÉRALE ET SAUVENT LE GOUVERNEMENT

### Pourquoi Villepin a-t-il cru que le CPE pourrait passer ?

L'année 2005 avait été marquée par la victoire du Non ouvrier et populaire le 29 mai, mais dominée par de graves défaites sur le terrain de la lutte de classe directe : mise en place de la réforme Fillon malgré un mouvement lycéen puissant ; absence de suites aux fortes mobilisations des 5 février, 10 mars et 4 octobre ; passage en force du Contrat Nouvelles Embauches (CNE) ; privatisation de GDF et d'EDF ; défaites des grandes grèves des travailleurs de la SNCM et de la RTM à l'automne ; répression de la révolte des jeunes des banlieues et instauration de l'état d'urgence ; échec de la grève à la SNCF fin novembre...

Entre fin novembre 2005 et début février 2006, en raison de ces défaites, la lutte de classe semblait être entrée dans une pause léthargique, analogue à celle qui avait suivi la défaite du grand mouvement de mai-juin 2003, et ce malgré le très fort mécontentement ouvrier et populaire (exprimé notamment par le vote Non au référendum du 29 mai). Les principales forces politiques de gauche (et dans certains cas d'extrême gauche) n'avaient déjà plus d'yeux que pour les élections de 2007 : elles se livraient à leurs petites négociations politiciennes et avaient bien l'intention de ne protester contre Chirac et son gouvernement que dans les bornes requises par leur objectif politique : la préparation de l'« alternance ». L'année 2006 semblait s'ouvrir d'autant plus mal pour la lutte de classe que les lycéens comme les travailleurs, gravement battus en 2005, paraissaient ne pas pouvoir se relancer prochainement dans une nouvelle mobilisation...

De plus, les capitalistes français avaient et ont un besoin de plus en plus pressant de « réformer » le marché du travail, c'est-à-dire d'en finir avec les acquis sociaux qui limitent l'exploitation des prolétaires : la pression de la concurrence internationale est de plus en plus forte sur les patrons car les marchés sont de plus en plus dérégulés partout dans le

monde, mais la « croissance » peine à repartir en Europe et particulièrement en France. D'autant plus que le boom des prix du pétrole et du gaz plombent les finances des ménages populaires comme des entreprises et que la bourgeoisie de ce pays manque de crédibilité depuis que son projet politique fondamental, la construction de l'Union européenne capitaliste, a pris du plomb dans l'aile le 29 mai...

Dans un tel contexte, Villepin aurait eu tort de se priver d'une nouvelle attaque majeure contre les acquis du Code du travail, avec la loi dite « sur l'égalité des chances » (LEC) comprenant le Contrat Première Embauche (CPE), l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit et le dimanche à 15 ans, la suspension voire la suppression des allocations familiales pour les parents dont les enfants sont absents à l'école ou rétifs à leur autorité et enfin de nouvelles subventions et exonérations de contributions sociales et fiscales pour le patronat. Mais, contrairement à son prédécesseur Raffarin, qui avait su faire passer chacune de ses « réformes » en amenant les directions syndicales à la table des « négociations » sur la base de « diagnostics partagés », Villepin a jugé la situation opportune pour faire passer sa loi en force et au pas de charge, sans concertation avec les « partenaires sociaux » et même sans véritable débat parlementaire. Le pari n'avait rien d'absurde : Villepin savait que ce contournement des directions syndicales et des partis de la gauche parlementaire ne se traduirait de leur part que par un mécontentement avant tout verbal, destiné à préparer le terrain électoral pour 2007. Or le Premier ministre voulait lui aussi préparer sa propre campagne présidentielle, et la seule solution pour rattraper son retard considérable sur son rival Sarkozy, c'était de montrer à la bourgeoisie qu'il était un homme courageux et déterminé à « réformer » tout de suite, sans état d'âme et sans même avoir à attendre 2007...

Le dispositif semblait donc pouvoir fonctionner : Villepin annonce par surprise le CPE le 20 janvier, les

directions syndicales convoquent pour la forme une « journée d'action unitaire » le 7 février, mais sans appeler à la grève et en prenant bien soin de la mettre en concurrence avec deux autres journées (30 janvier à l'appel de la CGT et 2 février pour les salaires des seuls fonctionnaires), comme si elles voulaient qu'il n'y ait surtout pas trop de salariés dans la rue. François Hollande résume alors très clairement la tactique des directions syndicales et des partis de la gauche parlementaire, avec son cynisme de politicien bourgeois instrumentalisant les mouvements sociaux : « *Soyons réalistes, le texte va passer. Le travail d'explication que nous engageons trouvera son dénouement non dans la rue mais dans les urnes.* » (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> février.) Bref, tout semblait bien parti pour que le CPE et toute la LEC passent aussi facilement que le CNE l'été dernier ; et tout semblait bien parti pour que, au moyen de quelques « journées d'action » dispersées et sans lendemain, les directions des syndicats et des partis de gauche canalisent le mécontentement sur le terrain électoral, en attendant tranquillement l'année prochaine...

### Pourquoi et comment les étudiants et lycéens ont-ils été à l'avant-garde malgré l'obstacle des appareillons ?

Seulement voilà : ce scénario cousu de fil blanc, pariant sur l'apathie des travailleurs vaincus, avait sous-estimé les potentialités de lutte des étudiants. Or, n'ayant plus mené de grandes luttes depuis des années, les étudiants n'avaient pas non plus subi récemment de défaites suite à une lutte nationale de grande ampleur (à l'exception de leur combat contre la réforme LMD en 2003, qui avait cependant été limité à un faible nombre d'universités : pas plus d'une quinzaine sur quatre-vingt-dix, cf. *Le CRI des travailleurs* n° 9, novembre-décembre 2003). De plus, s'il est clair que les lycéens et les étudiants de première année, qui avaient été vaincus l'an passé dans leur mouvement contre la loi Fillon, n'auraient pu, à eux seuls, lancer une

nouvelle mobilisation d'ampleur comparable, ils avaient en revanche une grande soif de revanche et une expérience qui ne pouvaient que fructifier dans le cadre d'un mouvement d'ensemble de la jeunesse étudiante. Globalement, les étudiants étaient donc particulièrement frais pour engager un combat majeur contre une mesure qui les concernait directement et à brève échéance.

D'autre part, les étudiants se distinguent des salariés par l'absence chez eux de grands syndicats : si ce manque d'organisation constitue de manière générale une faiblesse du point de vue de la combativité et de la conscience de classe (c'est notamment pour cette raison que la lutte contre le LMD n'avait pas réussi à se généraliser), cela implique aussi que, en cas de mobilisation massive inattendue, le poids des appareils bureaucratiques est beaucoup plus faible que chez les travailleurs. De fait, l'UNEF elle-même n'est en fait pas capable de mobiliser, sur toute la France, plus de quelques centaines de militants, pour la plupart liés au PS et au PCF : leur efficacité bureaucratique (abstraction faite ici des quelques dizaines de militants honnêtes et combatifs que compte malgré tout cette organisation) est donc beaucoup plus limitée que chez les salariés, même si elle est loin d'être négligeable, notamment au niveau national (audience médiatique et poids militant dans les Coordinations nationales). Cependant, il se trouve que, pour préparer les élections de 2007, le PS et le PCF, et par conséquent l'UNEF qu'ils dirigent, avaient particulièrement intérêt à montrer aux jeunes, en tant que néo-électeurs, qu'eux non plus n'étaient pas d'accord avec la politique de Chirac-Villepin-Sarkozy...

Dès la « journée d'action » du mardi 7 février, les étudiants étaient particulièrement nombreux parmi les 400 000 manifestants, dont ils représentaient la majorité avec les lycéens. Les directions syndicales, les partis de gauche et le « collectif des organisations de jeunesse » (UNEF, FIDL, UNL, CGT-jeunes, MJS, UEC, etc., flanqués sur leur gauche de dirigeants de SUD-Étudiants et des JCR) ne voulaient pas la moindre suite immédiate à leur « journée d'action » du 7 février, sous prétexte de vacances scolaires, même après l'annonce par Villepin qu'il utiliserait le 49-3 pour accélérer la procédure législative. Mais près de 200 étudiants de la

région parisienne, réunis en Assemblée générale à la Bourse du travail après la manifestation du 7, ont adopté (sur la proposition de militants FSE et CRI), l'exigence d'un appel clair à la grève des universités. Le lendemain, les appareils du « collectif des organisations de jeunesse » ont refusé de reprendre à son compte un tel appel, déclarant l'AG parisienne de la veille « illégitime » et se contentant d'un « communiqué unitaire » qui préconisait seulement de nouvelles « journées d'action »<sup>1</sup>. Mais les étudiants de Rennes-II n'avaient pas attendu l'autorisation des petits bureaucrates pour ouvrir la voie de leur débordement : dès le matin du 8 février, ils avaient décidé, lors d'une Assemblée générale massive, la grève avec blocage. Or il est indéniable que cette méthode radicale de lutte, directement inspirée des piquets de grève ouvriers et déjà mise en œuvre lors du mouvement étudiant de novembre-décembre 2003, a permis d'étendre et de consolider la mobilisation pendant deux mois. À partir de Rennes, la grève s'est étendue aux autres universités, d'abord progressivement, puis de plus en plus massivement. D'emblée, la question d'une structuration nationale du mouvement a été posée : dès le 18 février, une première Coordination nationale s'est réunie à Rennes, avec les délégués d'une trentaine d'universités (sur quatre-vingt dix), dont sept étaient déjà en grève avec blocage. Alors que les directions syndicales, les partis de gauche et le « collectif des organisations de jeunesse » avaient limité d'emblée leur objectif « unitaire » au retrait du seul CPE, cette première Coordination nationale a immédiatement fixé un objectif clair au mouvement : la grève générale des universités et lycées pour le retrait non seulement du CPE, mais de toute la loi dite « sur l'égalité des

<sup>1</sup> Notons que les dirigeants des JCR et de SUD-étudiants, qui avaient voté pour la motion appelant à la grève des universités lors de l'AG parisienne du 7 février à la Bourse du travail, ont cautionné le lendemain, lors de la réunion du « collectif des organisations de jeunesse », la caractérisation de cette AG comme « illégitime » et ont refusé d'exiger l'appel à la grève des universités pour laquelle ils s'étaient formellement prononcés la veille, avant de signer le « communiqué unitaire »... C'est ce que l'on appelle l'art du double langage : il y a ce qu'on dit dans les AG étudiantes... et ce qu'on décide main dans la main avec les petits bureaucrates.

chances » et du CNE, et pour un « plan pluriannuel de création de postes à hauteur des besoins dans l'éducation nationale » (le gouvernement venait d'annoncer une baisse drastique du nombre de postes ouverts aux concours de l'enseignement).

À l'apogée du mouvement, presque tous les établissements d'enseignement supérieur étaient mobilisés, dont près de 70 en grève, la plupart avec blocage. Leurs délégués, élus en AG, mandatés et révocables, se sont réunis chaque week-end en Coordination nationale pour débattre et décider de l'orientation du mouvement, des manifestations et des actions. Un certain nombre de coordinations régionales ont également fonctionné. Dès la mi-février, des lycées bretons ont commencé à rejoindre les étudiants, mais c'est surtout après les grandes manifestations du 7 mars, qui ont rassemblé des centaines de milliers de jeunes dans la rue au retour des vacances scolaires, que les lycées sont entrés massivement en grève. Finalement, celle-ci a touché 1000 établissements secondaires, soit 25 %, dont plusieurs centaines ont été bloqués de manière continue ou intermittente selon les cas. Les lycéens ont compris que la convergence avec les universités leur offraient une chance inespérée de rallumer les braises mal éteintes de leur puissant mouvement qui avait été vaincu l'an passé contre la loi Fillon. Or les modalités de la grève étudiante et leur propre expérience acquise au printemps 2005 leur ont permis de renouer immédiatement avec la pratique des blocages. C'est ainsi que les lycéens de Rennes, parmi les premiers, réunis en Assemblée générale de ville dès le 20 février, ont très clairement justifié cette méthode de lutte dans un appel d'une grande maturité politique, qui mérite d'être largement cité : « *Ces dernières années, les mouvements sociaux ont connu de nombreuses défaites illustrant le coup de force libéral du gouvernement. Avec le CPE, le gouvernement détruit le droit du travail et la sécurité de l'emploi. C'est dire si la réponse que nous devons apporter doit être à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi, les manifestations, bien que très utiles, ne permettent pas d'instaurer un rapport de force suffisant. Les blocages décidés démocratiquement en assemblée générale permettent à tous les lycéen-ne-s de participer au*

*mouvement. Ainsi, il est possible d'organiser des débats, des AG, de distribuer des tracts, de participer aux manifestations, de s'informer... sans être pénalisé par les cours manqués. De plus toute une partie du système éducatif est bloqué. L'année dernière, les blocages de lycées, mis en place pour protester contre la loi Fillon ont manqué de coordination. Malgré tout, ce sont plusieurs centaines de lycées qui ont été bloqués à travers la France. Cette année, contrairement à l'année dernière, les blocages ne sont pas le signe de l'essoufflement d'un mouvement mais démontrent la maturité de l'expérience acquise. Cela illustre la nécessité de mettre en place ce type d'action immédiatement, mais aussi la possibilité de le faire comme en atteste l'exemple de Rennes. En outre, pour que cela soit réellement efficace, les blocages doivent être coordonnés au niveau national. En ce sens, nous appelons l'ensemble de la jeunesse et des salariés de ce pays à se mobiliser avec détermination et à poursuivre le combat jusqu'au bout. Nous relayons les appels de la Coordination nationale réunie le samedi 18 février à Rennes : blocage des lycées là où c'est possible, manifestation le jeudi 23 février et Coordination nationale à Toulouse le samedi 25 février. »*

Semaine après semaine, avec des AG puissantes, la mobilisation s'est développée, la grève s'est étendue et les manifestations bi-hebdomadaires des étudiants et lycéens ont été de plus en plus nombreuses. En même temps, la conscience politique des grévistes a progressé très vite. Parce qu'ils luttent directement contre la précarité, et non sur une revendication proprement étudiante, les jeunes ont vite compris qu'ils se mobilisaient en tant que futurs travailleurs — d'autant plus qu'un étudiant sur deux est déjà obligé de se salarier pour financer ses études, le plus souvent avec des contrats précaires et/ou mal payés. La question de la convergence avec les salariés a donc été posée rapidement, débouchant bientôt sur celle de la grève générale comme seul moyen de vaincre le gouvernement sur l'ensemble de la LEC et du CNE. C'est ainsi que, reprenant la position d'un nombre croissant d'AG, la Coordination nationale étudiante de Poitiers, réunie le 11 mars, s'est pour la première fois prononcée clairement pour « un mouvement d'ensemble, une grève générale des jeunes et des travailleurs (...) nécessaire pour

gagner ». L'expression de cet objectif a marqué le franchissement d'un palier décisif dans la conscience des étudiants. Dès lors, en AG comme dans les Coordinations nationales, l'essentiel des discussions s'est de plus en plus focalisé sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but.

### **Le combat des étudiants et lycéens pour la grève générale... et pour tenter de contourner l'obstacle des directions syndicales**

Pour cela, il était tout d'abord nécessaire de combattre politiquement pour étendre les revendications, afin de permettre aux travailleurs de se mobiliser massivement. En effet, la grève générale n'est pas possible sur une seule revendication, mais les travailleurs doivent être appelés à se mobiliser sur toutes les revendications qui leur paraissent urgentes. Il n'était pas possible que les cheminots, les électriciens et gaziers, les travailleurs des grandes entreprises privées, etc., se mettent en grève générale pour le seul retrait du seul CPE. *A contrario*, le fait qu'ils aient fait grève et manifesté aussi massivement contre le CPE montre ce qu'ils auraient pu faire si on les avait invités à mettre aussi en avant leurs propres revendications, permettant à la classe d'avancer un programme qui la représente dans son ensemble. De ce point de vue, il y avait un lien étroit entre la volonté des directions syndicales et partis de gauche de demander le retrait du seul CPE et leur refus de préparer, puis d'appeler à la grève générale. De fait, les appareils et leurs flancs-gardes d'extrême gauche ont tout fait pour empêcher l'extension de la plate-forme revendicative de la Coordination nationale étudiante, sous prétexte d'« unité » (cf. ci-dessous notre article sur les réunions successives de cette Coordination). Se battre de façon conséquente pour la grève générale impliquait de lutter pour que les travailleurs, réunis en AG, élaborent leur propre plate-forme revendicative, partant de leurs préoccupations immédiates et les reliant à un programme politique pour l'ensemble de la classe. Il était aisé de développer la plate-forme des Coordinations étudiantes selon sa logique interne : retrait du CPE, du CNE et de toute la LEC, interdiction de tous les contrats précaires, renationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises privatisées, répartition des heures de travail disponibles entre tous sans

flexibilité et sans baisse de salaire, hausse des bas et moyens salaires (cf. ci-dessous les propositions du Groupe CRI).

Ensuite, pour avancer vers la grève générale, il fallait dénoncer de manière systématique, jour après jour, la politique des directions syndicales qui refusaient d'appeler les travailleurs à la mobilisation générale avec les étudiants et lycéens. Et il fallait combattre pour exiger que ces directions affichent clairement l'objectif de la grève générale et travaillent de toutes leurs forces à la réaliser. Or, du début à la fin du mouvement, dans les AG comme dans les Coordinations nationales étudiantes, les appareils (avant tout l'UNEF) et leurs indispensables flancs-gardes d'extrême gauche (les dirigeants de SUD-étudiants, de la LCR-Jeunes et des JCR, de LO et de la Fraction de LO, du PT...) ont réussi à protéger les directions syndicales en refusant de les dénoncer publiquement et de les combattre, en se soumettant à leur tactique des « journées d'action » dispersées au lieu de la dénoncer et en refusant d'exiger qu'elles appellent à la grève générale. En particulier, ils se sont systématiquement opposés à l'envoi de délégations massives aux sièges des directions syndicales, même lorsque cette proposition avait été adoptée en AG (comme à l'Université de Paris-I Tolbiac et à la Sorbonne), voire par la Coordination nationale (ainsi celle d'Aix, les 25-26 mars, a-t-elle annoncé que « des délégations seront envoyées aux sièges nationaux et locaux des organisations syndicales », mais cela n'a malheureusement guère été appliqué).

L'argument principal des bureaucrates de l'UNEF et de leurs flancs-gardes d'extrême gauche était que les directions syndicales étaient les « alliés » et non les ennemis des étudiants — tandis que les gauchistes affirmaient au contraire que, puisqu'elles étaient traîtres, il ne servait à rien de s'adresser à elles... En réalité, si les dirigeants sont bien des collaborateurs de classe et des protecteurs du gouvernement (donc des traîtres eu égard aux travailleurs qui leur font confiance), il est clair que les salariés qui participent aux « journées d'action » à leur appel n'en ont pas conscience, ou en tout cas pas une conscience aussi claire que les révolutionnaires. Or, s'il est vrai que les jeunes et les travailleurs mobilisés sont capables de faire pression sur un gouvernement, de le faire fléchir et,

dans d'autres circonstances, de le vaincre, il est clair qu'ils sont capables *a fortiori* de faire pression sur leurs directions syndicales : par leur position même, en tant qu'agents de la bourgeoisie *dirigeant des organisations ouvrières*, les bureaucrates syndicaux sont nécessairement plus sensibles encore aux pressions de la base qu'un gouvernement à celles des travailleurs en lutte. De ce point de vue, il est évident que, si des centaines de délégations massives d'AG étudiantes, de travailleurs combattifs et de syndicats de base s'étaient rendues aux sièges des confédérations, fédérations et unions départementales pour exiger qu'elles rompent avec le gouvernement et appellent à la grève générale jusqu'à la victoire, cela aurait pesé de manière importante dans la balance de la lutte de classe, il aurait été possible d'imposer aux appareils d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient eux-mêmes vers cet objectif *politique*.

Cependant, des milliers d'étudiants et de lycéens ont peu à peu compris que les directions syndicales refuseraient de s'engager pleinement dans le combat et d'appeler à la grève générale. Ils ont donc voulu contourner cet obstacle en recherchant des moyens concrets pour mobiliser les travailleurs sans passer par le difficile combat politique contre les directions syndicales. — D'une part, ils ont décidé à juste titre de s'adresser directement aux travailleurs : « *Pour contribuer à la mobilisation des salariés*, déclarait par exemple la Coordination nationale étudiante d'Aix les 25 et 26 mars, *nous allons intervenir dans les entreprises par la diffusion de tracts, en prenant contact avec les syndicalistes, en participant à des assemblées générales d'entreprises, etc. Nous appelons les salariés à s'approprier le mouvement en posant leurs propres revendications.* » Cependant, les démarches d'étudiants et de lycéens auprès des travailleurs à la porte des entreprises ne pouvaient être efficaces que dans le cadre d'une orientation politique claire contre les appareils. Or, faute d'une telle orientation, et notamment sous l'influence de militants de LO (qui ont eu raison d'insister pour s'adresser aux travailleurs, mais ont refusé de combattre les appareils), les jeunes ont cru bien souvent qu'ils pourraient eux-mêmes, de l'extérieur, déclencher la grève générale des salariés : ils sont allés leur demander de les rejoindre

dans la grève, mais ils n'ont guère reçu de réponse favorable car on leur a rétorqué le plus souvent, de manière bien compréhensible, que les travailleurs n'étaient pas prêts à se mettre en grève de manière isolée. De fait, il ne sert à rien de perdre de l'argent si l'on est sûr de ne pas gagner sur les revendications : ces dernières années, l'expérience a abondamment montré que les grèves dispersées, même quand elles sont puissantes et longues comme celles des enseignants puis des intermittents en 2003, des lycéens au printemps 2005, de la SNCM et de la RTM à l'automne 2005, etc., débouchent les unes après les autres sur des défaites majeures. Dès lors, les travailleurs perçoivent de mieux en mieux que l'entrée en grève n'a de sens qu'à condition d'être décidée à un niveau national, avec l'objectif clair de se généraliser et de durer jusqu'à la victoire. Or cela suppose un appel clair des syndicats, qui ont été constitués justement pour coordonner les luttes, contre l'atomisation de la classe ouvrière qu'engendre le capitalisme. La décision de s'adresser directement aux travailleurs ne pouvait donc pas consister à leur demander de faire preuve d'héroïsme en partant en grève tout seuls, entreprise par entreprise, mais elle devait être axée avant tout sur la dénonciation des bureaucrates syndicaux et l'exigence qu'ils appellent à la grève générale.

D'autre part, pour essayer d'imposer un début de blocage limité du pays malgré l'absence de grève générale, les étudiants et lycéens, radicalisés mais isolés, en sont arrivés à l'idée de bloquer eux-mêmes les axes routiers et ferroviaires. Cette décision était spectaculaire et montrait leur compréhension qu'ils ne gagneraient pas sans la paralysie du pays ; mais elle n'était pas très efficace, car celle-ci ne peut être vraiment réalisée que par les travailleurs organisés des secteurs-clés de l'économie : il n'y a pas d'autre moyen que la grève générale effective pour bloquer l'économie, et il n'y a aucune « action » miracle qui puisse contourner l'obstacle fondamental des appareils... Or les appareillons étudiants et lycéens ont d'autant plus encouragé ce type d'actions que cela leur permettait de se faire passer pour « radicaux » à peu de frais, tout en empêchant soigneusement l'affrontement proprement politique des jeunes avec les directions syndicales et les partis de gauche.

Pourtant, la possibilité d'un tel affrontement politique des étudiants avec ces appareils, et par conséquent la possibilité de leur imposer la grève générale, était évidente. De fait, partout où elle a été proposée dans les universités, par des militants CRI ou par d'autres, la ligne consistant à dénoncer le comportement des directions syndicales et à exiger qu'elles appellent à la grève générale, a été adoptée à la majorité, et parfois à une écrasante majorité. C'est le cas à l'Université de Paris-I Tolbiac dès le 1<sup>er</sup> mars, à la Sorbonne le 6, à l'Université de Rouen (Lettres et sciences humaines) le 22 mars ou encore à l'École normale supérieure de Paris le 31 mars. C'est le cas aussi aux Coordinations nationales étudiantes de Dijon le 19 mars et de Lyon les 8-9 avril, grâce au combat des militants CRI et d'autres, appuyés par la masse des délégués les plus avancés, contre les appareillons.

#### **La mobilisation des travailleurs, potentiellement explosive, n'a pas réussi à dépasser le cadre imposé par les directions syndicales**

Les manifestations du mardi 7 mars avaient été plus nombreuses que celles du 7 février. Mais, comme le mois précédent, la CGT et de la CFDT, les deux principales confédérations, avaient refusé d'appeler à la grève ne serait-ce que ce jour-là. Seules les fédérations CGT des Fonctionnaires et des Finances, FO, la FSU et Solidaires y avaient appelé, mais en se contentant en fait d'appels incantatoires, sans mesures pratiques pour organiser effectivement la grève, sauf là où des militants, notamment d'extrême gauche, se sont battus pour la réaliser. En conséquence, les travailleurs étaient encore minoritaires dans le million de manifestants. Ils n'étaient que quelques milliers dans les manifestations du jeudi 16 mars, qui ont rassemblé plus de 500 000 jeunes dans toute la France, mais que les directions des organisations syndicales de salariés avaient sciemment laissés isolés, appelant à une journée d'action concurrente le 18 — un samedi, donc une fois de plus sans grève.

*Les travailleurs sont entrés massivement dans le mouvement le 18 mars... mais les directions syndicales ont refusé l'extension de la grève*

Cependant, avec plus d'un million de manifestants, ce samedi a signifié l'entrée du mouvement dans une nouvelle phase : pour la première fois depuis le 7 février, les salariés ont été ce jour-là majoritaires parmi les manifestants ; or ils rejoignaient massivement le mouvement de la jeunesse scolarisée, non seulement par solidarité, mais en recouvrant pour beaucoup l'espoir d'une véritable riposte d'ensemble contre le gouvernement — une revanche sur les défaites de 2003, 2004 et 2005, et une traduction dans la lutte de classe directe du rejet exprimé dans les urnes le 29 mai.

Ce début de convergence massive des travailleurs avec les jeunes a été salué avec enthousiasme par la Coordination nationale étudiante de Dijon le 19 mars. Pour la première fois, celle-ci a appelé clairement les directions syndicales à appeler à la grève générale et à préparer une manifestation centrale contre le pouvoir (il faut d'ailleurs noter que cette orientation a été adoptée grâce au combat décisif d'un militant CRI : cf. notre article ci-dessous). Mais les directions, faute d'une pression suffisante des jeunes et des travailleurs sur elles, ont bien évidemment refusé d'appeler à l'extension de la grève tous ensemble, en même temps et jusqu'à la victoire. Dès le soir du 18 mars, elles ont préféré s'en remettre à Chirac plutôt que d'en appeler aux travailleurs : selon leur communiqué, « *elles en appellent, solennellement au gouvernement et au Président de la République. Ils portent l'entière responsabilité des tensions sociales. Résolues à obtenir le retrait du CPE, les organisations syndicales d'étudiants, de lycéens et de salariés conviennent de se réunir ce lundi 20 mars après consultation de leurs instances pour décider des suites de ce grand mouvement unitaire* ». En un mot, alors que le discrédit de Villepin devenait massif, les bureaucrates syndicaux se sont couchés aux pieds du président, en allant jusqu'à le présenter comme un « arbitre » qu'ils ont supplié de bien vouloir intervenir, tel le bon roi contre le méchant Premier ministre. Pour éviter l'approfondissement de la crise, les directions syndicales et les partis de gauche ont ensuite multiplié les propositions de « portes de sortie » : demande de suspension du CPE par une quarantaine de présidents d'université liés à la gauche plurielle (SNESup-FSU ou SGEN-CFDT) ;

suggestion de Hollande de suspendre le CPE jusqu'en 2007 ; suspense habilement entretenu sur la décision du Conseil constitutionnel, etc.

Au soir du 18 mars, les directions syndicales lançaient au gouvernement un pseudo-ultimatum de 48 heures. Pendant tout le week-end, les médias ont ouvertement exprimé leur crainte d'une grève générale. Mais, le 20 mars, l'Intersyndicale des bureaucrates a rassuré la bourgeoisie. Elle a accepté d'aller voir Villepin, officiellement pour lui dire qu'elles voulaient le retrait du CPE (comme s'il ne le savait pas déjà !). Elle s'est contentée d'appeler à une nouvelle « journée d'action » pour le 28 mars et a évidemment refusé ne serait-ce que de fixer l'objectif de la grève générale. Elle est allée jusqu'à éconduire la délégation mandatée par la Coordination nationale de Dijon qui voulait participer à la réunion pour lui demander d'appeler à la grève générale, et qui représentait des dizaines de milliers d'étudiants réunis presque chaque jour en AG massives dans tout le pays, soit beaucoup plus que l'UNEF et la prétendue Confédération étudiante (CÉ), appendice de la CFDT dans le mouvement étudiant, qui siégeaient l'une et l'autre dans l'Intersyndicale nationale. Enfin, les directions syndicales ont également persisté dans leur refus d'appeler à la manifestation nationale centrale convoquée et préparée depuis dix jours par la Coordination nationale étudiante pour le jeudi 23. Or une telle division intolérable des salariés et des jeunes scolarisés a eu pour conséquence l'échec de cette manifestation centrale : en l'absence d'argent et de mesures techniques pour organiser les transports, seuls quelques cortèges étudiants de province ont pu monter à Paris. D'autre part, l'isolement sciemment organisé de cette manifestation, avec des jeunes pas toujours assez expérimentés pour assurer la sécurité des cortèges, a permis la multiplication d'attaques violentes de bandes de jeunes surexcités contre les manifestants (vols et passages à tabac), selon un scénario analogue à celui de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005 (cf. Le CRI des travailleurs n° 17, mars-avril 2005). Quelles que soient la part de spontanéité de ces jeunes et la part de provocations policières, une chose est sûre politiquement : en refusant d'appeler à cette manifestation, les directions syndicales et les partis de gauche portent l'entière responsabilité

de son échec en tant que manifestation nationale, comme du fiasco auquel elle a tourné pendant son parcours et à son arrivée Place des Invalides. À partir de ce moment-là, le traumatisme des étudiants et lycéens a été tel que l'objectif d'une manifestation centrale contre le pouvoir est devenu beaucoup plus difficile à défendre dans les AG, notamment en province, malgré les efforts des militants argumentant à juste titre sur l'importance politique de cette exigence...

*Après le 28 mars, Chirac a tenté de manœuvrer... mais la radicalisation des jeunes a empêché les directions syndicales de trahir immédiatement*

Justement parce qu'elles subissaient la pression du mouvement étudiant et lycéen et de leur propre base, les directions syndicales ne pouvaient pas ne rien proposer après le succès de leur « journée d'action » du 18 mars, sous peine de se discréditer complètement. C'est pourquoi elles ont convoqué une nouvelle « journée d'action » pour le mardi 28 mars, présentée cette fois comme une « *journée de grève, d'arrêts de travail et de manifestations* ». Il ne s'agissait donc pas d'un véritable appel à la grève tous ensemble, fût-ce pour une seule journée. Comme confédérations, non seulement la CGC, la CFTC et la CFDT, mais aussi la CGT ont refusé d'appeler clairement à la grève. Seules certaines fédérations de la CGT (Poste, cheminots, Union des fédérations de fonctionnaires...), la confédération FO, la FSU et Solidaires y ont appelé, mais seulement pour ce jour-là... Cependant, de nombreux syndicats locaux, départements, voire nationaux, y ont vu un point d'appui pour appeler à la grève le 28 mars, et c'est bien ainsi que les travailleurs ont compris cette journée : finalement, près de 3 millions de travailleurs et de jeunes ont manifesté ce jour-là, chiffre sans précédent dans l'histoire des manifestations en France. En revanche, en raison de l'absence d'un véritable appel à la grève des confédérations et de nombreuses fédérations, et parce que les appels à la grève existants étaient limités à une journée sans autre perspective que la perte du salaire, les taux de grévistes n'ont pas été extrêmement élevés, tout en étant significatifs : les directions des entreprises ont comptabilisé 12,7 % de grévistes à GDF, 14,7 % à La Poste, 22 % à France Telecom, 27,7 % à la SNCF, 30 % dans la

fonction publique d'État... Cependant, plusieurs grosses entreprises privées se sont fortement mobilisées, avec des taux de grévistes supérieurs à 2003, comme à la SNECMA, chez Dassault, Ford, Citroën, Airbus, Renault, Valéo, EADS, Michelin...

Même après le succès historique des manifestations du 28 mars, les directions syndicales et les partis de gauche ont persévéré dans leurs appels à Chirac, présenté comme un véritable « homme providentiel » — et bien évidemment dans leur refus de se battre pour la grève générale. En attendant la déclaration du président, les directions syndicales, réunies le 29 mars, n'ont rien trouvé d'autre que d'appeler... à une nouvelle journée d'action, le 4 avril, soit la cinquième depuis le début du mouvement et la quatrième en moins d'un mois. François Hollande, leur chef à tous, a proposé une voie de sortie à Chirac : « *La seule issue*, a-t-il déclaré le soir du 28, *c'est le retour devant le Parlement, c'est le vote d'un nouveau texte.* » Il a ainsi exprimé une fois de plus, de façon très claire, la volonté des partis de la gauche parlementaire que les manifestations servent seulement à faire pression sur le gouvernement, mais restent totalement subordonnées aux institutions.

Le vendredi 31 mars, Chirac a répondu à la main tendue par les directions syndicales et partis de gauche en promulguant la loi dite « sur l'égalité des chances », tout en annonçant que l'article 8 sur le CPE ne serait pas appliqué en l'état et qu'une autre loi serait élaborée pour le maintenir sur l'essentiel, avec une atténuation marginale de ses principales dispositions (réduction de la prétendue « période d'essai » de deux ans à un an et obligation de « donner la raison » du licenciement pendant cette période — « justification » qui aurait pu être en fait parfaitement « bidon »).

Contrairement à ce qu'on a prétendu un peu partout, cette manœuvre de Chirac n'avait rien d'absurde : elle était au contraire très habile, dans la mesure où elle permettait de faire passer la loi dite « sur l'égalité des chances » malgré la grève générale étudiante exigeant son abrogation intégrale, et de focaliser l'attention sur le seul CPE, en réponse aux directions syndicales et partis de gauche qui limitaient leur revendication « unitaire » à ce point. S'il est vrai que, d'après les sondages, 62 % des personnes interrogées n'ont

pas été convaincues par l'intervention de Chirac, l'habileté de celle-ci n'en est pas moins réelle : il ne s'agissait nullement pour lui de « convaincre » la population, mais uniquement de canaliser la contestation dans un cadre institutionnel en contournant la crise gouvernementale par la remise du dossier au Parlement. Or, au-delà des institutions et des pratiques de la V<sup>e</sup> République, le Parlement offre l'avantage de comporter non seulement les députés de l'UMP, mais aussi ceux du PS, du PCF et des Verts. La manœuvre de Chirac avait donc l'intérêt majeur de porter l'affaire du CPE dans une institution dont ni les partis de gauche, ni les directions syndicales ne contestent la prétendue légitimité... jusqu'en 2007. Quant au contenu de ses propositions, elles répondaient manifestement à Jean-Christophe Le Duigou, n° 2 de la CGT, qui, interrogé au sujet de la période d'essai, avait affirmé dans un « chat » sur LeMonde.fr le 21 mars : « *Il est clair que la période de deux ans pour l'essai d'un salarié est trop longue, un an l'est aussi sans doute.* » « Sans doute ? » Le mot eût été pour le moins un peu faible, s'il n'avait signifié discrètement une véritable proposition ! Et à la question : « *Que pensez-vous des deux évolutions proposées par les patrons, à savoir l'abaissement de la période d'essai à un an et l'obligation pour eux de motiver tout licenciement ?* », Le Duigou avait répondu : « *Cela implique la réécriture de la loi. Il faut donc que le premier ministre dise qu'il suspend l'application du texte ou qu'il retire ce texte. Sinon, on ne peut pas le croire.* » Or, comme par hasard, c'est exactement ce scénario qui s'est réalisé ! En effet, dès le lendemain du discours de Chirac, les directions des syndicats comme les partis de gauche se sont mis à réclamer à cor et à cri une nouvelle loi comportant un article unique abrogeant le seul CPE... et entérinant par conséquent tout le reste de la loi dite « sur l'égalité des chances » et le CNE !

*Les manifestations du 4 avril ont obligé les directions syndicales à briser le mouvement pour éviter la grève générale ; en échange, Chirac a été contraint de reculer sur le CPE*

À la surprise des directions syndicales, les manifestations du 4 avril ont été aussi puissantes que celles de la semaine précédente, voire un peu plus, confirmant la volonté de combat

des jeunes et des travailleurs. D'une semaine à l'autre, les taux de grévistes du secteur public ont été globalement inférieurs, mais ceux du secteur privé ont été supérieurs, y compris dans un certain nombre de PME selon la CGT et la CFTC elles-mêmes. Cela montre que le mouvement était en pleine ascension, commençant à toucher des travailleurs qui ne s'étaient pas mobilisés jusqu'alors. En même temps, nombre de salariés présents le 28 mars n'ont pas vu l'intérêt de refaire une journée d'action semblable à la précédente : pourquoi perdre encore une journée de salaire si c'est pour rentrer chez soi le soir sans avoir gagné ? Au total, ce sont sans doute près de quatre millions de personnes qui ont manifesté l'un et/ou l'autre jour, dont une bonne partie aurait pu fournir l'avant-garde des grévistes pour la grève générale si tel avait été l'objectif clairement affiché et préparé des directions syndicales.

Or c'est précisément à ce moment-là, quand le mouvement avait le plus de chances de se développer vers la grève générale, que ces directions syndicales ont décidé... de l'arrêter purement et simplement ! Dans leur déclaration commune du 5 avril, elles ont redemandé au gouvernement et au Parlement de pondre une nouvelle loi supprimant le CPE et leur ont donné pour cela un délai de treize jours, jusqu'au 17 avril, c'est-à-dire en plein milieu des vacances de Pâques (alors que chacun savait que l'approche des vacances représentait une grave menace pour sa poursuite) ! Elles ont ainsi ouvertement signifié au gouvernement qu'elles se désolidarisaient de fait de la grève des étudiants et lycéens qui durait depuis déjà huit semaines et qui exigeait quant à elle, au minimum, l'abrogation de toute la loi dite « sur l'égalité des chances » et du CNE. Alors que le CPE n'avait même pas encore été retiré, les directions syndicales ont même refusé d'appeler à manifester le 11 avril avec les étudiants ! Elles ont préféré aller rencontrer Accoyer, Borloo et Cie, tout en demandant aux jeunes et aux travailleurs mobilisés d'aller « *rencontrer dans l'unité les députés et les sénateurs pour exiger le retrait du CPE et à rendre publiques les réponses* » et de « *donner la plus grande visibilité à leur exigence* » (déclaration commune du 5 avril)... Les directions syndicales confirmaient ainsi qu'elles n'avaient nullement l'objectif de vaincre le gouvernement en le contraignant à céder sur



l'ensemble des revendications défendues par les travailleurs et les jeunes ces dernières années, mais qu'elles voulaient seulement utiliser la puissante mobilisation des étudiants et lycéens pour redorer un peu leur blason terni par la série de défaites auxquelles avait conduit leur politique, et pour aider le PS, le PCF et les Verts à préparer les élections de 2007.

Au lendemain de la Coordination de Lyon, lundi 10 avril, Chirac a annoncé la suppression du CPE et son remplacement par un dispositif renforcé d'aides financières aux patrons qui emploient des jeunes (mesures qui aggravent donc la concurrence entre les salariés à leurs propres frais en tant que contribuables). Pour la première fois depuis la grève générale des cheminots en novembre-décembre 1995, une mobilisation a fait reculer Chirac, son gouvernement et son Parlement. Le fait même qu'ils aient cédé sur le CPE, malgré l'affaiblissement considérable que cela signifie pour eux en fin de mandat et après une série de trois défaites électorales successives, confirme que le mouvement risquait de se transformer en grève générale en débordant le cadre imposé par les directions syndicales : la radicalisation des étudiants et lycéens menaçait d'ouvrir une brèche dans ce cadre, par laquelle tel ou tel secteur du prolétariat

aurait pu s'engouffrer. De fait, pendant tout le mouvement, les directions elles-mêmes, qui connaissent l'état d'esprit réel des masses, n'ont cessé de mettre en garde le gouvernement contre un risque de débordement incontrôlable : c'est le sens de leurs appels permanents à la « raison », à la « sagesse » et au « dialogue ».

Mais, en cédant sur le CPE, Chirac et Villepin ne se sont pas contentés de désamorcer le mouvement : ils ont aussi pérennisé le CNE et fait passer tout le reste de la loi « sur l'égalité des chances ». De même que, en 1995, ils avaient cédé face à la grève générale des cheminots en retirant le « contrat de plan » État/SNCF et en préservant leur régime spécial de retraites, mais avaient en même temps réussi à faire passer le « plan Juppé » contre la Sécurité sociale. Or, aujourd'hui comme hier, une victoire importante, mais limitée et ponctuelle, ne peut cacher qu'elle s'accompagne d'une grave défaite non seulement pour les revendications, mais pour le mouvement lui-même. C'est pourquoi les directions syndicales sont allées jusqu'au bout de leur ignominie lorsqu'elles ont osé sabrer le champagne, au sens strict du terme, sous prétexte de fêter une victoire qui ne leur revient en aucun cas — en fait pour fêter la défaite d'un mouvement qui aurait pu aller jusqu'à les faire

chuter avec le pouvoir qu'elles protègent.

À partir de là, les étudiants et lycéens ne pouvaient plus continuer seuls la grève commencée deux mois auparavant. Au lendemain de l'annonce de la suppression du CPE, les manifestations étudiantes du 11 avril ont connu un échec cuisant, avec seulement quelques milliers de participants. En quelques heures, les lycées en grève ont presque tous été débloqués et les cours y ont repris. Puis les blocages ont été levés dans les Universités, l'une après l'autre. Même quand il a été provisoirement reconduit, ce n'était plus qu'à une faible majorité. Les anti-bloqueurs de toujours se sont sentis renforcés par la situation et sont passés à l'offensive ; mais c'est aussi une grande partie des étudiants mobilisés pendant plusieurs semaines qui a voulu reprendre les cours : épuisés par deux mois de grève, souvent conscients de la trahison des directions syndicales, ils subissaient en outre la pression considérable des médias et des présidents d'universités les menaçant de ne pas avoir de diplômes si les cours ne reprenaient pas immédiatement...

**Ludovic Wolfgang**

---

## POURQUOI ET COMMENT LES PARTIS DE GAUCHE ET LES PRINCIPALES DIRECTIONS SYNDICALES ONT-ILS FAIT CE QU'ILS ONT FAIT ?

Les militants syndicaux combattifs comme les travailleurs et les jeunes qui participent aux mouvements se demandent souvent comment expliquer le comportement des partis politiques de l'ex-« gauche plurielle » (PS, PCF, Verts...) et des organisations syndicales qu'ils dirigent (CGT, FO, CFDT, FSU, UNEF...). Car chacun comprend qu'ils ne font pas ce qu'ils font parce qu'ils seraient méchants... D'une part, les militants de ces organisations participent souvent (plus ou moins) aux mouvements, distribuent des tracts, viennent en AG et en manifestations, etc., certains se montrant même particulièrement dévoués (cas cependant particulièrement rares dans le cas des militants de la CFDT ou du PS). Mais, d'autre part, la ligne politique de ces organisations, décidée par leurs directions, est au mieux attentiste et molle, au pire

démobilisatrice et traître ; c'est ainsi qu'elles refusent non seulement d'appeler à la grève générale, mais même de mettre en avant cet objectif, faisant croire aux travailleurs et aux jeunes que des « journées d'action » sans lendemain pourraient suffire à faire céder le gouvernement.

Certes, il y a des différences entre les organisations en question : le PS est un parti bourgeois prônant ouvertement le capitalisme et même le capitalisme « libéral », comme l'ont prouvé aussi bien la politique qu'il a menée quand il était au gouvernement (1981-86, 1988-90, 1997-2002) que, par exemple, sa campagne pour le Oui à la Constitution européenne l'année dernière ; il se distingue des partis bourgeois de droite par sa base sociale, constituée avant tout des fractions supérieures du salariat (cadres, enseignants...), alors que l'UMP repose avant tout sur les propriétaires

petits, moyens et grands ; en raison de cette base sociale (et de son origine historique lointainement ouvrière), le PS conserve des liens organiques et une influence hégémonique dans la CFDT, l'UNSA et certains secteurs de FO et de la FSU. Le PCF, en revanche, est un parti « ouvrier-bourgeois » (réformiste) qui est historiquement condamné depuis l'effondrement du stalinisme, mais qui, en raison de sa base sociale (ouvriers et employés qualifiés, techniciens, petits et moyens fonctionnaires) garde une influence décisive dans la CGT et dans une bonne partie de la FSU ; il se dit « anti-libéral » et parfois même (les jours de fête) « anti-capitaliste ». Tout en faisant semblant de s'auto-critiquer en ce qui concerne le bilan de l'ex-gauche plurielle entre 1997 et 2002 (c'est la nuance entre Buffet et Hue), la direction du PCF justifie cette participation au gouvernement avec le

PS et sa ligne d'une nouvelle alliance pour les élections de 2007, par de fumeuses considérations stratégiques (il argue en gros que, sans lui, la politique du PS serait encore pire). Quant à la gauche du PS, qui a appelé à voter Non au référendum du 29 mai et se dit elle aussi « anti-libérale », tout en refusant de dénoncer le capitalisme lui-même, fût-ce en paroles, son orientation s'explique par sa base sociale, composée d'étudiants (elle dirige l'UNEF) et de quelques salariés syndiqués. Les Verts, enfin, ne constituent qu'une force d'appoint aux deux principales forces de la gauche, et ils rassemblent de manière éparse des éléments qui, idéologiquement et socialement, pourraient aussi bien se trouver dans le PS que dans le PCF : logés dans une véritable auberge espagnole, ils se sont notamment divisés en deux parties presque égales au moment de la campagne pour ou contre la Constitution européenne.

Or c'est la contradiction entre leur base sociale, d'une part, et leur soumission ouverte ou masquée au capitalisme et par conséquent à l'État bourgeois, d'autre part, qui explique en dernière analyse le comportement de ces différentes organisations politiques et syndicales, chacune à sa manière, à la place qui est la sienne sur l'échiquier politique bourgeois. En l'occurrence, elles sont prises dans une contradiction : d'un côté, pour gagner les élections de 2007, elles cherchent à capitaliser le mécontentement croissant de large franges des travailleurs et de la jeunesse contre la politique patronale du gouvernement ; cela nécessite un minimum de travail militant et un semblant de combat contre Chirac-Villepin-Sarkozy.

D'autant plus que les jeunes et les travailleurs font de moins en moins confiance au PS, au PCF et aux Verts, en raison de la politique qu'ils mènent quand ils sont au gouvernement : c'est ce qu'ont montré les élections de 2002, où ces partis ont été lourdement sanctionnés, et le référendum du 29 mai 2005 en ce qui concerne le PS, dont les électeurs ont voté majoritairement Non alors que la direction et les militants appelaient pour la plupart à voter Oui. Mais, d'un autre côté, les directions de ces partis et celles des principaux syndicats, qui leur sont étroitement liées, ne veulent pas vaincre Chirac-Villepin-Sarkozy ici et maintenant, ils ne veulent donc pas d'une grève générale, car celle-ci engendrerait une crise politique qui perturberait, pour le moins, le sacro-

saint calendrier électoral, qui profiterait sans doute à l'extrême gauche (au moins électoralement, et organisationnellement si celle-ci était capable d'offrir de véritables perspectives aux travailleurs et aux jeunes) et qui en tout cas développerait la conscience de classe et l'esprit de lutte des travailleurs et des jeunes dans une proportion telle que les actuelles directions des syndicats et des partis de gauche ne pourraient plus contrôler la lutte de classe aussi facilement qu'aujourd'hui.

Étant donné leur rôle dans le mouvement et leur puissance (limitée et en recul, mais tout à fait évidente dans les grèves et les manifestations), nous nous pencherons ici en priorité sur les positions des principales organisations syndicales qui se réclament du mouvement ouvrier (ce qui exclut la CFDT, à la fois pour des raisons historico-idéologiques et parce que cette organisation assume ouvertement, ou plus franchement que les autres, sa politique de co-élaboration des contre-réformes avec le patronat et le gouvernement).

### **Comment la direction de la CGT a-t-elle justifié sa politique ?**

Lorsque, après le succès de la « journée d'action » du 18 mars, les médias ont commencé à exprimer ouvertement leur crainte d'une grève générale, Thibault a été le plus empressé pour les rassurer. Il a justifié son refus d'y appeler en déclarant aux journalistes qu'il ne voulait pas entendre parler de ce mot d'ordre, qui selon lui relèverait... d'un « *débat philosophique* » ! Et d'expliquer : « *Ne jouons pas sur les mots : une journée d'action interprofessionnelle avec arrêts de travail, grèves et manifestations, elle sera générale si nous convainquons les salariés d'ici-là, comme je l'espère, d'avoir recours à ces formes d'action dans l'ensemble des professions.* » (Dépêche Reuters, 21 mars, 10 h 14.)

Pour bien comprendre ce que signifie ce discours hypocrite, on peut rendre compte ici d'une délégation de l'AG des étudiants de l'Université Paris-I Tolbiac reçue au siège de la CGT le 3 avril. Nous avons vu ci-dessus que les appareillons estudiantins et lycéens, avec l'aide précieuse de leurs flancs-gardes d'extrême gauche, se sont opposés, d'un bout à l'autre du mouvement, à l'envoi de délégations d'étudiants et lycéens aux sièges des directions

syndicales pour exiger qu'elles appellent à la grève générale. Cependant, de telles délégations ont pu être organisées à l'appel de certaines AG : c'est ainsi que celle Tolbiac a voté le 31 mars (sur la proposition des militants FSE et CRI), l'envoi d'une délégation au siège confédéral de la CGT à Montreuil, malgré le vote contre des militants de l'UNEF, de LO et des JCR. Ensuite, ceux-ci ont tout fait pour que la délégation n'ait pas lieu, notamment en organisant d'autres « actions » en même temps. Néanmoins, une délégation de 25 étudiants s'est rendue le 3 avril à Montreuil. Or le compte-rendu de cette délégation est très intéressant car il montre bien comment la direction de la CGT a tenté de justifier son attitude.

Signe d'une certaine inquiétude bureaucratique, la délégation a été reçue immédiatement et écoutée très attentivement pendant plus d'une heure et demie par une des plus importants dirigeants de la CGT, en la personne de Maïté Lassalle, secrétaire générale de la puissante fédération des services publics et membre du bureau confédéral. Le mandat de la délégation était clair : il s'agissait de demander aux dirigeants de la CGT (et des autres confédérations) d'appeler à la grève générale jusqu'à la victoire, de clarifier les revendications (pas seulement « retrait du CPE », mais « abrogation de toute la LEC et du CNE ») et de demander à ce que le Service d'Ordre (SO) de la CGT ne collabore pas avec la police, mais empêche au contraire les arrestations de manifestants pendant les défilés comme sur les lieux de dispersion.

Sur le troisième point, M. Lassalle n'a pas répondu, elle s'est contentée de démentir les affirmations du quotidien *Libération* selon lesquelles le SO de la CGT aurait livré des individus à la police pendant les manifestations. Sur le deuxième point, elle a dit que la CGT se prononçait pour l'abrogation de toute la loi et du CNE... mais qu'il fallait avant tout préserver le cadre unitaire avec les autres organisations ; autrement dit, elle a confirmé à sa manière que la ligne de la CGT est en fait déterminée par celles de la CFDT, de la CFTC et de la CGC, au nom du « syndicalisme rassemblé »... Enfin, sur la question fondamentale de la stratégie suivie par la CGT, M. Lassalle a justifié les « journées d'action » en prétendant qu'elles permettraient d'être de plus en plus nombreux à chaque nouveau « temps fort ». Quant à l'appel à la

grève générale, elle a argué d'une part que la CGT était peu implantée dans le secteur privé et très faible dans les PME, d'autre part qu'il ne revenait pas à la direction confédérale de lancer des ordres d'en haut, car la mobilisation dépend de la volonté des travailleurs et non des chefs, comme le prouverait selon elle le fait que les grèves générales de 1936 ou 1968, comme les grandes grèves de 1995 et 2003, n'ont pas été appelées par les directions syndicales, mais faites par les travailleurs eux-mêmes...

Ces arguments (repris par les bureaucrates de tout poil et par certains de leurs flancs-gardes d'extrême gauche, notamment LO) ne sont que des prétextes qui cachent mal une *orientation politique* consistant uniquement à protéger le gouvernement et, à travers lui, les institutions de l'État bourgeois. Tout d'abord, l'argument de la faible implantation syndicale dans les PME ne tient pas : *pour vaincre le gouvernement, il suffirait que les travailleurs fortement syndiqués du secteur public (Fonctions publiques et entreprises nationales) et de quelques grosses entreprises fassent grève ensemble et en même temps* ; car leur position dans l'économie les rend tout à fait capables de paralyser à eux seuls l'activité du pays ; or ils ont montré dans les dernières années leur disposition à combattre, même si les directions syndicales ont toujours isolé leurs luttes les unes des autres (enseignants en 2003, gaziers et électriciens en 2004, travailleurs de la SNCM, de la RTM et de nombreuses entreprises privées en 2005, cheminots et autres travailleurs des transports régulièrement, etc.).

En ce qui concerne l'argument selon lequel la grève générale ne se décrète pas d'en haut, ce serait un vain truisme si ce n'était une fumisterie : il est bien évident que la grève générale ne peut avoir lieu n'importe quand sur une simple décision d'appareil, parce qu'elle suppose une situation politique où les rapports de force entre les classes se tendent à l'extrême, de sorte que des millions de travailleurs sont prêts à en découdre avec le patronat et le gouvernement. Mais la situation politique est bien marquée par la colère ouvrière et populaire contre Chirac, Villepin et Sarkozy, battus trois fois dans les urnes en 2004 et surtout en 2005, et combattus sur le terrain de la lutte de classe, depuis trois ans, par de nombreux travailleurs et jeunes, quoique en ordre dispersé.

Or, s'il est clair qu'il ne suffit pas d'« appuyer sur un bouton » pour déclencher une grève générale, il n'en reste pas moins que les directions syndicales ont par définition la responsabilité de coordonner les travailleurs et par conséquent de leur proposer des objectifs et des actions d'ensemble clairement définis : *à quoi serviraient les organisations de classe si ce n'était pas à organiser les actions communes et à lancer des mots d'ordre unificateurs de la classe ? À quoi sert un syndicat s'il laisse les travailleurs décider la grève entreprise par entreprise, sans savoir si les autres s'engageront ou non ? À quoi sert une direction syndicale, si ce n'est à permettre aux travailleurs de dépasser la situation d'atomisation à laquelle le capitalisme les condamne, rendant justement nécessaire leur coordination et l'homogénéisation optimale de leur lutte de classe ? À quoi sert une confédération, si ce n'est à impulser la mobilisation interprofessionnelle sur tout le territoire, en permettant à tous les travailleurs de taper ensemble sur le même clou ? D'ailleurs, la direction de la CGT est particulièrement hypocrite sur ce point : *que fait-elle d'autre que de se comporter en « petit chef » vis-à-vis des travailleurs du rang, quand elle « décrète » d'en haut des journées d'action qui doivent commencer tel jour à telle heure... et finir le soir même, sans autre suite qu'une éventuelle autre « journée d'action » convoquée dans les mêmes conditions à une date bien ultérieure ?**

Quant au constat que la direction de la CGT et les autres n'ont pas appelé à la grève générale en 1936, 1968, 1995 et 2003, que prouve-t-il, sinon précisément que, déjà dirigée par les réformistes (sociaux-démocrates et/ou stalinien), elle a trahi l'un après l'autre tous ces grands mouvements, toutes choses égales par ailleurs ?<sup>1</sup>

### **La politique de FO a-t-elle été plus à gauche que celle de la CGT ?**

La CGT étant la première confédération et rassemblant souvent plus des deux tiers des cortèges syndicaux dans les manifestations, son poids était évidemment décisif dans la bataille. Cependant, il est clair qu'une politique correcte des autres organisations qui se réclament du mouvement ouvrier, tels que FO, la FSU et Solidaires, aurait pu jouer un

rôle important pour aller vers la grève générale. Mais en fait, c'est seulement en apparence que ces organisations ont défendu une ligne officiellement plus offensive que celle de la CGT.

Certains cortèges de FO, en particulier, scandaient le mot d'ordre de « grève générale ». Mais en réalité, cela a surtout été le cas des cortèges où les militants du PT jouent un rôle structurant, comme à Paris (en dehors de militants du PT, les UD FO de la région parisienne sont en fait bien peu capables de mobiliser même leurs propres adhérents, comme le montre la faiblesse numérique des cortèges FO dans chaque manifestation). Quant à la direction confédérale de FO, elle s'est en fait contentée, à chaque « journée d'action » décidée « dans l'unité » avec les autres organisations, d'appeler à des « grèves générales interprofessionnelles »... d'une journée... *et pas un jour de plus !* C'est en fait pour des raisons purement opportunistes que la direction réformiste de cette petite confédération tient un discours apparemment plus radical que celui de la CGT : alors même que son existence séparée avait été décidée à l'origine par les réformistes anti-communistes pendant la Guerre froide, elle n'a plus de sens aujourd'hui, dix-sept ans après la chute du Mur de Berlin. Dès lors, le maintien d'une existence séparée de la CGT ne se justifie plus que par la volonté des bureaucrates de FO de garder leurs postes, qu'une fusion avec leur puissant concurrent ferait disparaître en bonne partie. La direction de FO essaie donc d'occuper une place qui tend à se libérer sur la gauche de la CGT, au fur et à mesure que la direction de celle-ci dérive vers la droite ; cette tactique doit permettre de grappiller quelques cartes et de garder aujourd'hui une place dans le syndicalisme français ; elle est d'ailleurs appuyée par les militants du PT, qui occupent de nombreux postes à tous les niveaux de l'appareil et contribuent fortement au maintien de son existence — suivant un accord au sommet qui explique pourquoi le PT ne dénonce et ne combat jamais ouvertement la direction confédérale de FO, alors qu'il dénonce régulièrement (et souvent à juste titre) celle de la CGT.

D'autre part, la direction de FO appelle d'autant plus facilement à la grève interprofessionnelle qu'elle sait pertinemment que cela ne prête guère à conséquence, étant donné la faiblesse militante de cette confédération. De

<sup>1</sup> Sur les événements de 1936, cf. justement ci-dessous l'article de Laura Fonteyn.

fait, la *plupart* des syndicats FO, le plus souvent dirigés par des réformistes rompus à la collaboration de classe, ne relaient pas les appels confédéraux, ils n'appellent pas à la grève dans leurs propres secteurs et ne réunissent pas les travailleurs en assemblées générales. Finalement, ce sont surtout les syndicats FO dirigés ou influencés par le PT qui s'efforcent de relayer les appels confédéraux à la grève et de mobiliser réellement les travailleurs, tout en respectant en fait, sur le plan syndical, le cadre des journées d'action. Or, si leur poids est relativement important dans l'appareil de FO, il ne suffit évidemment pas à mobiliser les travailleurs, car FO est généralement très minoritaire sur les lieux de travail.

Sur le fond, l'orientation politique de FO n'est donc pas différente de celle de la CGT : au-delà des effets de manche, dans les « communiqués unitaires » comme dans ses propres déclarations, la direction en a elle aussi appelé « *solemnellement, non seulement au gouvernement, mais aussi à la plus haute autorité de l'État, le Président de la République, pour que la sagesse et la raison l'emportent* » (déclaration du Bureau confédéral après le 7 mars). Ce n'est là qu'une position de républicains bourgeois soumis à Chirac et aux institutions de la V<sup>e</sup> République. FO en appelle à l'arbitrage du chef même de ceux qu'elle prétend combattre, faisant tout pour éviter l'extension et la radicalisation du mouvement. Cette orientation tourne le dos au combat pour vaincre Chirac-Villepin-Sarkozy ; elle ne peut que désarmer les prolétaires et la jeunesse, en semant la confusion entre la véritable grève générale et la prétendue « grève générale interprofessionnelle » de FO, qui ne doit surtout pas durer plus d'une journée.

### **La ligne de la FSU vaut-elle mieux ?**

La FSU (Fédération syndicale unitaire, majoritaire dans l'Éducation nationale et présente dans un nombre croissant d'autres secteurs de la Fonction publique) tient elle aussi un discours apparemment assez « gauche », mais dans la pratique elle reste main dans la main avec les directions confédérales. Certes, dès avant le 7 mars, elle a pris « *position sur la nécessité d'une grève interprofessionnelle* » ; mais, face au refus de la CGT et de la CFDT, la FSU et les directions des différents

syndicats nationaux de la FSU (SNES, SNUIPP, SNESup...) n'ont rien fait pour impulser réellement la grève dans l'Éducation. Le 28, la FSU a appelé à la grève et a fait plus d'efforts pour qu'elle soit effective... ce jour-là. Elle a aussi déposé formellement des préavis de grève illimités, mais toujours en laissant chacun décider dans son coin ce qu'il lui restait à faire et « reconduire » la grève sans savoir ce qui se passait à côté... Sur le fond, la direction de la FSU a fait sienne la tactique des journées d'action, et elle n'a pas combattu pour forger l'unité réelle des jeunes et des salariés, c'est-à-dire l'unité dans la grève : le SNES n'a apporté aucun appui, sinon platonique, aux mobilisations et grèves lycéennes, refusant en particulier, dans la plupart des établissements, de soutenir clairement les blocages sans lesquels la grève lycéenne n'était pourtant pas possible. Et, malgré l'entrée en grève d'enseignants et de personnels IATOS aux côtés des étudiants dans un certain nombre d'universités, le SNESup, qui compte d'ailleurs dans ses rangs un bon nombre de présidents d'universités et autres directeurs d'UFR, a refusé (comme la FERC-CGT et d'autres) d'appeler ses adhérents à rejoindre réellement la grève : il a notamment refusé de soutenir les blocages, puis participé très activement au chantage consistant à menacer les étudiants grévistes d'être privés de diplômes s'ils n'arrêtaient pas le mouvement.

La FSU, le SNES et le SNESup se sont justifiés en alléguant l'indéniable hésitation des enseignants à faire grève : Aschieri a par exemple insisté pour dire que « *la grève du 2 février dans la fonction publique était moyenne* ». De fait, le 2 février était une journée d'action sur les salaires dans la Fonction Publique sans le moindre espoir d'obtenir satisfaction, et en outre à cinq jours du 7 février, première « journée d'action » contre le CPE. De plus, la terrible défaite du grand mouvement de mai-juin 2003 pèse fortement sur les enseignants, qui avaient fait grève pendant deux mois et perdu par conséquent beaucoup d'argent, mais sans rien obtenir. Or, en l'absence d'un parti révolutionnaire capable de les convaincre à une échelle de masse de la responsabilité majeure des dirigeants de la FSU et du SNES dans cette défaite, il est inévitable que beaucoup d'enseignants soient encore aujourd'hui démoralisés et doutent qu'il soit utile de recommencer une grève longue.

Pourtant, en même temps, dans de nombreux lycées, bien des enseignants, notamment parmi les plus jeunes, gardent l'envie d'en découdre avec ce gouvernement, de s'en venger ; mais ils ne repartiront pas dans un mouvement d'ensemble tant que les directions syndicales n'afficheront pas clairement l'objectif de la grève pour vaincre, et non pour être battus une nouvelle fois, c'est-à-dire l'objectif de la grève générale.

### **La direction de Solidaires a-t-elle été aussi « radicale » qu'il y paraît ?**

Enfin, l'Union Syndicale Solidaires (ex-G 10, comprenant notamment les SUD) est en apparence une organisation radicale, certains des syndicats qui la composent défendant même indéniablement des positions correctes (mais c'est le cas aussi de nombreux syndicats de base CGT, FO et FSU). Cependant, dans la pratique, la direction de cette petite organisation reste à la remorque des bureaucraties plus puissantes. Elle a certes appelé à la grève lors des « journées d'action » et déposé, comme la FSU, des préavis illimités pour les différentes professions, mais sans afficher l'objectif de la grève tous ensemble et en même temps : dans son communiqué d'après 7 mars, par exemple, la direction de Solidaires a affirmé que « *le premier Ministre doit comprendre [sic] que la lutte pour l'emploi passe par la sécurisation de celui-ci et non par le démantèlement du code du travail et la création d'emplois kleenex au seul profit du patronat* » ; autrement dit, elle aussi a proposé, comme les chefs de FO et les autres, de convaincre le gouvernement plutôt que de le vaincre.

Cette orientation politique a conduit la direction de Solidaires à se soumettre à la tactique des journées d'action, en se prononçant après chacune d'elles pour qu'« *un nouveau rendez-vous unitaire permettant la convergence des jeunes et des salariés [soit] organisé rapidement par l'ensemble des organisations syndicales, de salariés, d'étudiants et de lycéens* » (communiqué d'après le 7 mars). Par exemple, au sujet des manifestations prévues les 23 et 28 mars, au lieu de dénoncer la division des jeunes et des salariés orchestrée par les principales directions syndicales, Solidaires s'est félicité de « *ces deux temps forts de la mobilisation (qui) doivent permettre de gagner sur cette revendication* »

(c'est-à-dire, selon Solidaires, comme pour les autres directions syndicales, sur le retrait du CPE, présenté comme la seule revendication, au détriment de la totalité de la LEC et du CNE).

Enfin, Solidaires a fini par appeler, d'ailleurs bien tardivement, à la « grève reconductible » à partir du 4 avril. Mais cette orientation n'est « radicale » qu'en apparence : ce mot d'ordre revient à demander aux salariés de décider la grève de façon atomisée, entreprise par entreprise, en leur demandant finalement de bien vouloir faire preuve d'héroïsme en partant tout seuls au combat, sans savoir ce que feront ceux des autres entreprises et des autres secteurs. Qu'il y ait des situations où les directions ont la responsabilité d'appeler à la grève, et d'autres où cela n'est pas réaliste, c'est évident. Mais il n'y a pas de tierce possibilité : si une direction pense que la situation est mûre, elle doit appeler à la grève (évidemment sans être jamais sûre de gagner), et si elle pense le contraire elle ne doit pas y appeler... En fait, ce mot d'ordre lâche de « grève reconductible » permet de passer pour « radical » à

bon compte, et il a surtout l'avantage, pour ceux qui le lancent, de les dispenser du nécessaire combat contre les bureaucrates de la CFDT, de la CGT, de FO et de la FSU qui refusent d'appeler à la grève générale non pour des raisons de réalisme, mais parce qu'ils se soumettent au gouvernement ou, à travers lui, aux institutions bourgeoises. En ce sens, le mot d'ordre de « grève reconductible » s'oppose à l'exigence de la grève générale : celle-ci, quant à elle, pose immédiatement la question politique de la responsabilité de toutes les directions syndicales et permet par conséquent d'aider les travailleurs à les démasquer et à faire pression sur elles. De fait, cela ne dérange nullement les grandes directions syndicales que Solidaires appelle à une « grève reconductible » : l'échec de cet appel ne sert ensuite qu'à justifier leur refus d'appeler à la grève générale, en arguant que la grève reconductible ne prend pas, et que c'est bien la preuve que les conditions ne sont pas vraiment réunies pour la grève générale, contrairement à ce qu'affirment les « gauchistes »...

Un appel à la grève reconductible n'aurait pu être efficace que s'il avait été préparé et combiné à un combat ouvert, public, sans concession, s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et sur la combativité de certains secteurs des syndicats, pour que les confédérations adoptent une plate-forme de revendications plus large et appellent sur cette base à la grève générale. Ce n'est qu'à ces conditions que les syndicats de Solidaires aurait pu jouer un rôle progressiste, utile aux jeunes et aux travailleurs. Avec une telle orientation, les militants de Sud-Rail (deuxième syndicat à la SNCF), de Sud-PTT et Sud-France Telecom (respectivement premier et deuxième syndicat), du SNUI (premier syndicat aux impôts), de Sud-étudiants, etc., auraient pu jouer un rôle important pour aider les travailleurs à déborder les gros appareils. Mais l'orientation soi-disant « alternative » de la direction de Solidaires n'a en fait consisté, dans la pratique, qu'à se mettre à la remorque des bureaucrates.

**Antoni Mivani  
et Nina Pradier**

#### **Appel à souscription pour la publication des textes de KARIM LANDAIS, historien et militant libertaire (1981-2005)**

Le CRI des travailleurs soutient et relaie l'appel à souscription lancé par les parents, amis et camarades de Karim Landais pour la publication en livre (1700 pages, deux volumes) de ses principaux textes universitaires, articles politiques, lettres et interviews de militants.

Nous avons rendu hommage dans notre n° 19 de septembre-octobre 2005 à ce jeune et brillant historien et militant libertaire que nous connaissions et qui a mis fin à ses jours le 25 juin, un mois avant son vingt-cinquième anniversaire.

« L'objectif de ce livre, écrivent les responsables du projet éditorial, est avant tout de rendre hommage à un ami, Karim Landais, et à sa réflexion théorique et politique essentiellement centrée sur les mouvements trotskystes et libertaires. (...) Au total, l'ouvrage offre, en creux, un portrait intellectuel assez exact de Karim, du moins sur le plan politique. (...) Sa révolte contre la société capitaliste ne l'a jamais abandonné, ni sa volonté de comprendre pourquoi l'extrême gauche trotskyste et le mouvement libertaire avaient tant de mal à se remettre en question, à avancer dans la compréhension du monde, et surtout à mettre fin à l'exploitation et à l'oppression capitalistes. Espérons que les textes de ce volume aideront un peu les lecteurs à se poser de nouvelles questions... et à trouver de nouvelles réponses pour changer le monde. » — Pour lire le texte complet de cette présentation du projet, cf. le site [http://mondialisme.org/article.php?id\\_article=636](http://mondialisme.org/article.php?id_article=636)

Nous appelons nos lecteurs à souscrire pour permettre cette publication en envoyant un chèque de 40 euros (port compris) à l'ordre de :

**M. Guy Landais — La Bastide des capucins — 84 240 Cabrières d'Aigues**

## **UN EXEMPLE ÉDIFIANT : LE REFUS DES DIRECTIONS SYNDICALES D'APPELER À LA GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LA PRIVATISATION DE GDF**

L'une des meilleures preuves du refus des directions syndicales de combattre pour l'extension de la grève étudiante et lycéenne aux travailleurs, c'est leur refus d'utiliser l'occasion en or offerte par Villepin lorsqu'il a annoncé par surprise, quelques jours après le CPE, la privatisation de GDF sous prétexte de fusion avec Suez au nom du fameux « patriotisme économique ». Les fédérations des Mines et de l'Énergie sont particulièrement puissantes, notamment celle de la CGT majoritaire, avec un fort taux de syndicalisation, de solides traditions de lutte et un statut protecteur encore préservé quoique désormais ébréché par les « réformes » récentes. Dans cette situation, les directions fédérales et les confédérations avaient la possibilité

d'engager une lutte résolue contre la privatisation, d'autant plus que le gouvernement leur avait promis par la loi en 2004 (pour les faire capituler et trahir la mobilisation) que l'État garderait 70 % du capital. À partir de ce bastion du salariat français, il était tout à fait envisageable de commencer à construire concrètement la convergence de la grève des travailleurs avec celle des jeunes scolarisés — tout en popularisant la lutte par la dénonciation des scandaleuses augmentations tarifaires pour les particuliers, au seul bénéfice des actionnaires.

Or, en pleine montée en puissance du mouvement de la jeunesse scolarisée, les fédérations se sont contentées de convoquer une « journée d'action » pour le 23 mars, soit plus d'un mois après

l'annonce de la privatisation ! Parallèlement, elles ont continué les concertations avec le Ministre Breton : qu'y a-t-il à négocier puisque le gouvernement a déjà décidé et annoncé la privatisation intégrale ? On est proprement stupéfait à la lecture du volumineux document (particulièrement pénible à lire, étant donné son vocabulaire et son style archi-technocratiques) édité par la fédération CGT des mines et de l'énergie : « Pour la Cgt, la politique énergétique mérite un autre débat. Il faut prendre le temps de construire des propositions aptes, d'une part à renforcer le contrôle public sur l'énergie, d'autre part à assurer une pérennité du Groupe Suez. » La CGT est « favorable à la constitution d'un Pôle public de l'énergie, dont le noyau serait

*Edf-Gdf fusionnés, permettant des partenariats sur des projets industriels avec l'ensemble des acteurs dont Suez et Total. Le partenariat prévu à Fos entre Gdf et Suez, et celui de Suez dans le projet Epr montrent que de tels partenariats ne nécessitent pas la fusion des entreprises.* » Autrement dit, la CGT ne revendique par la renationalisation, sous le contrôle des travailleurs, des usines et établissements de Suez, EDF et GDF en France (en lien avec le soutien à l'exigence de nationalisation des usines et établissements d'EDF, GDF et Suez à l'étranger, usines et établissements qui doivent revenir aux prolétariats et aux peuples qui les font tourner); la CGT demande seulement le « contrôle public » sur ces entreprises et la constitution de sociétés mixtes public-privé.

C'est cette ligne de capitulation idéologique et politique face aux

privatisations et au capitalisme qui explique le refus de la CGT de mobiliser les gaziers, électriciens et salariés de Suez. Là encore, on ne saurait prétendre que ces travailleurs ne seraient pas prêts à combattre : *Le Monde* expliquait que « certains salariés de GDF refusent cependant d'attendre jusqu'au 23 mars pour déclencher l'épreuve de force. Les terminaux méthaniens de Montoire-de-Bretagne, en Loire-Atlantique, et Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône, pourraient être touchés dès lundi 13 mars par des mouvements de grève d'ores et déjà votés en assemblée générale ». Les fédérations ont certes déposé des préavis pour couvrir ces initiatives de la base, mais elles ont refusé d'appeler à la grève générale du secteur, qui aurait pourtant pu être le point de départ de la convergence de la grève des salariés avec celle des étudiants et lycéens. Elles ont même refusé

de s'appuyer sur la dynamique du 28 mars pour enclencher cette grève générale seule à même de stopper la privatisation. Puis, alors que les confédérations appelaient à une nouvelle « journée d'action » contre le CPE pour le 4 avril, les fédérations de l'énergie ont décidé d'appeler les gaziers de manière isolée pour... le 11 ! Leur prétexte était de ne pas mélanger les revendications ! En fait, la convergence des électriciens et gaziers avec les étudiants et lycéens pouvait être le point de départ d'une grève générale qui aurait permis d'obtenir en quelques jours à la fois le retrait du CPE, de la LEC, du CNE et du projet de privatisation intégrale de GDF, tout en ouvrant la voie du combat pour les autres revendications des travailleurs et des jeunes.

Antoni Mivani

## LES COORDINATIONS NATIONALES ÉTUDIANTES ONT À LA FOIS EXPRIMÉ ET DÉFORMÉ LA CONSCIENCE DES ÉTUDIANTS EN LUTE ET SON ÉVOLUTION

*Le mouvement étudiant de février-avril 2006 a été marqué par un degré sans précédent d'auto-organisation. Les Assemblées générales, souvent massives, se sont réunies très régulièrement, voire de manière quotidienne. Dans beaucoup d'universités, les discussions y ont généralement été organisées de manière démocratique et les décisions prises à la majorité, qu'il s'agisse de la grève et du blocage, des prises de position politiques sur la situation et son évolution ou des multiples « actions » proposées par les étudiants. Des délégués ont été élus et mandatés pour représenter les AG locales dans un certain nombre de régions et au niveau national. Chaque week-end, les Coordinations nationales successives, malgré le poids disproportionné des appareils dans leur sein, ont reposé sur des délégués mandatés et ont souvent exprimé, de manière déformée mais réelle, l'état d'esprit des étudiants en grève. En particulier, ce sont elles qui ont défini les grandes orientations du mouvement, en ce qui concerne à la fois les revendications, les objectifs stratégiques et les diverses « actions », notamment les manifestations. C'est pourquoi il est utile de revenir de manière précise sur ces Coordinations et notamment sur les Appels qui en sont sortis chaque semaine, ponctuant l'évolution du mouvement. Ces Appels ont en effet à la fois exprimé et déformé la*

*conscience des étudiants grévistes et son évolution. D'un bout à l'autre du mouvement, on y décèle une tension, plus ou moins vive, entre la tendance réelle des étudiants à déborder les appareils et leur difficulté à aller jusqu'au bout de ce débordement, les appareils et leurs flancs-gardes d'extrême gauche jouant à cet égard un rôle décisif pour protéger les gros appareils.*

### **Des manifestations du 7 février à la Coordination nationale de Rennes (18 février)**

Il a été montré dans l'article précédent que, après la « journée d'action » du mardi 7 février, alors que les étudiants étaient particulièrement nombreux parmi les 400 000 manifestants, les directions syndicales, les partis de gauche et le « collectif des organisations de jeunesse » regroupé autour de l'UNEF, de la FIDL, de l'UNL, de la CGT-jeunes, des JCR, etc., avaient refusé d'afficher l'objectif de la grève pour gagner et n'avaient même pas prévu la moindre suite à la mobilisation, sous prétexte de vacances scolaires. Mais, à partir de l'Université de Rennes 2, la grève des étudiants s'est étendue à la fois sous l'impulsion des militants et de manière spontanée, ressentant rapidement le besoin d'une structuration nationale du mouvement. Lors de la première Coordination nationale, réunie le 18 février à Rennes, une trentaine

d'universités étaient représentées, dont sept en grève avec blocage (Rennes 1 et 2, Toulouse Le Mirail et Rangueil, Brest, La Rochelle, Poitiers, auxquels il faut ajouter certaines filières des facultés de Nantes, Lorient et Vannes).

L'Appel émanant de cette première Coordination exprimait déjà, quoique de manière encore latente, la contradiction politique fondamentale, qui allait se faire de plus en plus criante par la suite, entre deux lignes antagoniques : d'une part, il appelait clairement à la grève des universités et des lycées, mais, d'autre part, il s'inscrivait dans le cadre des « journées d'action » sans lendemain imposé par les appareils, relayant leur appel à manifester le 7 mars sans critiquer cette tactique et sans même dénoncer l'absence d'appel à la grève des salariés ne serait-ce que ce jour-là. Au contraire, la Coordination nationale de Rennes appelait elle-même à une « journée d'action » spécifique des jeunes (le 23 février), soigneusement distinguée d'une autre « mobilisation » ouverte quant à elle aux salariés quelques jours plus tard, le 28. À ce stade, la question de la grève tous ensemble et en même temps n'était pas encore comprise par la majorité des étudiants comme la seule solution pour gagner sur l'ensemble des revendications. De plus, aucun suivi des décisions de la Coordination nationale n'était assuré pour la semaine suivante : la question du Comité de grève national n'avait pas

encore été posée, même sous la forme limitée de porte-parole nationaux permettant une expression autonome des représentants légitimes du mouvement. Cependant, malgré les efforts destructeurs de la direction de l'UNEF pour que ne soit pas convoquée une deuxième Coordination nationale la semaine suivante, celle-ci a été décidée, le prétendu « syndicat étudiant » subissant une première défaite majeure de la part des délégués élus par les AG étudiantes.

### **La Coordination nationale de Toulouse (25 février) : élargissement des revendications et adresse aux travailleurs, mais sans dénonciation des appareils**

Les manifestations étudiantes et lycéennes du jeudi 23 février ont réuni plusieurs milliers d'étudiants dans chacune des villes universitaires mobilisées. Dans les établissements, le travail de mobilisation allait de succès en succès, avec la multiplication des prises de paroles dans les cours, la convocation d'AG de plus en plus massives et souvent la décision de rejoindre la grève avec blocages malgré les vacances d'une partie des facultés et des lycées.

La deuxième Coordination nationale s'est tenue à Toulouse le 25 février, avec les représentants d'une trentaine d'universités, dont treize bloquées. L'UNEF étant largement absente parce que ses dirigeants avaient décidé de la boycotter, la liste des revendications a pu être allongée, réalisant ainsi un pas en avant très important vers l'élaboration d'un programme qui puisse réunir à la fois les différentes fractions de la jeunesse : lycéens, étudiants, jeunes travailleurs — qui sont le plus souvent précaires — et jeunes révoltés des banlieues de novembre 2005. En effet, la Coordination de Toulouse a ajouté aux exigences de la précédente notamment « un emploi stable pour tous », le « retrait de tous les contrats précaires », « le réengagement financier de l'État dans le Service Public pour une Université Publique », le « retrait de la loi Fillon [de 2005 contre l'école] » et « l'arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, l'amnistie des lycéens qui ont participé au mouvement contre la loi Fillon, des personnes poursuivies suite à la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, des étudiants et des

*lycéens qui ont participé au mouvement contre le CPE ». D'autre part, l'Appel de Toulouse affirmait clairement la nécessité de la jonction de la jeunesse et des travailleurs : « C'est la grève qui nous permettra de la faire reculer et de défendre nos droits à la contestation en tant que travailleurs et en tant que futurs travailleurs. Notre objectif doit être la mise en place de la grève reconductible et l'extension des blocages dans un maximum de lycées et d'universités. C'est la seule méthode qui permette que tous participent à la mobilisation, sans être sanctionnés. Nous appelons les travailleurs à se mobiliser, à s'organiser et à nous rejoindre pour défendre leurs droits. (...) C'est tous ensemble que nous gagnerons : étudiants, lycéens, salariés. »*

Cependant, tout en proclamant sa volonté de faire du 7 mars un tournant décisif dans la mobilisation, la Coordination nationale de Toulouse n'a pas critiqué davantage que la précédente la tactique des « journées d'action » mise en œuvre par les directions syndicales, ni le refus de celles-ci d'appeler à la grève le 7 mars et les jours suivants jusqu'à la victoire. Au lieu de s'en prendre aux directions, elle a exprimé l'illusion d'une extension spontanée de la grève étudiante aux travailleurs, en affirmant que le fait de « la continuer nous-mêmes » était le « meilleur moyen d'entraîner les travailleurs dans la lutte », tout simplement en leur « donnant envie de nous rejoindre ». Or si beaucoup de travailleurs avaient déjà bien « envie » de rejoindre les étudiants, l'expérience des graves défaites de 2003, 2004 et 2005 suffisait à faire comprendre que cette envie ne pouvait pas suffire : le refus des directions syndicales de s'engager dans le combat pour la grève générale ne pouvait que faire redouter à tous le risque de grève isolées et atomisées, dès lors condamnées à de nouveaux échecs.

### **La Coordination nationale de Paris-Jussieu (4 et 5 mars) et le début du conflit entre les étudiants avancés et les appareils**

Cependant, la détermination et le courage des étudiants ne faisaient que croître. En même temps, leur conscience politique se développait de façon spectaculaire, notamment là où des militants communistes révolutionnaires, affrontant les

appareils et leurs flancs-gardes d'extrême gauche, les aidaient à clarifier les enjeux politiques du mouvement et la responsabilité des directions syndicales et des partis de gauche. C'est ainsi que l'AG des étudiants de Paris-I Tolbiac, en grève avec blocage à partir du 23 février, a adopté dès le 1<sup>er</sup> mars la motions suivante, proposée par des militants CRI et FSE (Fédération Syndicale Étudiante) : « Les journées de manifestation et de grève, aussi massives soient-elles, ne suffiront pas. C'est pourquoi la journée interprofessionnelle du 7 mars ne doit pas être un baroud d'honneur, mais doit constituer une étape décisive vers la grève générale des étudiants et des travailleurs. Contrairement à 2003, les directions des confédérations syndicales doivent prendre leurs responsabilités, et appeler, à partir du 7 mars, à la grève jusqu'à la satisfaction de nos revendications communes. Il faut en outre, après le 7 mars, organiser une manifestation centrale à Paris, pour faire céder ce gouvernement. » La même orientation était adoptée par l'AG de la Sorbonne le 6 mars.

Une quarantaine d'universités étaient mobilisées au moment de la troisième Coordination nationale, qui s'est tenue à l'Université de Jussieu les 4 et 5 mars. Marginalisés lors de la précédente Coordination nationale de Toulouse, les militants de l'UNEF avaient eu le temps de prendre conscience de leur erreur et ont réinvesti massivement celle de Paris. Ils se sont d'abord appliqués à détruire le début de programme revendicatif large élaboré la semaine précédente, en le remplaçant par un objectif bien plus limité : « La Coordination nationale étudiante se prononce pour étendre la mobilisation contre la précarité, la loi pour l'égalité des chances, et tout particulièrement contre le CPE, et le CNE. » Seul un amendement de forme, resté en fait purement incantatoire par la suite, a été intégré pour « la mise en relation du mouvement étudiant avec les réseaux, notamment associatifs, des quartiers de banlieue ». Or cette question méritait d'être au contraire largement développée : comment la fraction de la jeunesse la plus précarisée et la plus opprimée pouvait-elle entrer dans la lutte, si les étudiants ne s'adressaient pas à elle en mettant en avant non seulement leur solidarité, mais un véritable programme de

revendications et un plan de mobilisation commune ?

Quant aux méthodes de la mobilisation, la Coordination de Jussieu s'est prononcée pour « *la grève reconductible des étudiants à partir du 7 mars* », « *la généralisation des blocages des universités sur tout le territoire* », « *l'occupation des universités jusqu'à satisfaction des revendications* », « *l'organisation de cortèges unitaires des universités mobilisées lors de la manifestation du 7 mars* » et « *la tenue d'assemblées générales unitaires et interprofessionnelles le soir même* ». Mais elle a lancé un appel à une multitude de nouvelles « journées d'action » égrenées et elle a refusé de mettre clairement les directions syndicales devant leurs responsabilités, tout en s'en remettant à elles : son Appel s'est contenté formellement de leur « *proposer de rejoindre la grève étudiante* », mais il leur a surtout demandé de « *s'accorder sur une nouvelle journée d'actions et de grève interprofessionnelles le 16 mars* ». C'est ainsi que l'UNEF et ses flanc-gardes des JCR et de LO ont réussi à prolonger la soumission de la Coordination nationale au cadre des « journées d'action » appelées par les directions syndicales, en arguant oralement qu'il fallait « convaincre » celles-ci plutôt que de les combattre pour leur imposer l'objectif politique de la grève générale. Pourtant, le combat mené par les délégués mandatés de Tolbiac, et relayé par bien d'autres, n'a pas été sans efficacité : leur proposition d'une manifestation centrale à Paris a pu être discutée pour la première fois au niveau national (quoique la tribune ait décidé de reporter la décision finale à la Coordination suivante...) et leur proposition d'exiger des directions syndicales qu'elles appellent à la grève générale jusqu'à la victoire n'a été battue qu'à une voix près (selon le décompte de la tribune)...

### **La contradiction entre les deux lignes s'exprime à l'intérieur même de l'Appel de la Coordination de Poitiers (11 mars)**

Le succès des manifestations du mardi 7 mars, rassemblant un million de personnes dont une majorité de jeunes scolarisés a donné un coup d'accélérateur à l'extension de la grève : une semaine plus tard, une soixantaine d'universités étaient en

grève, dont la moitié entièrement ou partiellement bloquées, et elles étaient rejointes par plusieurs dizaines, puis plusieurs centaines de lycées.

La Coordination nationale étudiante de Poitiers, réunie le 11 mars, a rassemblé les représentants de soixante universités, soit vingt de plus que la précédente. Elle a réintroduit certaines revendications que l'UNEF avait fait disparaître à Jussieu, mais en s'en tenant avant tout à celles qui concernent les étudiants, sans reprendre la démarche de la Coordination de Toulouse qui avait commencé à élaborer un programme pour réaliser la jonction avec les jeunes précaires et de banlieue : outre l'exigence de « *retrait du CPE mais également du CNE et de la loi sur l'égalité des chances* », les délégués étudiants ont affirmé leur volonté d'« *en finir avec la précarité et la répression* » et déclaré : « *Nous remettons également en cause la baisse drastique des postes aux concours, la casse de l'éducation et des diplômés (loi Fillon, LMD, Pacte Pour la Recherche,) dont le but est de renforcer la sélection sociale et de casser les droits collectifs des jeunes à leur entrée dans le monde du travail. Nous rejetons notamment le projet de Contrat Unique de Travail. Nous revendiquons un véritable droit à l'avenir pour les jeunes, les salariés.* »

En revanche, la Coordination de Poitiers a pour la première fois affirmé clairement que « *c'est un mouvement d'ensemble, une grève générale des jeunes et des travailleurs qui est nécessaire pour gagner* ». L'expression de cet objectif a marqué le franchissement d'un palier décisif dans la conscience des étudiants. Cependant, les directions syndicales n'étaient toujours pas critiquées et, dans le même texte, la perspective de la grève générale était par la suite édulcorée par l'appel à « *une grève reconductible totale des universités des lycées et des jeunes travailleurs* ». De plus, le cadre des « journées d'action » n'était pas dépassé : « *Nous appelons à des journées d'action les 14 et 16 mars. Nous participerons également à la manifestation du 18. La prochaine échéance fondamentale sera le 16 mars : nous appelons les salariés et leurs organisations à manifester et à user de leur arme la plus efficace, la grève.* » Cependant, la Coordination nationale commençait à donner un autre contenu au cadre même des journées d'action, en se prononçant pour une manifestation

nationale : « *Il est également nécessaire dès maintenant de donner des suites au 16 et au 18, en plaçant la barre plus haut : nous sollicitons les syndicats pour que le 23 mars soit une journée de grève interprofessionnelle et de manifestation centrale à Paris.* » En un mot, l'Appel de Poitiers exprime dans sa lettre même toute la contradiction, qui se développait après le 7 mars, entre l'aspiration montante, quoique encore confuse, à la grève générale, et la camisole des journées d'action sans perspective imposée par les directions syndicales.

### **La Coordination nationale de Dijon (19 mars) et l'affrontement ouvert entre les deux lignes**

Après le succès des manifestations du 18 mars, qui ont vu pour la première fois les travailleurs descendre très massivement dans la rue, la convergence des travailleurs avec les jeunes devenait concrètement à l'ordre du jour, les médias eux-mêmes commençaient à poser avec crainte la question de la grève générale, mais les directions syndicales en appelaient à Chirac. Exprimant ce tournant de la situation, la Coordination nationale de Dijon le 19 mars a lancé l'un des meilleurs appels nationaux qu'ait connu le mouvement, et qui mérite donc d'être largement cité : « *L'arrivée massive des lycéens dans la mobilisation, le début de mobilisation des travailleurs sont des signes que les étudiants ne seront plus seuls et que la victoire se rapproche. La mobilisation massive de la jeunesse révèle une opposition plus large à la politique antisociale et répressive du gouvernement. (...) Le gouvernement commence à parler de négociation. Pour nous, il ne peut y avoir de négociation, nous voulons le retrait de son attaque. Son discours est un signe de faiblesse, le signe qu'en continuant à amplifier la mobilisation, nous pouvons gagner. C'est le mouvement de grève et de blocage des universités qui a permis que la mobilisation soit ce qu'elle est aujourd'hui. Nous appelons à poursuivre ce mouvement, nous appelons à la généralisation de la grève et du blocage de la part des jeunes, nous appelons les salariés à rejoindre ce mouvement, à aller vers une grève générale pour faire reculer ce gouvernement. (...) La mobilisation continue en s'amplifiant. Par son entêtement, le gouvernement ne met pas seulement en jeu sa crédibilité*



politique, mais aussi sa légitimité à gouverner. (...) La Coordination nationale appelle à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE. Elle appelle à la construction et l'extension de la grève et des piquets de grève dans les facs et les lycées. Elle appelle les directions des organisations syndicales à appeler à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE, et à la construire avec les étudiants et les lycéens en appelant à des assemblées générales dans les entreprises. Elle appelle à une manifestation centrale à Paris le jeudi 23 mars vers l'assemblée nationale. Elle appelle les organisations syndicales à se joindre à cette manifestation et à aider à la montée à Paris des manifestants de province. »

Il faut noter que cette orientation claire pour la grève générale, exigence que les directions syndicales y appellent et préparent la manifestation centrale contre le pouvoir, corrélée à la mise en place, pour la première fois, de « seize porte-parole (...) chargés de faire savoir les décisions de la Coordination aux médias, aux directions des organisations syndicales et aux pouvoirs publics », a été adoptée grâce au combat décisif d'un militant CRI : notre camarade C., qui avait été mandaté pour intervenir en ce sens par l'AG de la Sorbonne, a formulé l'état d'esprit de la majorité des délégués en les convaincant de reprendre à leur compte son propre mandat, malgré l'opposition « unitaire » des militants de l'UNEF, des JCR et de LO. Ces derniers, révélant une fois de plus leur vraie nature, se sont en effet coalisés contre la motion proposée par C., en soumettant au vote une motion *alternative*, en fait pour protéger les directions syndicales et leur tactique des journées d'action. Au demeurant, dans leur combat acharné pour défendre les bureaucrates, cinq des six autres délégués de la Sorbonne, membres ou sympathisants de LO, sont allés jusqu'à violer leur mandat en votant la motion opposée à celle de C., qui ne faisait pourtant que reprendre le mandat de la Sorbonne qu'ils étaient censés défendre tous ensemble ! Ces militants ont ainsi confirmé que, pour couvrir les bureaucrates syndicaux, ils étaient prêts à violer les principes les plus élémentaires de la démocratie de délégation. Mais leur trahison n'a pas suffi : grâce à la fermeté du camarade

C., la majorité des délégués étudiants de Dijon ont imposé une défaite cinglante aux appareillons et à leurs flancs-gardes des JCR et de LO, en votant pour sa motion contre la leur !

Les directions des confédérations ont d'ailleurs bien compris la signification de ce vote : lors de la réunion de l'Intersyndicale nationale du 12 mars, ils ont refusé la participation des porte-parole élus la veille par la Coordination nationale étudiante de Dijon et ils ont ouvertement dénié toute légitimité à celle-ci — ce qui n'a d'ailleurs pas empêché l'UNEF de rester à la réunion, malgré son engagement pris publiquement de la quitter si une telle situation survenait...

### **La Coordination nationale d'Aix (25-26 mars) exprime la difficile recherche des moyens concrets pour parvenir à la grève générale**

Les 25 et 26 mars, la Coordination nationale étudiante d'Aix a réuni les délégués de 86 universités et établissements d'enseignement supérieur mobilisés, dont « 68 en grève, la plupart avec des blocages » ; il n'y avait pas en revanche de délégués lycéens, alors que plus de 1000 lycées étaient mobilisés dans le pays. L'Appel d'Aix exprime une rapide maturation politique et témoigne de la recherche par les étudiants de moyens concrets pour aller vers la grève générale, après le refus des directions de s'appuyer sur le succès des manifestations de la semaine précédente pour engager le combat pour la grève générale. Cet Appel commence par accuser le gouvernement de faire « le choix du pourrissement du mouvement et de la provocation policière, espérant que la violence dans les manifestations discréditerait notre mouvement », il réaffirme un refus très ferme de toutes « négociations » et il se termine par l'affirmation selon laquelle, « ayant engagé sa responsabilité sur la loi sur l'égalité des chances par le biais de l'article 49-3, le gouvernement doit en tirer les conséquences : il devra partir en même temps qu'il retirera son projet ». De plus, à l'encontre des directions syndicales qui avaient refusé de reconnaître la Coordination nationale, l'appel souligne que « seuls les porte-parole mandatés, responsables devant la Coordination nationale, constituent les représentants légitimes du mouvement ». Quant aux moyens pour

gagner, l'appel d'Aix réaffirme l'objectif de la grève générale et s'adresse aux syndicats : « Si le gouvernement ne cède pas mardi 28 au soir, nous appelons à ce que les intersyndicales nationales et locales, les assemblées générales interprofessionnelles, les assemblées générales d'entreprises réunissent toutes les conditions pour reconduire la grève. L'objectif est de reconduire la grève dans le maximum de secteurs pour aboutir le 4 avril à un nouveau temps fort, avec des manifestations dans tout le pays, et une grève générale, reconductible, qui bloque tout le pays jusqu'à satisfaction de nos revendications. (...) Nous proposons également aux organisations syndicales, au même titre que la Coordination nationale lycéenne, de co-organiser une grande manifestation centrale à Paris avant les vacances scolaires parisiennes. » Au-delà de l'ambiguïté de la formule consistant à mettre sur le même plan l'objectif d'un « nouveau temps fort » et celui de la grève générale jusqu'à la victoire, la substance de cette orientation est globalement juste, même s'il manque une critique explicite des directions syndicales.

Mais l'appel contient aussi plusieurs innovations, reflétant le progrès de la conscience politique des étudiants et leur recherche de moyens concrets pour faire exercer une pression efficace sur les directions syndicales et pour convaincre les salariés de rejoindre la grève. De ce point de vue, la multiplicité des moyens proposés exprime à la fois la profondeur de cette recherche et l'hésitation des étudiants entre ces moyens qui, dans l'appel d'Aix comme dans son application effective, ont été parfois plus juxtaposés que coordonnés... D'une part, pour « relayer ces appels (à la reconduction de la grève vers la grève générale) et déposer des préavis en conséquence », la Coordination annonce que « des délégations seront envoyées aux sièges nationaux et locaux des organisations syndicales » : les étudiants confirment donc leur compréhension de la responsabilité majeure des syndicats ; notons d'ailleurs que cet amendement a été intégré grâce à l'intervention d'une militante de la FSE mandatée par l'AG de Tolbiac, mais les rédacteurs de l'Appel ont enlevé l'adjectif « massives » après « délégations », ce qui modifie sensiblement l'orientation : le sens

initial de l'amendement était bien des « délégations massives » aux sièges des syndicats pour exercer une pression maximale sur les directions... D'autre part, l'appel d'Aix prévoit, pour la première fois au niveau national, de faire du « jeudi 30 mars (...) une journée nationale de blocage simultané des principaux axes routiers et ferroviaires » car « le gouvernement sera contraint de réagir à la paralysie du pays par la grève et le blocage ». Autrement dit, les étudiants, radicalisés mais isolés, comprennent qu'ils ne gagneront pas sans la paralysie du pays, mais ils essaient de commencer à la réaliser eux-mêmes, dans l'idée que cela pourrait inciter les salariés à se mettre en grève... Enfin, les étudiants comprennent en même temps qu'ils ne peuvent se substituer aux travailleurs, qu'il faut donc s'adresser à eux.

Il a été montré dans l'article précédent que, dans la pratique, ce sont surtout les blocages de voies et de routes qui ont été mis en œuvre, à la fois en raison de la volonté des étudiants d'agir de manière forte et à cause des appareillons qui ont vu dans ces actions un moyen de détourner l'énergie et la radicalité des étudiants vers des « actions » qui ne mettaient pas en cause directement les directions syndicales et les partis de gauche. En revanche, la décision de la Coordination d'Aix qui était la plus importante a aussi été la moins appliquée : les appareillons et leurs flancs-gardes ont réussi à empêcher que des délégations — même non massives — soient envoyées aux sièges des directions syndicales.

### **La Coordination nationale de Lille, (1<sup>er</sup> et 2 avril), déjoue la manœuvre de Chirac... mais les appareillons et leurs flancs-gardes protègent les directions syndicales**

La Coordination nationale étudiante de Lille, réunie les 1<sup>er</sup> et 2 avril, a rassemblé des délégués étudiants, mais aussi lycéens ; ils représentaient « 114 établissements d'enseignement supérieur et de nombreux lycées mobilisés ». L'Appel de Lille déjouait évidemment la manœuvre de Chirac annoncée la veille (promulgation de la LEC et annonce d'une atténuation prochaine des modalités du CPE). De plus, il affirmait à juste titre que « les journées du 7 mars, du 18 mars, le succès historique du 28 mars, montrent que des millions de salariés

*sont disponibles pour lutter, reprennent confiance dans leurs forces, dans leurs possibilités de gagner ». Il précisait aussi que « les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement. »* Enfin, l'Appel insistait sur la nécessité de se tourner le plus possible vers les salariés et par conséquent d'étendre les revendications : « *Nous nous engageons à soutenir le mouvement des salariés. Nous sommes disponibles pour toute action commune qui aide à construire la grève. Nous souhaitons que partout se tiennent des Assemblées Générales (AG), qui permettent de décider démocratiquement des moyens d'action et des revendications. Parce que la précarité ce n'est pas seulement le CPE ou le CNE, nous nous engageons à soutenir toutes les revendications qui seront définies par les salariés en lutte, comme l'augmentation des salaires et la requalification en CDI de tous les emplois précaires par exemple. (...) Nous soutenons les appels des syndicats locaux à la grève reconductible dès le 4 avril et demandons à toutes les organisations de poser des préavis illimités, aussi bien au niveau local que national, et à s'engager réellement dans la construction de la grève générale jusqu'au retrait de la loi dite sur l'égalité des chances, le CPE et le CNE. Nous appelons à ce que la manifestation de Paris aille vers l'Assemblée nationale. Nous appelons les étudiants et lycéens à rencontrer les équipes syndicales de la ville ou du département pour proposer des actions communes, des AG communes et envisager toutes les possibilités de reconduction après le 4 avril. »*

Cependant, les appareillons et leurs flancs-gardes d'extrême gauche ont empêché, contre l'avis d'un grand nombre de délégués, l'extension de la plate-forme des revendications, pourtant indispensable pour mobiliser réellement les travailleurs. De plus, ils ont refusé que la Coordination condamne le comportement des directions syndicales et exige qu'elles appellent enfin à la grève générale, alors que trois millions de manifestants venaient de défiler, posant plus que jamais la question de la généralisation du mouvement et par conséquent de l'attitude des directions syndicales. Les appareillons et leurs flancs-gardes se sont en particulier

opposés, victorieusement cette fois (contrairement à ce qui s'était passé la semaine précédente à Aix), à la proposition de Q., militant CRI dûment mandaté par l'AG de l'École normale supérieure (Paris), que la Coordination appelle les AG étudiantes et les syndicats combattifs à envoyer des délégations massives aux sièges des syndicats. D'ailleurs, du point de vue de l'organisation, ils ont imposé que les débats ne soient pas interrompus pendant la nuit : cela a eu pour conséquence que bon nombre de débats ont eu lieu devant un auditoire clairsemé, voire à moitié endormi. De plus, le projet d'Appel avait été rédigé avant le début de la Coordination, c'est-à-dire non à partir des interventions des délégués mandatés, mais sur la base d'un accord entre les appareillons et leurs flancs-gardes d'extrême gauche (il a d'ailleurs été présenté par un militant de la Fraction de LO). Il en résulte un texte mitigé, avec de bons passages, comme ceux cités précédemment, mais d'autres qui le sont bien moins, dans la mesure où ils passent sous silence la responsabilité des directions syndicales, tout en laissant croire à mots qu'il serait possible de les contourner. En effet, au lieu de les critiquer et de les affronter politiquement, l'appel de Lille fait croire que les étudiants pourraient eux-mêmes déclencher la grève générale des salariés et demande aux salariés de faire preuve d'héroïsme et de montrer l'exemple : « *Nous sommes conscients des difficultés pour la construire. Le mouvement étudiant n'est pas parti d'un seul coup : ce sont d'abord les étudiants de Rennes qui ont fait le pari que leur grève ferait tâche d'huile et qui ont bloqué leur université, seuls pendant une semaine. Il en ira de même chez les salariés. »* De plus, la notion de « grève générale reconductible » mise en avant par l'Appel de Lille, d'ailleurs sortie tout droit de l'arsenal de mots d'ordre confusionnistes de la LCR (cf. notre bilan du mouvement de mai-juin 2003 dans Le CRI des travailleurs n° 5) revient en réalité à faire peser sur les salariés atomisés, établissement par établissement, la responsabilité de reconduire ou non la grève sans savoir ce que font de leur côté leurs frères de classe ; l'objectif de la grève générale, en revanche, pose immédiatement la question politique de la responsabilité de ceux qui dirigent les organisations syndicales construites pour unifier la classe ouvrière, et qui par conséquent

doivent servir à coordonner sa lutte de classe. Enfin, même s'il affirme la subordination des « journées d'action » à l'objectif de la « grève générale reconductible », l'Appel de Lille se termine en demandant aux organisations syndicales d'organiser la « journée d'action » des étudiants et salariés... un samedi, c'est-à-dire sans grève : *« Samedi 8 avril, nous appelons les organisations syndicales à co-organiser des manifestations de salariés, chômeurs, précaires, lycéens et étudiants. »*

### **La Coordination nationale de Lyon (8-9 avril) ébrèche la ligne des appareillons, mais sans la briser**

Malgré la volonté des directions syndicales de tuer le mouvement, l'aggravation corrélative de la répression policière et judiciaire et l'approche des vacances, les étudiants et lycéens restaient extrêmement mobilisés. Leurs actions de blocage d'entreprises, de routes et de chemins de fer ont été nombreuses et puissantes, notamment le 6 avril avec la coupure de l'accès aux usines Airbus et des voies ferroviaires bloquées à Toulouse, des axes routiers bloqués dans les Bouches-du-Rhône, des barrages filtrants à l'entrée de Nantes, la Nationale N 136 bloquée à l'entrée de Rennes, la circulation largement paralysée à Limoges, toutes les gares parisiennes occupées simultanément, le blocage de l'aéroport d'Orly pendant quelques heures, etc.

Les 8 et 9 avril, la Coordination nationale de Lyon a rassemblé 490 délégués, dont un soixantaine de lycéens. Comme d'habitude, un front uni de l'UNEF, des JCR et de LO a permis que l'Appel de la Coordination, à une courte majorité, n'étende pas la plate-forme revendicative malgré le mandat confié en ce sens par plusieurs dizaines d'AG, et qu'il ne condamne pas ouvertement les directions syndicales, se contentant de formules lénifiantes du type : *« La mobilisation continue, bien que l'intersyndicale n'ait pas encore annoncé de suites au 4 avril. »* L'axe d'un appel direct de la Coordination nationale aux salariés a donc été repris et amplifié, comme si les travailleurs allaient se mettre en grève de manière atomisée à la demande des étudiants, comme si ces derniers pouvaient se substituer aux directions syndicales qui ont (plus ou moins) la confiance de millions de salariés. Mais cette orientation

exprime contradictoirement à la fois la manœuvre des bureaucrates et de leurs flancs-gardes refusant de condamner les directions syndicales en exigeant qu'elles appellent à la grève générale, et la volonté des étudiants de parvenir coûte que coûte à la grève générale : *« Notre priorité absolue, dit l'Appel, est de contribuer à la mobilisation des travailleurs : c'est maintenant le moment d'y aller tous ensemble. Il faut convaincre directement, par des diffusions de tracts, des discussions et des assemblées générales jeunes/salariés que le seul moyen de gagner sur nos revendications, c'est la grève générale reconductible. Nous appelons les salariés à ne plus attendre un premier secteur qui se mettrait en grève pour entraîner les autres : ce secteur, c'est la jeunesse en lutte depuis deux mois. (...) Les étudiants et lycéens mobilisés doivent donner confiance aux salariés. Pour cela, il faut avant tout que le mouvement, la grève et les blocages se poursuivent, même là où les vacances débutent. Il faut aussi multiplier les actions communes avec les salariés et les équipes syndicales, sans oublier les manifestations massives. »*

Cependant, la camarade L., militante CRI et mandatée par l'AG de l'Université de Rouen, a réussi à faire adopter un amendement important, voté à une écrasante majorité par les délégués. Mais cet amendement a été noyé au milieu du texte final par les rédacteurs de l'Appel, et mélangé avec une demande de « manifestations régionales » qui n'avait rien à voir : *« Pour franchir une nouvelle étape dans la mobilisation, nous appelons les syndicats à rompre immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications. »* Cet amendement n'a donc pas suffi à redresser un Appel dont l'orientation principale apparaissait *in fine*, avec la perspective d'une nouvelle « journée d'action » (grève d'une journée) : *« Nous appelons dès maintenant les jeunes, les sans-papiers, les précaires, les salariés et leurs organisations à manifester et à faire grève à nouveau le 18 avril. Nous souhaitons que cette journée puisse donner lieu à des débats et des AG unitaires où étudiants, salariés, sans-papiers et précaires puissent ensemble se donner des perspectives de lutte. »* Comme par hasard, cette date du 18 avril était le lendemain du jour où expirait le

délai donné par les directions syndicales au Parlement... Bref, au moment même où les étudiants avaient atteint un haut degré de conscience de la trahison des bureaucrates syndicaux (comme le prouvent le succès de l'intervention de notre camarade L. et le vote de son amendement à une écrasante majorité), les petits apparatchiks de l'UNEF et leurs flancs-gardes d'extrême gauche ont une fois de plus réussi à protéger ces bureaucrates en refusant de les condamner et en leur offrant même une porte de sortie avec la proposition d'une énième « journée d'action » sans perspective.

### **L'Appel de la Coordination nationale de Nancy (17 avril) ou le chant du cygne**

Au lendemain de la Coordination de Lyon, Chirac a annoncé le retrait du CPE, les bureaucrates syndicaux ont décidé d'enterrer le mouvement et les étudiants n'ont pas eu la force de le poursuivre seuls. Cependant, des milliers d'étudiants ont refusé d'en rester là, parce qu'ils n'avaient pas gagné sur la loi Villepin et le CNE alors qu'ils s'étaient mobilisés quotidiennement pendant huit semaines pour construire la grève, et qu'ils s'étaient radicalisés. L'état d'esprit de ces étudiants les plus avancés politiquement s'est exprimé dans l'appel de la Coordination nationale étudiante réunie à Nancy les 15-16 avril avec 200 délégués représentant une trentaine d'universités, malgré la trahison des directions syndicales, les vacances et la pression des présidents d'université. Il faut d'ailleurs noter que le combat de la déléguée FSE de l'AG de Tolbiac (l'une des facultés en lutte les plus avancées) et des délégués AGEN de Nanterre a été décisif dans l'amélioration considérable du projet initial. L'Appel de Nancy a comme faiblesse majeure de ne plus mettre en avant l'objectif politique de la grève générale, certainement parce qu'il avait déjà cessé d'être réaliste dans l'immédiat, l'effondrement du mouvement devenant chaque jour plus évident. Mais cet appel mérite d'être largement cité car il est d'un grand intérêt politique. Il exige tout d'abord le départ de Chirac et du gouvernement : *« La mobilisation a imposé un recul au gouvernement en l'obligeant à remplacer le CPE. Depuis 1995, c'est la 1ère fois qu'une mobilisation permet d'obtenir un tel*

recul d'un gouvernement, c'est la 1ère fois depuis 2002 que nous faisons céder ce gouvernement qui a tenu face à de nombreuses mobilisations. Après leur mise en minorité dans les urnes le 29 mai 2005, les politiques libérales se voient infliger une défaite par la rue. Cela prouve que la lutte paie. Le gouvernement est affaibli, c'est un point d'appui pour continuer à nous battre afin de gagner sur toutes nos revendications. Après un tel désaveu, Chirac et son gouvernement doit partir ! » Ensuite, l'Appel de Nancy dénonce enfin clairement les directions syndicales, sans sombrer dans le gauchisme, mais en mettant en évidence leurs responsabilités : « Mais quoi qu'en disent les médias et les directions syndicales, nous n'avons pas gagné sur l'ensemble de nos revendications. (...) La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'État UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte. Nous exigeons des directions syndicales qu'elles rompent toute négociation avec le MEDEF et le gouvernement. Le remplacement du CPE conduit à une certaine confusion : la nécessité de rejeter la LEC, le CNE, la loi CESEDA n'est pas suffisamment prise en compte, tandis que les directions des organisations syndicales et les médias ont focalisé l'attention uniquement sur le CPE. » En conséquence, la Coordination de Nancy appelle à la poursuite du combat : « Malgré (la) confusion, la répression et le chantage

aux examens, la grève et le blocage ont cependant été reconduits dans plusieurs universités et lycées. Les assemblées générales sont toujours massives, les exigences restent fortes, ce qui montre que la jeunesse est déterminée à poursuivre la lutte. Aujourd'hui, nous dénombrons 37 facs mobilisées dont 18 sites universitaires bloqués. Nous appelons à continuer la mobilisation, à maintenir les blocages et à reconnaître leur nécessité. Le recul du gouvernement sur le CPE a donné confiance à des millions de personnes qui ont pris conscience de leurs propres forces. Les manifestations massives, les grèves et blocages, légitimés par des AG massives, nous ont permis d'obtenir le remplacement du CPE. Continuons dans cette voie ! » À juste titre, l'Appel de Nancy ouvre ensuite la perspective d'une mise en cause du capitalisme lui-même : « Notre lutte a révélé une crise sociale et politique. Il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social. La logique capitaliste est mise au ban des accusés. Le capitalisme ne peut donner aucune réforme sociale positive. Bien plus, il est même contraint de démanteler les anciennes conquêtes sociales. Tous les lamentables chefs de la droite et de la gauche gouvernementale mènent avec des nuances de méthode la même politique au service d'un système économique prédateur. » Enfin, la Coordination fait des propositions concrètes très justes : il faut organiser le combat contre la répression, en mettant les directions devant leurs responsabilités : « Nous demandons

l'amnistie et la levée des poursuites contre les participants aux mouvements sociaux : mouvement lycéen de 2005, émeutes de novembre-décembre 2005, mouvement actuel... Nous appelons à la création d'un comité national contre la répression de ce mouvement social et nous appelons toutes les organisations syndicales, politiques et associatives à y participer. » Il faut replacer la question des examens dans une perspective politique claire, en dénonçant les traîtres de l'UNEF : « Nous exigeons des garanties sur le déroulement des examens de fin d'année. Nous dénonçons le chantage aux examens et l'accord illégitime entre l'UNEF et la Conférence des Présidents d'Universités pour le report des examens après le rattrapage quasi-intégral des cours. Le calendrier universitaire doit être maintenu quoiqu'il arrive. Ce n'est pas la grève qui dévalorise nos diplômes, c'est la réforme LMD, qu'il faut abroger. » La fin de l'appel est plus contestable, dans la mesure où elle se prononce pour des manifestations le 18 avril qui, dans la situation, ne pouvaient pas être un succès. Quant à la proposition que « le 1er Mai soit une grande journée de lutte européenne contre la précarité, en particulier pour le retrait de la LEC, du CNE, du projet de loi CESEDA » et que, « le 2 mai, (soit) organisée une assemblée générale avec la jeunesse européenne », elle peut être intéressante, mais elle ne semble pas très concrète à ce stade.

**Nina Pradier  
et Ludovic Wolfgang**

## QUELLE A ÉTÉ LA POLITIQUE DES PRINCIPALES ORGANISATIONS D'EXTRÊME GAUCHE (LCR, LO ET PT) PENDANT LE MOUVEMENT ?

*Quelle contribution les trois principales organisations d'extrême gauche (LCR, LO et CCI-PT), qui se réclament du trotskysme, ont-elles apporté au mouvement qui vient de déferler et d'ébranler le gouvernement ? Ont-elles mis leurs 15 000 militants, leurs nombreuses positions dans les syndicats, leurs journaux, leurs tracts et leur audience électorale, au service du combat pour une grève générale victorieuse, c'est-à-dire à la fois pour construire le mouvement, pour combattre les bureaucrates qui lui ont fait obstacle et pour élever la conscience politique de la jeunesse et des travailleurs ?*

### La LCR couvre « 100 % à gauche » les directions syndicales, le PS et le PCF

La LCR dispose d'environ 3 000 militants et d'une implantation relativement importante dans les organisations syndicales. Elle joue un rôle dirigeant dans Solidaires, dispose d'une tendance dans la FSU qui pèse

plus de 20 % (École Émancipée) et a plusieurs centaines de militants investis dans la CGT, dont bon nombre exercent des responsabilités à divers niveaux. Lorsque l'on examine l'orientation de la LCR, on ne discute

donc pas simplement de mots, mais concrètement des intérêts au service desquels cette force matérielle dans la lutte de classe est utilisée. En second lieu, une critique marxiste, pour être rigoureuse, n'étudie pas les mots

*d'ordre en soi, mais toujours en les reliant à la situation concrète (le même mot d'ordre peut être juste à un moment, faux à un autre). C'est pourquoi on suivra ici pas à pas, dans l'ordre chronologique l'orientation de la LCR pendant le mouvement.*

### La LCR et les « journées d'action »

Alors que la mobilisation s'amorce, la direction de LCR ne cherche visiblement pas à armer les militants et l'avant-garde, en rappelant que la tactique des journées d'action, imposée depuis des années et notamment depuis 2003 par les directions syndicales réformistes, conduit à la défaite même les mobilisations les plus puissantes. Pourtant, il y avait matière à le faire, vu que la bureaucratie syndicale avait laissé le 4 octobre sans suite, puis appelé à plusieurs journées dispersés les 31 janvier, 2 et 7 février. Ainsi, dans *Rouge* du 16 février 2006, Dominique Mezzi ne trouve rien à redire à la décision des confédérations de fixer la journée d'action suivante au 7 mars, soit un mois après le 7 février. Il se félicite au contraire qu'elles aient bien voulu recevoir l'Union Syndicale Solidaires à leur table et l'aient autorisée à signer avec elles l'appel à cette journée d'action, alors que cet attentisme devait laisser les étudiants et les lycéens seuls pendant un mois.

Dans *Rouge* du 2 mars, alors que la mobilisation étudiante s'est déjà considérablement étendue et commence à exercer sa pression sur les directions réformistes, la LCR amorce une timide critique, sans vraiment sortir du cadre des journées d'action dispersées. Frida Fuego écrit : « *Les manifestations du 7 février ont été une première réponse mais, faute d'appel à la grève, elles n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu.* » Autrement dit, il aurait fallu une journée d'action, mais avec grève. Elle fixe donc pour le 7 mars l'objectif de « *construire, dans le secteur public comme dans le secteur privé, une véritable journée de grève interprofessionnelle* », regrettant que cela ne soit pas « *pour l'instant la tonalité donnée par les grandes confédérations syndicales* ». Cependant, reconnaît-elle, « *même réussie, cette journée ne suffira pas (...). Il faut donc immédiatement préparer la suite, en particulier avec des assemblées générales interprofessionnelles dans la foulée des manifestations.* » Mais quelle suite faut-il envisager ? Mystère. Comment

faire pour l'imposer ? On ne le dit pas non plus. Reste ainsi absente l'orientation nécessaire pour faire mûrir la mobilisation, à savoir propager dans l'avant-garde la conscience que la tactique des journées d'action dispersées ne peut conduire qu'à la défaite et que seule la grève tous ensemble et en même temps peut permettre de gagner.

### *Grève interprofessionnelle d'un jour... ou grève générale jusqu'à la victoire ?*

Après les manifestations du 7 mars, deux fois plus importantes que celles du 7 février, la critique se fait plus ferme sous la plume commune de D. Mezzi et J. Simplon : « *La lutte contre le CPE repose trop, aujourd'hui, sur les seules épaules des étudiants et des jeunes. Certes, il y a un front syndical. Mais la confédération CGT n'a même pas voulu jeter toutes ses forces dans le 7 mars, laissant entendre, de fait et en dépit d'un discours contraire, qu'il s'agit d'une lutte de soutien et non d'une lutte commune. La veille du 7 mars, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, déclarait même : "Nous mettrons le temps qu'il faut, mais nous allons gagner." Mais, dans les conflits, "le temps" n'est pas élastique à l'infini. Au printemps 2003, le temps s'est allongé jusqu'en juillet, dissolvant la dynamique de généralisation du 13 mai.* » Très juste. Mais quelle politique la LCR oppose-t-elle à cette tactique traître de la CGT et des autres directions réformistes ? Tout en reprenant en partie les propositions de la Coordination nationale étudiante, elles-mêmes encore confuses, Mezzi et Simplon ajoutent : « *Un nouveau rendez-vous interprofessionnel national doit être donné au plus vite. Cela pourrait prendre la forme d'une grève générale appelée par l'ensemble des organisations syndicales avec une grande manifestation à Paris.* » Si le mot « grève générale » apparaît, il s'agit en fait d'une grève générale... d'une journée, c'est-à-dire d'une journée d'action « 100 % à gauche », et non d'une véritable grève générale, c'est-à-dire jusqu'au retrait.

On nous dira peut-être que D. Mezzi est l'un des chefs de la tendance de droite de la LCR. Cependant, dans le numéro suivant de *Rouge*, daté du 16 mars, l'article principal, signé d'Yvan Lemaître (dirigeant du courant « Démocratie révolutionnaire », qui se présente comme la gauche de la LCR)

est bien moins virulent contre les directions syndicales que celui de D. Mezzi la semaine précédente. Yvan Lemaître regrette seulement que « *les directions des organisations syndicales se so[ient] dérobées à faire de la journée du 16 mars une journée de grève interprofessionnelle* », mais elles sont à demi excusées, puisqu'elles l'auraient fait « *pour concentrer leur force sur une journée de manifestation, le samedi 18* », autrement dit pour des raisons purement tactiques... De toute façon, pour Lemaître, ce que font les directions réformistes n'a guère d'importance, ou du moins « *cela ne freinera pas le mouvement* ». Il voit en tout cas ces nouvelles journées d'action sans lendemain comme de « *nouvelles étapes de la mobilisation* » et ne fixe pas d'autre perspective dans l'immédiat qu'« *une journée de grève interprofessionnelle de tout le monde du travail, en lien avec les étudiants et les lycéens* ». À ce stade (le 16 mars), pour la direction de la LCR, toutes tendances confondues, la grève générale reste un mot creux, une éventualité « *si le gouvernement ne cède pas* » après une nouvelle journée d'action — comme si c'était possible que Chirac-Villepin-Sarkozy soient vaincus de cette manière !

Dans la pratique, c'est bien cette orientation d'une « journée de grève interprofessionnelle » qui a été défendue dans les syndicats, notamment par les dirigeants de la tendance École Émancipée lors du Conseil fédéral national (CFDN) de la FSU des 14-15 mars, en total accord avec les dirigeants de celle-ci, membres de la tendance « Action » dirigée par le PS et le PCF.

### *La LCR contre l'exigence que les confédérations appellent à la grève générale*

Le numéro suivant de *Rouge* paraît le 23 mars. Que dit la LCR du scandaleux refus de l'Intersyndicale de reconnaître la légitimité de la Coordination nationale, instance suprême de l'auto-organisation des étudiants ? Que dit la LCR de l'appel lancé par la Coordination de Dijon « *aux directions des organisations syndicales à appeler à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE, et à la construire avec les étudiants et les lycéens en appelant à des assemblées générales dans les entreprises* » ? Que dit la LCR de l'attitude lamentable des

directions confédérales qui ont décidé, après les grandes manifestations du 18 mars, d'aller voir Villepin et d'appeler à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 28 mars ? Sur toutes ces questions cruciales du mouvement, la direction de la LCR couvre les appareils. — Alors qu'elle se dit partisane de l'auto-organisation, elle n'a pas un mot de critique pour le refus inacceptable de l'Intersyndicale de reconnaître la Coordination nationale étudiante. De plus, si l'article évoque bien le texte issu de la Coordination de Dijon, il n'en extrait que l'appel à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 23 mars, mais il passe sciemment sous silence l'adresse aux directions syndicales pour qu'elles appellent à la grève générale : la direction de la LCR ne saurait confirmer plus clairement qu'elle ne partage pas cette orientation ; ses militants étudiants et les JCR s'y sont effectivement opposés, comme ceux de l'UNEF et de LO, pendant la Coordination de Dijon elle-même, où ils ont été battus. Enfin, la LCR n'a rien à redire au cadre fixé par les réformistes, celui de journées d'action disloquées. La rubrique « En première ligne » est titrée : « *En grève les 23 et 28 mars !* » La seule critique formulée à l'encontre de l'Intersyndicale est qu'elle n'a pas appelé à faire grève le 23 mars : « *Disons-le sans ambages, la décision de l'intersyndicale n'est pas à la hauteur de l'épreuve de force engagée par le gouvernement. À notre sens, il était impératif de s'inscrire dans la journée de mobilisation du 23 mars, soutenue par l'ensemble des mouvements de jeunesse.* » Par contre, par sa formulation pour le moins ambiguë, la LCR laisse de nouveau croire qu'une simple journée de grève interprofessionnelle réussie pourrait contraindre le gouvernement à céder : « *Transformer le 28 mars en une grève totale interprofessionnelle paralysant le pays et qui obligera, s'il ne l'a déjà fait, ce gouvernement à céder.* »

#### *La grève générale... remise aux calendes grecques*

Dans le numéro suivant, publié le 30 mars, c'est-à-dire au moment où elle est plus nécessaire que jamais, la critique des directions syndicales a cette fois purement et simplement disparu. Après la lame de fond qui a fait sortir dans la rue, le 28 mars, trois millions de travailleurs et de jeunes, la

LCR ne dit pas un mot du refus obstiné de toutes les directions syndicales d'appeler à la grève générale, alors que les conditions en sont manifestement réunies. La responsabilité évidente des Thibault, Mailly et Aschieri qui, en planifiant une énième journée d'action pour le 4 avril, permettent au gouvernement de maintenir son CPE, tout en l'aménageant (intervention de Chirac du 30 mars), n'est pas dénoncée.

Nous avons vu que, le 16 mars, Yvan Lemaître affirmait que la grève générale était la perspective « *si le gouvernement ne cède pas* » après une nouvelle journée d'action. Or, deux semaines plus tard, le 30 mars, après que 3 millions ont fait grève et manifesté, le même Lemaître parle d'« *unifier et généraliser le mécontentement des jeunes, des salariés, des précaires et des chômeurs, généraliser les grèves et les intersyndicales pour préparer une grève générale* ». Autrement dit, il reporte de nouveau la question de la grève générale à plus tard et fait reposer toute la responsabilité de la lutte pour y arriver sur les épaules des seuls salariés, appelés à se mettre d'eux-mêmes en « grèves » au pluriel, donc de manière atomisée, entreprise par entreprise, en contournant la responsabilité des directions syndicales d'appeler à la grève générale. Yvan Lemaître soutient même que « *chaque initiative* » — c'est-à-dire aussi bien les initiatives des étudiants, lycéens et travailleurs avancés pour étendre la grève que les initiatives des directions syndicales pour l'empêcher — « *converge vers un mouvement d'ensemble pour faire céder Villepin* ». La réalité est tout autre : c'est dans des sens strictement opposés que vont le mouvement des travailleurs et des jeunes cherchant la voie de la victoire contre ce gouvernement et le mouvement des bureaucraties syndicales cherchant la voie des « négociations » avec ce même gouvernement et freinant par conséquent la mobilisation par tous les moyens possibles.

Dans *Rouge* du 6 avril, après la journée de manifestations ayant réuni de nouveau plus de 3 millions de travailleurs dans la rue et, dans le privé, des grèves encore plus importantes que le 28 mars, la LCR persiste dans sa ligne selon laquelle il faudrait « généraliser » à partir des barrages de routes et autres grèves reconductibles. Mais cette fois, la question de la grève générale a

purement et simplement disparu ! Yvan Lemaître qui, la semaine précédente, affirmait que « *le succès des manifestations et de la grève du 28 mars a mis cette dernière à l'ordre du jour* », recule à nouveau : il ne parle plus désormais que d'une simple grève reconductible : « *La force des manifestations du 4 avril, après celle du 28 mars, a mis en discussion, dans les lycées, les facultés et les entreprises, les moyens de construire la grève reconductible pour l'abrogation du CPE et du CNE, l'abrogation de la loi sur l'égalité des chances, et de chasser ce gouvernement pour mettre un coup d'arrêt à la généralisation de la précarité et à la régression sociale.* »

Bref, si l'on reprend les numéros de *Rouge* semaine après semaine, on constate clairement que, pour la direction de la LCR et pour sa fraction soi-disant de « gauche » en particulier, la perspective de la grève générale s'éloigne au fur et à mesure que les masses s'en approchent, avant de disparaître purement et simplement... à l'apogée du mouvement !

#### **La LCR et la question du pouvoir : un réformisme manifeste**

Cependant, l'orientation de la LCR dans le mouvement de février-avril 2006 s'est distinguée de celles des autres formations d'extrême gauche par sa capacité à poser la question du pouvoir, en mettant en avant sous différentes formes l'exigence de chasser le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy. Elle a correctement analysé le fait que ce mouvement d'une ampleur exceptionnelle n'était pas une simple mobilisation sur le terrain économique, mais exprimait un contenu politique qui s'était déjà manifesté sous différentes formes ces dernières années, aussi bien dans les urnes que sur le terrain de la lutte de classe directe. Cependant, s'il était juste de poser la question du pouvoir (quoique sans doute à rythme différent, nous y reviendrons), la LCR est pour le moins ambiguë sur le gouvernement qu'elle appelle de ses vœux pour remplacer Chirac-Villepin-Sarkozy. On peut le constater tout d'abord en examinant l'intéressant 4-pages que ses militants ont distribué dans les manifestations et qui relie la mobilisation actuelle et les questions politiques plus générales.

*« Être révolutionnaire » pour la LCR ? C'est être 100 % réformiste !*

Lorsqu'on lit la présentation que la LCR fait d'elle-même, et si on la croyait jusque-là « communiste révolutionnaire », on va de surprise en surprise. Dans un petit encadré intitulé : « *La LCR ? Révolutionnaire, internationaliste, autogestionnaire, féministe et écologiste* », on peut lire : « *Être révolutionnaire, c'est vouloir changer le monde. (...) La LCR lutte pour une société où le droit à l'existence et à la dignité passe avant le droit de propriété et la loi du marché, où les besoins sociaux passent avant l'impératif du profit, où l'être humain passe avant le capital (...)* ». La LCR ne se présente donc pas comme une organisation qui aurait pour but d'en finir avec le capitalisme, encore moins d'en finir par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat ; elle ne dit même pas avoir pour objectif un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs. Les formulations utilisées indiquent au contraire clairement que « *la LCR lutte pour une société* » où la propriété privée, la loi du marché, le profit et le capital subsisteraient, mais où ils seraient subordonnés à des impératifs sociaux, tels le « droit à l'existence », la « dignité », les « besoins sociaux », « l'être humain » : qu'est-ce d'autre que l'utopie d'une humanisation du capitalisme ?

La suite, en apparence plus radicale, ne fait que confirmer l'orientation : « *Nous [la LCR] voulons construire une société sans frontières, débarrassée de toute oppression — notamment celle que subissent les femmes — où la population décide collectivement du bien commun par la libre confrontation des opinions, des programmes, des partis, où syndicats et associations soient indépendants de l'État* ». La LCR ne se prononce pas sur le caractère de classe de cet État, et elle parle encore moins de société sans classes et sans État. Dans cette auto-présentation de la LCR, il n'y a même aucune mention du fait que la société est constituée de classes sociales aux intérêts antagonistes. Elle dit vouloir en finir avec « *toute oppression* », mais non avec l'exploitation capitaliste (et par là même avec toute forme d'exploitation). De ce point de vue, le 4-pages de la LCR est moins radical... que le document d'orientation présenté par la direction confédérale de la CGT pour le 48<sup>e</sup> congrès : on lit en effet, dans l'alinéa I-9 de ce document, que

*« la CGT a pour ambition de permettre aux salariés de s'émanciper de toute forme d'exploitation et de domination, de construire un syndicat de transformation sociale ».*

En un mot, le 4-pages de la LCR, diffusé gratuitement, à des dizaines de milliers d'exemplaires, dans les manifestations, est une profession de foi absolument réformiste, en contradiction flagrante avec le programme officiel de la LCR (même après que la direction en a fait rayer l'objectif de la dictature du prolétariat). À l'image des réformistes de toujours, la direction de la LCR a donc un programme officiel, qu'elle destine aux militants « éclairés » et qu'elle ne brandit que les jours de fête... et un programme pour les masses en lutte, qui ne méritent pas mieux qu'une bouillie réformiste.

*Un « programme d'urgence »...  
présenté comme applicable sans  
rompre avec le capitalisme*

L'initiative de dire aux masses quelles mesures il faudrait prendre pour commencer à résoudre le problème du chômage, puisque tel est l'alibi de la bourgeoisie pour flexibiliser le travail, est juste. Mais le « programme d'urgence » proposé par la LCR dans son 4-pages d'auto-présentation est, là encore, purement réformiste.

La dernière ligne de présentation de ce programme affirme : « *S'affronter au chômage et à la précarité, c'est d'abord s'affronter à ceux qui en sont responsables : les patrons et les actionnaires capitalistes* ». Il n'est donc pas précisé que ce ne sont pas les patrons et les actionnaires à titre individuel qui sont responsables du chômage, mais le capitalisme comme système, qui engendre inévitablement et de façon croissante le chômage. De fait, la question de la concurrence sur le marché mondial est même balayée d'un revers de main, présentée comme un pur et simple mensonge de la bourgeoisie pour tromper les travailleurs : autrement dit, pour la LCR, les capitalistes en tant qu'individus ne sont pas soumis aux impératifs du capital comme système, mais ce sont des méchants qui veulent simplement prendre plus de « richesses » aux ouvriers. La France serait en somme un îlot dans l'économie capitaliste mondialisée, et l'on pourrait mieux y répartir les richesses sans s'en prendre aux bases

mêmes du capitalisme. La LCR veut d'ailleurs nous convaincre que son programme est finançable... Mais il s'agit d'un financement purement réformiste : sous le mot d'ordre « *de l'argent, il y en a...* », il faut donc « *reprandre tout cet argent* » (celui que les capitalistes ont pris aux salariés à travers les réformes successives et la précarisation du travail), on retrouve clairement l'objectif typiquement social-démocrate d'assurer simplement une meilleure répartition des richesses, sans mettre en cause la propriété privée des moyens de production.

En conséquence, la LCR ne dit pas *quel gouvernement* pourrait mettre en œuvre son « programme d'urgence » : un gouvernement de la gauche plurielle ? Un gouvernement de la gauche plurielle étendue jusqu'à la LCR (comme au Brésil, où les amis de cette organisation siègent dans le gouvernement anti-ouvrier de Lula) ? Un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs ? On ne le saura pas ! Or cette question de la nature du gouvernement est bien sûr décisive.

Quelques exemples. La LCR se prononce « *pour l'interdiction des licenciements* ». C'est radical... en apparence. En réalité, la LCR présente cette mesure comme si elle était réalisable sans rompre avec le capitalisme, comme le prouve l'explication : « *Interdiction des licenciements. Garantie du contrat de travail tout au long de la vie professionnelle. Le patronat est collectivement responsable du maintien des emplois au niveau du groupe, de la région, de la branche ou au niveau national* ». Interdire les licenciements... tout en maintenant le patronat ? Rendre le patronat « collectivement responsable » ? Quelle fumisterie ! En fait, seul un gouvernement des travailleurs pourrait interdire les licenciements, et cela impliquerait nécessairement l'expropriation sans indemnités ni rachat des grandes entreprises, qui seraient placées sous la gestion des travailleurs eux-mêmes.

La LCR limite l'exigence de « nationalisation » aux entreprises privatisées et, plus précisément, aux seuls secteurs suivants : « *les transports, l'énergie, les télécommunications et la distribution de l'eau* » (cela exclut donc les banques privatisées dans les années 1980, les entreprises comme Renault, etc). Mais surtout, elle ne dit rien sur

les moyens d'imposer ces nationalisations : avec ou sans rachat ? Avec ou sans indemnités ? Par la décision d'un gouvernement dans le cadre du capitalisme ou par un gouvernement des travailleurs rompant avec le capitalisme en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs ? En fait, en ne se prononçant pas sur ces questions, la LCR propose un programme de nationalisations purement réformiste, encore moins radical que le Programme Commun de la gauche dans les années 1970...

*La LCR, le PCF et le PS : front unique... ou « unité » politicienne ?*

En bonne logique, la LCR, défendant un programme réformiste, a substitué à la tactique marxiste du *front unique* de toutes les organisations qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs une ligne d'*unité politicienne* avec toute la « gauche plurielle ». Cette orientation s'est matérialisée dans la constitution du Collectif Riposte, auquel appartiennent le PS, le PCF, les Verts, etc., mais aussi la LCR. Au moment même où le PS et le PCF freinaient la lutte de la jeunesse et des travailleurs en limitant les revendications au seul CPE et en multipliant les journées d'action dispersées pour éviter la grève générale, la LCR participait à une structure commune avec ces gens-là ! Ce collectif a notamment produit une déclaration, signée entre autres par le PS, le PCF et la LCR, publiée avant l'intervention du président de la République, « demandant à Jacques Chirac le retrait du CPE pour engager des négociations avec les syndicats, puis revenir devant le Parlement. Sachant les conditions exceptionnelles de son élection en 2002, il porterait une grave responsabilité en promulguant la loi. » S'en remettre à Chirac et combattre (officiellement) pour la grève générale sont-elles deux orientations compatibles ?

Contrairement à ce qu'implique la véritable tactique du front unique ouvrier (et abstraction faite ici du problème de la nature du PS d'aujourd'hui), la LCR n'a fait aucune proposition de mesures pratiques de lutte pour démasquer le caractère traître du PS et du PCF et de leurs relais syndicaux. Dans *Rouge*, les critiques du PS et du PCF ont été plutôt rares et limitées, se contentant de dire que le PS et le PCF refusaient de sortir du calendrier institutionnel.

Du reste, cette étrange unité de la LCR avec ces partis qui ont gouverné pendant des années au compte de la bourgeoisie peut surprendre celui qui ne suit pas la politique internationale de cette organisation, mais non celui qui la connaît. Au Brésil, Démocratie Socialiste, courant du Parti des travailleurs qui est membre de la même organisation internationale que la LCR (le Secrétariat Unifié de la soi-disant « Quatrième Internationale »), siège dans le gouvernement dirigé par Lula et participe aujourd'hui à la campagne pour le faire réélire après cinq ans de politique anti-ouvrière au service du FMI. En Italie, l'organisation-sœur de la LCR est un courant du Parti de la Refondation Communiste et vient de participer à ce titre à la coalition électorale victorieuse regroupant, derrière Prodi, les démocrates-chrétiens, le PDS (ex-Parti communiste italien) et le PRC, sur la base d'un programme commun 100 % bourgeois. Est-ce un tel chemin que la LCR suivra en France ? Tout dépendra de la conscience révolutionnaire de ses militants et de leur capacité à se dresser à temps contre la dérive de plus en plus réformiste de leur organisation.

### **Conclusion**

*Si l'on résume l'orientation de la LCR pendant le mouvement de février-avril 2006, elle apparaît très claire : la direction de cette organisation donne une importance mineure à la*

*critique de la politique des bureaucraties syndicales ; elle ne critique jamais nettement la tactique des journées d'action et pas du tout leur refus d'appeler à la grève générale ; elle entretient en permanence la confusion entre « grève reconductible » et « grève générale », entre grève générale d'un jour et véritable grève générale (jusqu'à la victoire) ; elle ne préconise jamais de s'adresser aux directions syndicales pour en exiger ou leur imposer quoi que ce soit ; à partir du 16 mars, elle pose la question de la grève générale, mais elle renvoie celle-ci à plus tard, allant même jusqu'à ne plus en parler du tout quand il le faut le plus, à l'apogée du mouvement ! Certes, la LCR a le mérite par rapport aux autres organisations d'extrême gauche de poser la question du pouvoir, mais elle le fait sous un angle purement réformiste, comme le montrent d'une part le programme d'urgence qu'elle met en avant, et d'autre part son attitude face au PS et au PCF.*

*Quant aux militants étudiants de la LCR et des JCR, il a été montré ci-dessus (article sur les Coordinations nationales étudiantes de Nina Pradier et Ludovic Wolfgang) que, au prétexte de « l'unité », ils n'ont pas cherché à gagner l'hégémonie politique dans les AG pourtant très radicalisées, ce qui revenait à laisser le PS et le PCF (à travers l'UNEF, l'UEC, etc.) diriger ou canaliser le mouvement. Au sein de la Coordination nationale étudiante, ces militants ont le plus souvent fait bloc avec ceux de l'UNEF, de l'UEC, etc., contre l'extension de la plateforme revendicative, contre la dénonciation des directions syndicales et contre l'exigence qu'elles appellent à la grève générale. Ils n'ont pas hésité pour cela à proposer à la coordination des textes qui n'avaient été adoptés par aucune AG, mais rédigés en coulisse sur la base d'accord avec les appareillons. Etc.*

## **Le PT couvre les directions syndicales... et couvre sa propre politique avec le drapeau purement formel de la grève générale**

*Le PT revendique 6 000 adhérents, dont environ 2 500 sont militants de son courant soi-disant trotskyste, le CCI. Il dispose en outre d'importantes positions syndicales, surtout dans FO, mais aussi dans la CGT, ainsi que d'une petite tendance dans la FSU*

*(PRSI). À première vue, l'orientation développée par le PT pendant le mouvement de février-avril a été la plus correcte parmi celles des trois principaux partis politiques se revendiquant du trotskysme. En effet, il a assez rapidement mis en avant la*

*nécessité de la « grève générale interprofessionnelle » et a publié semaine après semaine des motions adoptées par des assemblées générales de lieux de travail où le PT est présent, et qui s'adressaient aux directions syndicales pour qu'elles*



*appellent à la grève générale... Mais qu'en est-il si l'on y regarde de plus près ?*

### **Le PT en appelle lui aussi à Chirac, en se mettant à la remorque de FO**

Dans *Informations ouvrières* (IO, journal du PT) n° 2282 du 6 avril 2006, le PT critique tout à fait justement la déclaration citée ci-dessus, signée notamment par le PS, le PCF et la LCR « demandant à Jacques Chirac le retrait du CPE pour engager des négociations avec les syndicats, puis revenir devant le parlement. Sachant les conditions exceptionnelles de son élection en 2002, il porterait une grave responsabilité en promulguant la loi. » Cependant, on peut se demander si le PT est bien placé pour faire la leçon à la LCR sur ce sujet. Certes, il n'avait pas appelé à voter pour Chirac en 2002, mais il a en revanche lui aussi fait appel à Chirac, sous la plume de son secrétaire national Daniel Gluckstein, dans son éditorial du 9 mars : ce dirigeant du PT écrit, tout en semblant le regretter, que le gouvernement, s'il décidait de maintenir son projet, « ne laisserait pas d'autre choix aux travailleurs et à la jeunesse, unis, que la grève, la grève générale, interprofessionnelle, dans l'unité travailleurs-étudiants-lycéens et organisations pour la satisfaction des revendications ». Mais, ajoute-t-il, « la solution la plus simple », ce serait que « le CPE soit purement et simplement retiré ». Et de se demander avec ses lourdes questions rhétoriques dont le PT abuse quand il n'ose pas dire clairement ce qu'il pense : « Qui peut nier que ce serait la solution la plus simple ? Qui peut nier que ce serait là le respect de la démocratie ? » Et Gluckstein conclut par un évident appel à Chirac : « Saura-t-on le comprendre en haut lieu ? » Autrement dit : Chirac et son gouvernement « sauront-ils comprendre »... qu'il est possible d'éviter la grève générale (une « solution complexe », si l'on comprend bien), et de s'en tenir à une « solution simple », en un mot une solution qui ne remette pas en cause leur pouvoir ?

Pour parfaitement comprendre le sens de cet édifiant éditorial, il suffit de comparer la copie à l'original, c'est-à-dire... au communiqué publié quelques heures avant par Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO et adhérent du PS. Ce communiqué

commence lui aussi sur un ton plutôt menaçant : « Si le gouvernement ne veut pas bouger il faudra maintenir d'une manière ou d'une autre la pression », car « c'est un bras de fer » dans lequel FO « n'exclut rien, y compris de proposer de faire une grève » (« Une grève ? » Quelle audace !). Or le communiqué de Mailly se poursuit en disant son espoir que, pour éviter d'en arriver là, « la sagesse et la raison l'emportent ». Et il se conclut en indiquant que le Bureau Confédéral de FO en appelle « solennellement, non seulement au gouvernement, mais aussi à la plus haute autorité de l'État, le Président de la République, pour que la sagesse et la raison l'emportent ». En un mot, l'éditorial de Gluckstein en date du 9 mars ne fait que gauchir la ligne de la direction républicaine-bourgeoise de FO : certes, il ajoute « générale, interprofessionnelle » à « grève » mais lui aussi s'exprime comme s'il s'agissait de convaincre Chirac et Villepin des méfaits du CPE et en les conjurant d'avoir l'intelligence d'éviter une crise majeure... comme s'il y avait une « sagesse » et une « raison » au-dessus des classes (conception typiquement républicaine bourgeoise, qui recouvre la domination de classe sous le vêtement d'une prétendue raison universelle). Cette position du PT ne pouvait que désarmer les prolétaires qui ne peuvent que compter sur leurs propres forces pour vaincre, et non sur la « sagesse » de Chirac.

C'est un fait : tout en appelant à la « compréhension en haut lieu », Gluckstein passe sous silence le rôle traître des bureaucraties syndicales contre le mouvement des étudiants et lycéens et contre les aspirations des travailleurs. Au lieu d'expliquer que ces appareils refusent et empêchent la grève générale, il tire implicitement son chapeau à la fraction de la bureaucratie qui a appelé à la « grève générale interprofessionnelle »... le 7 mars, c'est-à-dire FO. Et, tout en écrivant qu'il faudrait la « grève générale, interprofessionnelle », il suggère qu'il serait tout de même mieux que cela ne soit pas nécessaire : ah ! si seulement les mécanismes de la démocratie bourgeoise, avec des manifestations et grèves de simple pression, pouvaient permettre d'obtenir le retrait du CPE, ce serait tellement mieux, tellement « simple » !

On le voit : l'orientation fondamentale du PT pour la défense de

la République bourgeoise « une et indivisible », qui ne sont que le reflet idéologique des liens organiques avec la bureaucratie syndicale de FO, ne restent nullement sans conséquence dans la pratique, comme peuvent le croire certains militants sincères de ce parti que le républicanisme petit-bourgeois ne convainc qu'à moitié... Quant aux grandes phrases formellement correctes de Lambert sur « le coup d'État permanent », sur le fait que « la démocratie est incompatible avec les institutions de l'Union Européenne et de la V<sup>e</sup> République », elles ne viennent qu'après-coup (dans l'éditorial du 6 avril). En revanche, on attend toujours la dénonciation de la trahison des directions syndicales, si patente après le 4 avril... Mais, pour donner le change, et pour faire croire que le PT-CCI aurait une orientation plus correcte que la LCR, Gluckstein se met à taper (ce qui en soi est juste) sur le PS, la PCF, les Verts... mais surtout la LCR. Bref, les bruyantes diatribes contre Besancenot et la LCR (la cible favorite du PT et du CCI...) servent surtout à rendre les militants sourds au silence complice qui permet à Mailly de dormir tranquille !

### **Grève générale... pour le retrait du seul CPE ?**

Comme les directions syndicales, le PS et le PCF, le PT a mis sur le devant de la scène l'exigence de retrait du CPE et fait passer au second plan le CNE, ainsi que le reste de la loi sur l'égalité des chances. Pourtant, dès le début du mouvement, les militants réellement anti-capitalistes et ensuite la grande majorité des étudiants mobilisés ont défendu l'ensemble de ces revendications (et d'autres encore), à tel point que, dans les coordinations étudiantes, même le PS et le PCF, qui voulaient initialement limiter les revendications au seul CPE, ont été contraints d'accepter une plate-forme minimale comprenant, outre le retrait du CPE, celui du CNE, de toute la loi sur l'égalité des chances, et le rétablissement des postes supprimés aux concours de l'enseignement. Il a été montré plus haut (article de N. Pradier et L. Wolfgang) que la lutte contre l'élargissement des revendications a même été l'une des principales préoccupations des appareillons dans les Coordinations nationales étudiantes, car ils voulaient empêcher qu'un début de programme politique capable de mobiliser les

masses ne s'ancre dans la conscience de l'avant-garde étudiante. Certes, le PT évoque d'autres revendications et ses militants les défendent même parfois en AG (en se contentant cependant, en général, du retrait du LMD), mais la « une » d'*IO*, semaine après semaine, ne parle que du CPE. Or cette politique facilite le travail de la bourgeoisie et de ses relais dans le mouvement ouvrier pour briser la grève après le retrait du CPE. Logiquement, dans les éditoriaux d'après le 10 avril, rien n'est dit sur la décision des bureaucraties syndicales de stopper cette mobilisation qui mettait pourtant à l'ordre du jour une grève générale contre toute la politique de ce gouvernement et de ses prédécesseurs.

Certes, le PT a mis en avant le mot d'ordre de grève générale, mais cela n'avait manifestement pour lui qu'un caractère abstrait, puisqu'il centrait le combat sur le seul CPE : « *Faut-il s'étonner que, sur cette base, monte comme un clameur dans tout le pays : retrait, retrait du CPE, grève générale interprofessionnelle pour contraindre Villepin à reculer ?* » (Éditorial d'*IO* du 23 mars.) Or, il est naïf d'imaginer que la grève générale était possible sur une seule revendication, le retrait du CPE, même si les travailleurs du privé, sous statut et fonctionnaires comprenaient plus ou moins clairement qu'ils seraient concernés indirectement par le CPE. De la part d'un parti trotskyste, une politique juste impliquait de savoir mettre en œuvre un véritable programme de revendications transitoires capable de mobiliser l'ensemble de la classe et ouvrant la perspective d'un gouvernement des travailleurs par et pour eux-mêmes. À l'opposé, le PT-CCI, tout en fétichisant la lettre du *Programme de transition* rédigé par Trotsky en 1938, s'en est tenu en fait, dans la pratique, au programme pire que minimum des dirigeants collaborateurs de la gauche plurielle.

### **Grève générale d'un jour... ou grève générale jusqu'au retrait ?**

Mais ce n'est pas tout... En lisant de près les formulations d'*IO*, on se rend compte que, dans un premier temps au moins, le PT n'a pas combattu pour la grève générale jusqu'au retrait, mais seulement pour une grève générale interprofessionnelle d'un jour ! Là encore, il se contentait de reprendre les rodомontades verbales des dirigeants

de FO en les gauchissant. C'est ainsi que, dans *IO* n° 2279 (16 au 22 mars), l'éditorial de Daniel Gluckstein parle de « *grève générale interprofessionnelle pour le retrait* » (et non jusqu'au retrait). S'agit-il d'une formulation maladroite ? En page 3 du même journal, la rédaction écrit : « *Un étudiant interrogé par Le Parisien (14 mars) résume sans doute le sentiment de nombreux de ses camarades de toute la France : "Il faut entraîner les lycéens, mais aussi les salariés. Demandons aux syndicats d'appeler à la grève générale." Une position partagée par la coordination nationale étudiante réunie le 11 mars à Poitiers.* » Or, que dit l'appel de la Coordination de Poitiers cité par *IO* ? D'une part, il se prononce certes pour « *un mouvement d'ensemble, une grève générale des jeunes et des travailleurs (...) nécessaire pour gagner* », mais, d'autre part, s'il s'adresse aux directions syndicales, ce n'est pas pour exiger qu'elles appellent à la grève générale jusqu'au retrait, mais uniquement « *pour que le 23 mars soit une journée de grève interprofessionnelle et de manifestation centrale à Paris* ».

D'ailleurs, on ne peut que s'étonner du nombre relativement faible de prises de positions de syndicats exprimant l'exigence d'un appel des directions syndicales à la grève générale et reproduites dans *IO*, si l'on tient compte de la quantité de positions syndicales dont le PT dispose aussi bien dans FO que dans la CGT et même la FSU. En effet, si les militants du PT ont été incités par la direction à se battre de manière systématique sur cette orientation, comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu des centaines de motions de ce type votées dans les syndicats auxquels ils appartiennent ? Et si cela a été le cas, pourquoi la direction du PT n'a-t-elle jugé utile de n'en publier qu'un nombre limité, au risque de les faire passer pour exceptionnelles ?

En tout cas, le trade-unionisme du PT s'exprime avec éclat dans son absence d'orientation comme parti. Les motions adoptées par des AG et reproduites dans *IO* comme de simples témoignages sur la mobilisation en cours sont les seuls textes publiés dans le journal du PT qui critiquent (timidement) la tactique des journées d'action et exigent que les directions appellent à la grève générale. En revanche, le PT, comme parti, ne se prononce pas sur ces questions fondamentales !

### **Le PT et la question de l'alternative**

En revanche, le lecteur a droit aux sempiternelles dénonciations de l'Union européenne comme source de tous les maux. La dénonciation de la V<sup>e</sup> République est plus tardive : elle n'intervient qu'à la fin du mouvement : dans *IO* du 6 avril, Lambert prend exceptionnellement la place de Gluckstein pour expliquer (à juste titre) que l'on ne peut résoudre les problèmes posés si l'on se situe sur le terrain des institutions de l'UE et de la V<sup>e</sup> République en attendant les élections de 2007 comme le fait la gauche plurielle ; cependant, la dénonciation de ces institutions ne se fait pas du point de vue du prolétariat, et encore moins dans la perspective d'un gouvernement des travailleurs par et pour eux-mêmes, mais au nom de « la démocratie » en soi. Et, pour rappeler à ceux qui l'auraient oublié qu'il est anti-capitaliste à force de ne l'entendre protester que contre l'Union européenne, Lambert ajoute : « *Ces problèmes ont pour racine le mode de production capitaliste, qui ne peut survivre que par l'exploitation et la surexploitation, et qui entraîne l'humanité entière dans l'impasse.* » Fort juste ! Mais qu'est-ce que Lambert et le PT proposent aux étudiants et aux travailleurs qui se sont mobilisés ? « *La lutte de classe exige le front unique ouvrier sur les revendications. C'est ainsi que le combat pour la démocratie politique s'inscrit dans le combat pour la démocratie sociale, axé sur la lutte pour l'unité pour les revendications.* » Que cachent ces platitudes pour le moins ambiguës ?

La réponse est dans l'éditorial du 20 avril, dû à Lucien Gauthier, manifestement moins habile que le malin Lambert pour camoufler une politique réformiste sous un verbe radical : « *Y a-t-il une autre issue que de se rassembler pour la défense des hôpitaux, des classes, des bureaux de poste, des services publics, de la République elle-même, menacée par cette liquidation qui découle des directives de l'Union européenne ? Le 29 mai 2005, le peuple français s'est prononcé pour le non à l'Union européenne. Dans les villes et les villages de ce pays, c'est précisément à quoi s'attachent des élus, des syndicalistes, des travailleurs de toutes tendances dans les comités pour la reconquête de la démocratie. Ces comités désignent les délégués qui*

iront participer les 27 et 28 mai à la convention nationale [convoquée par le PT et quelques élus et syndicalistes de ses amis, NDR]. » Autrement dit, sur le fond, le PT propose la défense de la « République une et indivisible ». Puisque cette République est menacée, cela signifie qu'elle existe toujours : il ne peut donc s'agir que de la République bourgeoise, et même plus précisément de la V<sup>e</sup> République, car la seule République bourgeoise concrète en France aujourd'hui, c'est la V<sup>e</sup> République. De fait, l'objectif de rompre avec celle-ci a fait long feu : il ne reste plus que celui de rompre avec l'Union Européenne au nom de la défense de la République ! Et, pour y parvenir, le PT s'adresse « au peuple français », c'est-à-dire qu'il appelle de ses vœux une union nationale des classes aux intérêts contradictoires qui composent ce « peuple », pour

défendre la politique réformiste et républicaine-petite-bourgeoise du PT.

Bien sûr, dans la pratique, en fait de « peuple français », il s'agit surtout de rassembler les seuls militants et sympathisants du PT au moyen des « comités pour la reconquête de la démocratie » mis en place par le PT... C'est ce que le PT, comme d'habitude, appelle « unité » ! Cette politique sectaire d'appareil n'a évidemment rien à voir avec le véritable front unique, qui implique à la fois le combat pour un programme revendicatif transitoire débouchant sur la question du gouvernement des travailleurs, le combat pour l'unité des organisations de la classe ouvrière sur la base de ce programme et la lutte ouverte et intransigeante contre les bureaucrates qui dirigent ces organisations.

## Conclusion

*Si l'on examine de près son orientation politique, on constate que, pendant tout le mouvement de février-avril 2006, la direction du CCI-PT n'a, comme la LCR, rien fait d'autre que de couvrir sur la gauche la politique des bureaucraties syndicales collaboratrices, sans jamais les affronter ouvertement. En même temps, continuant à s'éloigner toujours davantage du Programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale dont elle aussi ne se réclame plus que formellement les jours de fête, elle n'a pas proposé au prolétariat et à la jeunesse de ligne indépendante, c'est-à-dire révolutionnaire-transitoire, pour combattre le capital et son gouvernement.*

## LO couvre les directions... au point de refuser ne serait-ce que l'objectif de la grève générale

*Lutte Ouvrière est une organisation forte d'environ 7 000 militants (même si seul un millier d'entre eux dispose des pleins droits au sein de l'organisation), son audience électorale est relativement importante (comparable à celle du PCF), son implantation syndicale, en particulier dans la CGT et dans la FSU, particulièrement importante, même si elle s'en vante peu, et elle dispose de militants dans les 400 plus grandes entreprises de France. Entre toutes les organisations d'extrême gauche, LO avait donc une responsabilité particulièrement grande pour aider le mouvement à progresser vers la grève générale.*

### **LO, les perspectives de la mobilisation et les directions syndicales**

LO écrit à juste titre dans ses colonnes qu'il ne faut pas combattre simplement le CPE, mais également le CNE et toute la loi sur l'égalité des chances. Mais elle en reste là. Tout en ne cessant d'insister sur la nécessité que le mouvement s'élargisse, que les travailleurs s'y joignent, LO ne pose jamais la question de savoir si le programme de revendications mis en avant peut jouer un rôle quelconque dans cette extension. Tout en montrant à juste titre que le CPE s'inscrivait dans la série des contrats précaires des

vingt dernières années, tapant tout autant sur la gauche plurielle que sur la droite, LO n'a nullement expliqué sur le plan théorique que cela trouvait ses racines dans les exigences du capital, et elle n'a rien fait sur le plan pratique pour développer une plateforme de revendications transitoires. En réalité, LO s'en tient au programme minimum que le PS et le PCF ont fini par être obligés d'accepter : retrait du CPE, du CNE et de la loi sur l'égalité des chances. LO ne cherche nullement à développer la logique de ce combat, bien qu'elle ne cesse de parler de la nécessité d'élever la conscience de ceux qui participaient à la mobilisation. Enfin, LO a persisté dans son interprétation du soulèvement des jeunes les plus opprimés dans les banlieues à l'automne 2005 comme un soulèvement anti-ouvrier (cf. sur ce point Le CRI des travailleurs de novembre-décembre 2005).

Quant aux méthodes de lutte, LO a obstinément refusé de poser la perspective de la grève générale. En revanche, tout en critiquant le manque de détermination des directions syndicales, LO a appelé de ses vœux des journées d'action les plus nombreuses et les plus rapprochées possibles. Est-ce aider la conscience des étudiants et des travailleurs à progresser que de s'intégrer dans le cadre d'une stratégie qui ne pouvait conduire au mieux qu'à un recul sur le

CPE, au pire à rien du tout, comme en mai-juin 2003, en 2004 et 2005 ? Non, c'est s'adapter à la politique de la bureaucratie et se trouver à l'arrière-garde du mouvement. De ce point de vue, les étudiants étaient bien plus avancés que LO, comme le prouvent les appels de leur Coordination nationale, qui reflétait en partie leur conscience et son évolution d'une semaine sur l'autre, malgré les manœuvres des appareillons.

En fait, la politique de LO rendait invraisemblable toute extension du mouvement : après des années de défaites, comment les travailleurs auraient-ils pu rejoindre la grève entreprise par entreprise, sans savoir ce que feraient leurs camarades des autres entreprises et autres secteurs, sans appel des directions syndicales à la grève tous ensemble, en même temps et jusqu'à la victoire ? LO le reconnaît d'ailleurs elle-même dans *Lutte de classes* n° 96 (avril 2006) : « La possibilité que le mouvement passe à une vitesse supérieure supposerait une participation plus massive des travailleurs. Le mouvement étudiant y contribue déjà, par son seul développement, par son renforcement, par la multiplication des manifestations, directement, en entretenant un climat de lutte et, indirectement, en exerçant une pression sur les confédérations syndicales. Il peut y contribuer

davantage en ayant la préoccupation de toucher le monde du travail, partout où faire se peut, devant les entreprises mais aussi sur les marchés, dans les gares, dans les centres commerciaux, etc. **Mais l'attitude des confédérations syndicales en la matière est essentielle.** » Mais si l'attitude des directions syndicales, parce qu'elles sont de fait aujourd'hui la direction du prolétariat, est essentielle, pourquoi refuser les appels adressés aux confédérations pour qu'elles appellent à la grève générale ? Pourquoi s'opposer à l'envoi de délégations massives aux sièges des syndicats pour porter ces exigences ?

La vérité, c'est que LO est fondamentalement satisfaite par la politique de ces directions syndicales : « Pour le moment, lit-on dans le même article de *Lutte de classe*, elles sont unanimes à rejeter le CPE et à en demander le retrait. Même la CFDT qui fait du "dialogue social" l'alpha et l'oméga de son existence ! Mais, justement : Villepin a montré dans cette affaire le peu de cas qu'il fait du "dialogue social". Pour le moment, les confédérations appellent en tout cas aux manifestations du 4 avril, et c'est tant mieux. L'unanimité de l'appel comme le fait que les derniers appels à la grève et aux manifestations se sont faits à échéances rapprochées ont contribué à faire participer toujours plus de salariés. » Ce n'est qu'à la toute fin du mouvement, quand LO semble soudain comprendre où mène la politique des bureaucraties syndicales, que LO leur adresse une volée de bois vert en écrivant dans un éditorial : « Les confédérations syndicales du monde du travail ont toutes reconnu que le CPE n'était pas négociable, qu'il fallait exiger son retrait pur et simple (...). Mais alors pourquoi avoir accepté de rencontrer les présidents des groupes UMP de la Chambre des députés et du Sénat, c'est-à-dire en fait les représentants d'un gouvernement avec lequel ils ont dit ne rien avoir à négocier, et qui plus est les rencontrer en ordre dispersé, chaque confédération à son tour, alors que justement l'unité du front syndical était une caractéristique majeure du mouvement ? Pourquoi, contrairement à ce qui s'était passé au lendemain des manifestations précédentes, ne pas avoir annoncé ce que serait la prochaine étape de la lutte ? Pourquoi donner de fait au gouvernement un délai, jusqu'aux vacances parlementaires du 17 avril,

pour retirer le CPE ? Pourquoi, si ce n'est parce que les directions confédérales, malgré leurs propos radicaux en apparence, sont prêtes à offrir au gouvernement, en échange de la reconnaissance de leur importance, un compromis qui lui permette de sauver la face ? Ce faisant elles prennent le risque de démobiliser travailleurs et étudiants justement au moment où leur mobilisation était la plus forte, où les chances de faire reculer le gouvernement étaient plus grandes que jamais. » Très juste ! Mais pourquoi n'avoir pas prévenu les jeunes et les travailleurs dès le début du mouvement, pourquoi ne pas leur avoir montré pas à pas la politique traître des appareils, pourquoi ne pas avoir combattu ceux-ci ouvertement et frontalement dans le journal et les tracts comme dans les AG et les syndicats ? En ne dénonçant les directions syndicales qu'à la fin du mouvement, LO n'a fait que redonner un vernis radical à une politique qui a été fondamentalement opportuniste au cœur même de la lutte.

#### **LO et la question du pouvoir**

LO ne pose à aucun moment la question du pouvoir, sous quelque forme que ce soit, se contentant de critiquer les arrière-pensées électorales de la gauche et de la droite. Cependant, Arlette Laguiller a été la première à annoncer sa candidature pour la présidentielle de 2007, dès l'automne 2005... Or LO ne propose aux travailleurs et aux jeunes aucun programme de transition capable de faire le pont entre l'état actuel des luttes et de la conscience de classe et l'objectif du gouvernement des travailleurs, par et pour eux-mêmes.

#### **Conclusion**

En un mot, si elle a critiqué tardivement les directions syndicales, non seulement LO n'a jamais remis en cause le cadre même des journées d'action et n'a pas combattu pour l'élargissement de la plate-forme de revendications, mais elle s'est opposée énergiquement aux adresses aux syndicats et, contrairement à la LCR et au PT, elle a refusé d'un bout à l'autre du mouvement de poser la question de la grève générale ! LO a par conséquent été réduite à adopter une ligne spontanéiste et dépolitisée, se bornant pour l'essentiel à inviter les travailleurs et les jeunes à manifester le plus nombreux possible

pour chaque journée d'action. Dans la lutte elle-même, LO est intervenue comme un petit appareil de gauche, ses militants méprisant ouvertement le mandat des délégués à la Coordination nationale et n'hésitant pas à voter à la Coordination selon les consignes de leur organisation politique, fût-ce contre le mandat qui leur avait été confié en AG. Le principal mérite de LO aura consisté à appuyer la volonté des étudiants de prendre contact avec les salariés, en utilisant pour cela son implantation dans les entreprises ; mais avec une orientation aussi vide politiquement et aussi opportuniste à l'égard des directions syndicales, le résultat d'une telle démarche, juste en son principe, ne pouvait être que bien maigre.

# BILANS DU MOUVEMENT ET DES INTERVENTIONS DE MILITANTS ET SYMPATHISANTS CRI DANS QUELQUES ÉTABLISSEMENTS

*Pendant le mouvement de février-avril 2006, le Groupe CRI, avec les maigres forces militantes qui sont les siennes, a combattu indissociablement pour construire la mobilisation et pour faire partager son orientation politique. Celle-ci a été déclinée par le biais de six tracts successifs (07/02, 13/03, 23/03, 28/03, 04/04, 11/04), suivant chaque étape du mouvement et présentant à chaque fois une analyse de la situation immédiate, la perspective de la grève générale et des propositions concrètes pour avancer. En tout, plus de 48 000 tracts CRI ont été distribués dans les établissements, les AG et les réunions syndicales à Auxerre, Nancy, Paris et Rouen, auxquels s'ajoutent les 2000 lecteurs qui reçoivent nos publications par Internet. D'autre part, les militants étudiants et universitaires du Groupe CRI sont intervenus dans les AG de leurs établissements en défendant publiquement leur orientation et en proposant systématiquement des motions au vote, souvent avec succès : on lira ci-dessous des bilans sommaires du mouvement dans quelques établissements et de l'intervention CRI en son sein. Enfin, les militants CRI sont intervenus dans leurs syndicats pour y défendre leurs idées et ont contribué à la distribution des tracts et aux réunions du Comité pour un courant intersyndical lutte de classe anti-bureaucratique, à l'activité duquel ils participent avec des militants syndicaux lutte de classe d'autres sensibilités, organisés politiquement ou non.*

## Bilan du mouvement et de l'intervention CRI à l'Université de Tolbiac

Au début, pendant près de trois semaines, la mobilisation a eu du mal à prendre. Mais, après plusieurs Assemblées générales regroupant moins de 100 étudiants, l'AG du jeudi 23 février, qui regroupait environ 400 étudiants, a voté avec enthousiasme la grève avec piquets de grève, renouant avec l'expérience de mai-juin et novembre-décembre 2003. Dès lors, et jusqu'aux vacances de Pâques, les piquets de grève ont été systématiquement reconduits (six semaines et demi de blocage), faisant de Tolbiac un bastion de la grève étudiante et un point de départ de départ pour son extension aux autres sites de l'Université Paris-I.

Les principaux syndicats présents à Tolbiac sont l'UNEF, SUD-étudiants et la Fédération syndicale étudiante (FSE, dont sont membres les militants et sympathisants du Groupe CRI). Les JCR (présents dans l'UNEF et SUD) sont également bien représentés. Lors des premières AG, la direction de l'UNEF (elle-même dirigée par le courant NPS du PS) a défendu le blocage « partiel » uniquement pour les grandes journées d'action décidées par les directions syndicales. Après avoir été laminée sur cette position, la direction de l'UNEF l'a mise en sourdine, mais elle a été très vite identifiée par la masse des étudiants comme un appareil bureaucratique qui voulait freiner la mobilisation, si bien que les militants de l'UNEF « majo » n'ont jamais pu être mandatés aux Coordinations nationales ! Après quelques jours de mobilisation, les « cadres » de l'UNEF ont

carrément déserté la fac car ils ont bien compris qu'ils ne pourraient y jouer le moindre rôle...

Les militants de la FSE, de SUD et de la CNT (tous régulièrement mandatés aux Coordinations nationales) se sont pleinement investis dans la grève et ont gagné la confiance et la sympathie des étudiants grévistes. Mais les militants de SUD et de la CNT, même s'ils ont construit loyalement la grève, ont plus flatté les penchants gauchistes du noyau dur des étudiants mobilisés (partisans de la multiplication des « actions », de préférence « spectaculaires ») que travaillé au développement de la conscience politique des étudiants. Ils ont ainsi poussé à la multiplication des journées d'action et ils se sont opposés à l'élection d'un véritable comité de grève, tant au niveau local que national. Les militants JCR ont également fait vivre la grève avec énergie. Ils ont soutenu constamment la mise en place des piquets de grève (ce qui n'a pas été le cas, au début, à Jussieu ou Nanterre) et plaidé courageusement pour la structuration du mouvement. Mais ils ont systématiquement couvert les directions syndicales, notamment en refusant (avec virulence) les délégations massives aux sièges des syndicats. En outre, les JCR ne sont pas apparus, au niveau national, comme une alternative à la direction de l'UNEF, mais comme son aile « gauche » (refusant de faire front avec la FSE et SUD contre la direction de l'UNEF).

Les positions défendues par le Groupe CRI et une partie des militants de la FSE

(dénonciation de la tactique des journées d'action dispersées, appel aux confédérations pour qu'elles appellent à la grève générale et organisent une manifestation centrale à Paris, envoi de délégations massives aux sièges des syndicats, etc.) ont globalement été adoptées par les AG, ce qui prouve la grande maturité politique des étudiants mobilisés. En revanche, il a été difficile de faire comprendre aux étudiants que les délégations massives aux sièges des confédérations syndicales était une priorité. Cependant, cette orientation, combattue de toutes leurs forces par l'UNEF, SUD, les JCR et la CNT, a enfin pu être adoptée le 31 mars, et une délégation de vingt-cinq étudiants a effectivement été reçue le 3 avril au siège de la CGT à Montreuil (cf. ci-dessus l'article d'A. Mivani et N. Pradier sur le rôle des directions syndicales et des partis de gauche).

Maintenant, beaucoup d'étudiants non organisés se posent la question de se syndiquer à SUD ou à la FSE. Beaucoup hésiteront à rejoindre l'un ou l'autre pour ne pas avoir à « choisir ». Il y a une très forte aspiration à maintenir la communauté de lutte qui s'est constituée. D'où l'enjeu, pour les militants du Groupe CRI et de la FSE et pour les plus avancés de SUD, de s'appuyer sur la mobilisation et sur son bilan pour relancer le processus de fusion du syndicalisme étudiant de lutte.

C. et S.

## Bilan du mouvement et de l'intervention CRI à la Sorbonne

Lundi 6 mars, une AG de 300 étudiants a voté la grève avec piquets de grève à partir du lendemain, ainsi qu'une adresse aux directions syndicales pour qu'elles appellent à la grève générale. Suite à cette AG que le rectorat a décidé de fermer la Sorbonne, pour empêcher les étudiants de se réunir le lendemain, jour de la première grande « journée d'action » depuis la première du 7 février.

Mercredi 8 mars, une nouvelle AG, tenue cette fois à la Sorbonne, a voté la poursuite de la grève et l'occupation pour maintenir ouverte l'université : l'occupation a commencé le soir même. Jeudi 9 mars, les portes ont été plusieurs fois fermées et un rassemblement étudiant s'est organisé dans la soirée pour imposer leur réouverture. Le pouvoir a répondu par la répression : coups de matraques, arrestations et gaz lacrymogènes. Vendredi

10 mars, la Sorbonne est restée fermée. L'occupation s'est poursuivie et 300 étudiants supplémentaires ont pu rentrer dans la Sorbonne vers 17 h en forçant un barrage policier. Dans la soirée, 1000 étudiants ont fait face à la police, réclament la réouverture de la Sorbonne et le départ de la police. Plusieurs barricades ont été dressées. Des affrontements ont eu lieu avec les CRS. Samedi, à 4 h du matin, la police (sur ordre de Sarkozy) est rentrée

dans la Sorbonne et a évacué les occupants (faisant plusieurs blessés parmi eux), arrêtant plusieurs étudiants.

Dès lors, et jusqu'au lundi 24 avril, la Sorbonne est restée administrativement fermée, protégée par des centaines de policiers ou gendarmes et, entre le 17 mars et le 13 avril, par des murs anti-émeutes. Les étudiants de la Sorbonne se sont alors réunis à Jussieu, Censier et enfin Tolbiac, mais avec des effectifs de plus en plus réduits : moins de 100 étudiants pour les dernières. Cette situation particulière a donné un poids relatif important aux organisations syndicales et politiques.

Dans les AG, les militants de LO, très investis dans le comité de mobilisation et la diffusion des tracts à la population, ont joué un rôle important ; mais ils ont défendu la même ligne que la direction de l'UNEF : refus de condamner les directions syndicales, refus de les appeler à appeler à la grève jusqu'au retrait, accent mis sur les journées d'action comme finalité, condamnation des « casseurs », etc. Les militants de LO ont toutefois perdu une grande partie de leur crédibilité

### Bilan du mouvement et de l'intervention CRI à l'Université de Rouen

À l'Université des lettres et sciences humaines de Rouen (campus de Mont-Saint-Aignan), le mouvement commence le 8 mars. Le blocage se réalise très vite et efficacement, de sorte que seul un amphithéâtre reste accessible, où se sont tenues *chaque jour* des assemblées générales, souvent nombreuses (600 personnes environ)... Une cinquantaine d'étudiants ont occupé les lieux jour et nuit. La mobilisation a été festive et culturellement engagée : commission « décoration », expositions, projection chaque soir d'un film suivi d'un débat...

Le nombre des étudiants mobilisés est allé croissant, montrant bien l'utilité politique du blocage : des étudiants qui y étaient au départ défavorables ont été peu à peu convaincus de sa nécessité, car il permet évidemment qu'aucun cours ne se tienne mais que des débats aient lieu. Les étudiants et enseignants grévistes discutent avec ceux qui s'opposent à eux pour qu'ils viennent exprimer leur position en AG. Lorsque, le 3 avril, des responsables de « psycho-socio » ont tenté de procéder, par la bande et au niveau seulement de leur département, à un référendum à bulletin secret pour la levée du blocage ; les étudiants mobilisés ont réussi à le faire cesser. Certains cours se sont tenus hors-les-murs à l'initiative d'enseignants zélés ; l'AG a pris des mesures pour les empêcher autant que possible.

En revanche, entre 30 et 40 enseignants de presque toutes les disciplines sont venus régulièrement aux AG (pas toujours ensemble, plutôt à tour de rôle). Les dirigeants du SNEsup ont évoqué la grève, mais en refusant toujours de consigner la question par écrit, en refusant aussi de s'adresser aux directions syndicales pour qu'elles y appellent. Néanmoins, le 10 mars, je suis intervenue lors d'une réunion d'enseignants

après avoir violé le mandat qui leur avait été confié pour la Coordination nationale de Dijon (19 mars). Ce mandat intégrait comme point central une motion proposée par un militant CRI et adoptée à la majorité, sans que les militants de LO s'y opposent publiquement : elle se prononçait pour la grève générale jusqu'à la victoire, pour que l'AG s'adresse aux travailleurs sur cette base (et non sur la base des tracts insipides rédigés par LO au nom du comité de mobilisation) et pour que les directions syndicales appellent à la grève générale. Pour être élus, les militants de LO ne sont pas opposés publiquement à cette motion ; mais, alors que leurs militants et sympathisants représentaient la majorité de la délégation de la Sorbonne, ils ont refusé de la défendre et de voter pour elle à la Coordination nationale, se ralliant à la motion concurrente qui refusait de dénoncer les directions syndicales et de s'adresser à elles, et qui avait été rédigée sur la base d'un compromis entre l'UNEF, les JCR... et LO ! En conséquence, seul le délégué CRI a défendu le mandat de la Sorbonne, d'ailleurs avec succès puisque la

convoquée par le SNEsup (nous sommes une trentaine) pour qu'un texte en ce sens soit adopté. Il a été applaudi par l'ensemble des étudiants lors de l'AG suivante.

Les premières AG ont été un peu bringuebalantes, certains étudiants « anti-tout » rejetant toute idée d'organisation et de structuration : pas de tribune, pas de vote, pas de mandats... Mais le mouvement a été de plus en plus résolu dans son organisation — les « STAPS » voisins de campus ont apporté un enthousiasme communicatif : quand ils sont venus en AG, on s'y est retrouvé à 500 ! — et politiquement dans ses revendications. Encore fallait-il formuler celles-ci, adopter et diffuser des textes, ce qui n'a pas été le cas tout de suite.

Le 22 mars, j'ai proposé au vote la motion suivante : « *Face à l'obstination du Premier Ministre qui persiste et signe dans sa volonté d'imposer coûte que coûte le CPE, l'AG des étudiants et enseignants de l'Université de Rouen (Lettres et sciences humaines) réunie le 22 mars 2006 estime qu'il faut impérativement élargir le mouvement. La mobilisation des étudiants et lycéens ne doit pas rester isolée. Elle doit être rejointe par l'ensemble des salariés. L'AG réaffirme sa détermination à obtenir l'abrogation des ordonnances sur le CNE et de la loi dite "sur l'égalité des chances". Pour y parvenir, elle estime qu'il faut se battre pour la grève générale des salariés, des étudiants et des lycéens. C'est pourquoi l'AG appelle à la construction de la grève et à l'auto-organisation ; c'est pourquoi également l'AG s'adresse aux directions des syndicats de salariés pour qu'elles appellent à la grève générale jusqu'au retrait.* » Cette motion est adoptée à l'unanimité moins une dizaine d'abstentions.

motion en question a été intégrée dans l'Appel de la Coordination de Dijon ! Par la suite, les militants de LO de la Sorbonne n'ont évidemment plus été mandatés pour participer aux Coordinations nationales, malgré leurs efforts...

Les militants et sympathisants du Groupe CRI n'ont cependant pu s'investir que partiellement dans la mobilisation de la Sorbonne, en raison de leur activité professionnelle plusieurs jours par semaine et de l'absence d'appel à la grève continue de la part de leurs syndicats de salariés, qui leur aurait permis de participer davantage à la mobilisation quotidienne. En outre, les autres militants de la FSE ne sont pas nombreux à la Sorbonne. Même si nous avons pu faire passer un certain nombre de nos positions en AG, nous n'avons donc pas pu influencer en profondeur les étudiants mobilisés de cette Université, d'autant que la présence des appareillons et de leurs flancs-gardes d'extrême gauche y était particulièrement forte.

C., L. et S.

Comment expliquer un tel succès pour notre orientation ? Par la quasi-absence des appareillons et de leurs flancs-gardes d'extrême gauche. L'UNEF n'est en effet présente que par quatre ou cinq étudiants, assez effacés ; SUD, LCR, LO et PT sont absents. Or cette situation particulière a permis de formuler aisément une orientation correspondant à l'état d'esprit de étudiants mobilisés : construction de la grève et auto-organisation, objectif de la grève générale et adresse aux directions syndicales.

Les étudiants mobilisés se sont montrés très soucieux que leur parole et leur action ne soient pas déformées par les médias. Un communiqué de presse a été voté en ce sens, annonçant que nous ne tolérerons aucune altération et aucune amputation de nos textes. France 3 a accepté de le diffuser ; d'autres journalistes (de *Paris Normandie* en particulier) ont été bien plus condescendants !

À Rouen, les manifestations ont été nombreuses et violemment réprimées. Des manifestations sauvages ont eu lieu, notamment la nuit. Des blocages d'axes routiers et ferroviaires ont été organisés. En centre-ville, la police et la gendarmerie étaient omniprésentes, hélicoptère compris. Les policiers ont utilisé tant de grenades lacrymogènes qu'ils sont arrivés à un moment donné à rupture de stock !

Le 3 avril, après le discours de Chirac annonçant l'aménagement du CPE et l'ouverture de discussions avec les directions syndicales, les étudiants ont prouvé leur grande maturité politique. Ils ont d'abord adopté une résolution en solidarité avec tous les inculpés de ces dernières semaines mais aussi avec tous ceux des émeutes de banlieue en novembre. Bon nombre d'intervenants ont ensuite dénoncé la manœuvre du président de la République et affirmé leur

détermination à poursuivre le mouvement jusqu'à la victoire. Quelques étudiants (beaucoup de « psycho ») sont intervenus pour la levée du blocage, mais celui-ci a été reconduit à une très large majorité. Je suis intervenue sur le discours de Chirac, la stratégie du gouvernement, les contacts entre Sarkozy et les responsables syndicaux ; puis j'ai proposé au vote la motion suivante : « *L'AG des étudiants et enseignants réunis ce lundi 3 avril affirme qu'elle refuse tout aménagement du CPE. Elle réitère sa revendication : abrogation des ordonnances sur le CNE ; abrogation de la loi dite sur "l'égalité des chances". On ne saurait attendre des semaines de délibérations parlementaires, qui ne pourront que conduire à la démobilisation. La satisfaction de notre revendication pourra être obtenue par la grève générale des étudiants, lycéens et salariés jusqu'au retrait. Nous nous efforçons de construire la généralisation de la grève ; nous demandons aux directions syndicales qu'elles y appellent.* » La motion a été votée à l'unanimité des participants moins huit contre et une dizaine d'abstentions.

Après les gigantesques manifestations du 4 avril, lors de l'AG du 7, le président de l'Université est intervenu pour expliquer la position de la CPU (Conférences des présidents d'universités) et dire qu'il fallait vite reprendre les cours. Mais les enseignants présents ont refusé et dénoncé le chantage aux examens. La nécessité absolue de poursuivre le mouvement, l'importance du temps à ne pas perdre ont été rappelées. Un étudiant de l'UNEF a proposé de partir immédiatement, en pleine AG, pour une délégation chez les parlementaires ; il n'a été suivi que par quatre personnes. À l'issue de mon intervention, j'ai proposé au vote la motion suivante : « *L'AG unitaire réunie ce vendredi 7 avril réaffirme sa détermination à poursuivre la mobilisation par la grève jusqu'à la victoire. Elle condamne la position de l'intersyndicale*

*nationale qui, dans sa déclaration du 5 avril, se contente d'apporter son "soutien" à la mobilisation étudiante mais refuse d'appeler à la grève générale malgré le succès des journées de grève interprofessionnelle et de manifestations des 28 mars et 4 avril. Elle refuse même d'appeler à la grève et à la manifestation le 11 avril, date de la nouvelle journée d'action étudiante et lycéenne. En revanche, elle rencontre les parlementaires et ministres UMP sur la seule base du retrait du CPE, et laisse au gouvernement un délai de 12 jours (jusqu'au 17 avril) soit le cœur des vacances scolaires. Par là, elle prend le risque et la responsabilité d'isoler les étudiants et lycéens et de laisser le mouvement s'essouffler. Les directions syndicales invitent les salariés de GDF à se mobiliser de manière isolée, le 11 avril ; il faut au contraire unifier les étudiants, lycéens et salariés, par la grève et la manifestation tous ensemble. L'AG rappelle sa double revendication : abrogation des ordonnances sur le CNE ; abrogation de TOUTE la loi dite sur "l'égalité des chances". L'AG appelle les directions syndicales à rompre les négociations avec le Parlement et réaffirme que seule la grève générale des étudiants, lycéens et salariés permettra la satisfaction de cette revendication. Elle s'adresse aux directions syndicales pour qu'elles y appellent.* » Cette motion a été adoptée à l'unanimité moins une abstention.

Il a également été décidé d'aller voir les personnels de la fac, mais aussi les salariés des établissements et entreprises pour discuter de la perspective de la grève générale. La proposition de se rendre au siège des directions syndicales sur la base de nos motions a également été adoptée. Enfin, l'AG m'a mandatée pour la représenter à la Coordination nationale de Lyon les 8-9 avril (sur celle-ci et mon intervention en son sein, cf. l'article

général de N. Pradier L. Wolfgang sur les Coordinations nationales).

Le 10 avril, l'AG, une fois de plus très nombreuse, assiste en direct à la déclaration de Villepin annonçant le « remplacement » du CPE. La détermination des étudiants n'en est que plus grande. Je soumetts au vote cette motion : « *Suite aux déclarations de Dominique de Villepin ce lundi 10 avril, la priorité est et demeure de généraliser la grève, et donc d'aller discuter avec les travailleurs et les syndicats de salariés de la perspective de la grève générale. Nous soutiendrons toutes les revendications des salariés en lutte. Nous n'accepterons pas le remplacement du CPE par un CPE bis. Pour obtenir satisfaction sur notre double revendication, abrogation de TOUTE la loi dite sur "l'égalité des chances" et abrogation des ordonnances sur le CNE, le seul moyen est la grève générale. Nous appelons les directions syndicales à rompre immédiatement toute négociation et à appeler à la grève générale jusqu'à satisfaction. Cette victoire sera un point d'appui pour d'autres victoires sur d'autres revendications.* » Elle est adoptée à l'unanimité moins une dizaine d'abstentions et six contre ; la militante de l'UNEF, qui a proposé un amendement remplaçant « négocié » par « discuter » (quatre voix pour seulement...) s'abstient. Un amendement est ajouté, voté à l'unanimité moins quelques voix : « *Démission du gouvernement !* » Le blocage et la grève sont alors reconduits à une écrasante majorité.

Comme partout ailleurs, le reflux commence après l'échec des manifestations du 11 avril. L'AG suivante est beaucoup plus hésitante. Les STAPS votent la levée du blocage. L'UFR de Lettres et sciences humaines le reconduit, mais à une très faible majorité. Puis les vacances commencent...

L.

## Bilan du mouvement et de l'intervention CRI à l'École normale supérieure (Paris)

La mobilisation sur le site principal de l'École Normale Supérieure (45, rue d'Ulm) a commencé le 7 mars par une Assemblée Générale à l'appel du « Collectif jeunes chercheurs » et des sections PS, PCF, CGT et FO de l'ENS. Cette première AG a rassemblé une cinquantaine de personnes, les suivantes ayant une affluence comparable, mise à part celle suivant le blocage temporaire de l'ENS le 4 avril qui a rassemblé environ 150 personnes. Cette faible affluence lors des AG (ce site de l'ENS compte environ 500 étudiants et 2000 enseignants, chercheurs et personnels IATOSS) est due en grande partie à la situation particulière de l'ENS, dont les élèves sont privilégiés (fonctionnaires-stagiaires) et issus de milieux favorisés : ils ne craignent donc pas la précarité. Quant à ceux qui se sont mobilisés, beaucoup ont préféré intervenir

en priorité sur leur université, puisque la majorité des étudiants de l'ENS suivent des cours à la fois dans l'établissement et dans d'autres facultés parisiennes. Enfin, les forces n'ont pas été suffisantes pour bloquer l'École (le blocage partiel du 4 avril a donné lieu à un affrontement et a été levé physiquement par les militants de l'UMP et autres « anti-bloqueurs »), ce qui a empêché la mise en marche d'une dynamique comparable à celle des universités. En ce qui concerne les personnels, si la majorité était contre le CPE, seule une partie ont fait grève les jours de grève interprofessionnelle (28 mars et 4 avril), sans que cela soit massif, surtout chez les personnels ouvriers.

La plate-forme revendicative intégrait non seulement l'exigence de retrait du CPE, de la LEC et du CNE, mais aussi celle d'abrogation du « pacte sur la

recherche » et de la réforme LMD, ainsi que l'opposition à toute précarité, le refus de toute discrimination entre les travailleurs et le soutien aux mobilisations des précaires et des sans-papiers. La perspective de la « grève interprofessionnelle reconductible jusqu'à la victoire » a été adoptée — le mot d'ordre de « grève générale jusqu'à la victoire » ayant été rejeté sous l'influence du PS et du PCF.

La section PS, qui revendique une trentaine d'adhérents mais qui n'en a mobilisé qu'une poignée, a agi conformément à la politique de son parti, c'est-à-dire uniquement dans une perspective de « mobilisation pour la mobilisation », s'opposant tout particulièrement au blocage, évitant soigneusement toute décision un peu plus radicale que la confection d'une banderole

et la participation aux manifestations... En ce qui concerne les revendications, elle a tout fait pour les restreindre au CPE, acceptant de demander le retrait du CNE, mais se battant notamment contre l'exigence de retrait du LMD ou de régularisation de tous les sans-papiers. Les trois militants du PCF, les membres de la CGT et le militant d'Alternative libertaire se sont beaucoup plus investis et ont été plus avancés que ceux du PS en ce qui concerne les actions et les revendications, mais ils se sont toujours opposés frontalement à toute dénonciation des directions syndicales et à l'exigence qu'elles appellent à la grève générale. En revanche, les militants de la section FO ont soutenu cette orientation.

Dès le début de la mobilisation, l'intervention des deux militants du Groupe CRI s'est construite autour de deux axes : d'une part, nous avons participé activement à la mobilisation locale à l'ENS et dans le quartier (dans la limite de ce que permettait notre intervention parallèle dans nos autres établissements respectifs) ; d'autre part, nous avons insisté sur la nécessité de la grève générale pour gagner et dénoncé, à chaque étape, la trahison des directions syndicales, proposant des perspectives politiques pour les mettre devant leur responsabilité.

Concernant le travail local, nous avons constamment cherché à discuter individuellement avec les travailleurs et étudiants de l'ENS pour les sensibiliser et les convaincre de rejoindre la lutte. Nous avons proposé dès les premières AG la création d'une *caisse de grève* pour aider

financièrement les travailleurs les plus pauvres à faire grève. Nous avons proposé dès les premières AG l'objectif du *blocage de l'ENS*, qui impliquait cependant la mobilisation d'un nombre plus important d'étudiants et de travailleurs. Enfin, nous avons proposé et participé à des actions en direction des agents RATP d'un dépôt de bus dans le quartier.

En ce qui concerne l'orientation politique, nous nous sommes battus pour intégrer l'exigence de retrait du LMD et de régularisation des sans-papiers dans la plate-forme de revendications, qu'il n'a cependant pas été possible d'étendre davantage. À chaque étape du mouvement, nous avons constamment cherché à provoquer des débats politiques de fond et à proposer des perspectives de lutte à une échelle globale. Ainsi, dès les premières AG, nous avons proposé des motions exigeant que les directions syndicales appellent à la grève générale. Le noyau des étudiants et travailleurs les plus mobilisés voulaient privilégier le combat au plan local, sans bien voir tout d'abord les rapports de force au niveau national et notamment le rôle traître des directions syndicales et des partis de « gauche ». Nos motions ont donc d'abord été largement rejetées pendant trois semaines, mais nous avons persévéré en expliquant AG après AG ce qui nous semblait être les enjeux fondamentaux du mouvement.

Elles ont cependant recueilli de plus en plus de voix au fur et à mesure que la perspective de la grève générale devenait plus urgente et que la trahison des directions syndicales apparaissait plus

clairement aux yeux de tous. Et finalement, à l'AG du 31 mars, après le succès historique de la manifestation du 28 et le scandale de l'intersyndicale du 29, notre motion exigeant que les directions syndicales appellent enfin à la grève générale et proposant un regroupement massif d'étudiants et de travailleurs devant le siège de l'intersyndicale pour appuyer cette demande a été adoptée à une large majorité, malgré l'opposition du PS, du PCF, de la CGT et d'Alternative libertaire. Cette motion a ensuite été intégrée au mandat des délégués de l'ENS, dont l'un de nous, pour la Coordination nationale du 1<sup>er</sup> avril à Lille.

Cette compréhension de plus en plus claire du rôle à la fois décisif et traître des appareils syndicaux s'est confirmée à l'AG du 7 avril, où notre proposition de motion condamnant la décision des directions syndicales de saboter la mobilisation pour aller négocier avec les parlementaires a été largement adoptée, confirmant l'isolement du PS et du PCF qui ont tenté jusqu'au bout de protéger l'Intersyndicale nationale. En même temps, beaucoup des étudiants et travailleurs mobilisés ont compris l'importance des syndicats pour lutter, le rôle des sections CGT et FO dans la mobilisation locale ayant été important : la question d'une syndicalisation massive a été soumise au débat, soulevant immédiatement le problème de la division syndicale et la nécessité de poursuivre tous ensemble le combat.

L. et Q.

## Témoignage sur le mouvement à l'Université de Jussieu

La mobilisation à Jussieu (Paris-VI et Paris-VII) a débuté le 27 février. Les AG étudiantes se sont réunies trois fois par semaine, regroupant en général autour d'un millier de participants. La principale force organisée est la tendance « tous ensemble » de l'UNEF, dirigée par les JCR. Les autres militants viennent de l'UNEF tendance PS, de la CNT, de LO et du PT (mais ces derniers ne mettent pas en avant leur organisation). Mais de nombreux étudiants non organisés ont été également très actifs dans la mobilisation. Il y a eu d'ailleurs une certaine méfiance dans les AG à l'égard des organisations syndicales et politiques : il était de bon ton de se déclarer « non-syndiqué, non-organisé » pour se faire élire dans les délégations.

La plate-forme revendicative locale comprenait, outre le retrait de la LEC et du

CNE, le rétablissement des postes aux concours de l'enseignement et le retrait du Pacte pour la recherche. Le blocage du campus (piquets de grève laissant passer les personnels) a été reconduit par le vote des AG tout au long du mouvement. Très vite, il a été compris que la mobilisation devait s'étendre au-delà des étudiants pour l'emporter ; cela s'est traduit à la fois par la distribution de tracts aux salariés dans les gares, et par des motions votées en AG se prononçant pour l'objectif de la grève générale, avec exigence que les directions syndicales y appellent. L'ambiguïté a cependant été entretenue entre « grève générale » et « grève reconductible », notamment à cause des JCR. C'est ainsi que le mandat de la délégation de Jussieu à la Coordination nationale de Dijon se prononçait pour que « la Coordination

*nationale appelle les syndicats à lancer une grève reconductible (grève générale) ».*

Parallèlement aux AG étudiantes se sont réunies, avec une fréquence moindre, des AG de personnels de l'Université, où les enseignants étaient très minoritaires et la CGT hégémonique. Ces AG ont cependant réuni environ 300 personnes, largement au-delà des syndiqués. La grève a été décidée et reconduite d'AG en AG, au-delà des propositions des dirigeants de la CGT et des militants de LO qui, quant à eux, privilégiaient les journées d'action présentées comme « temps forts » du mouvement...

F.

## Témoignage sur le mouvement et intervention CRI à Nancy

La mobilisation est partie de la fac de Lettres de l'Université de Nancy-II. Les militants de l'UNEF (localement dirigée par le PS, tendance PRS de Mélenchon), de la CNT, de la LCR et du Club République Sociale appellent à des AG de plus en plus nombreuses. Le 7 mars, le blocage et

l'occupation de la fac sont votés par une AG de 200 à 600 personnes, selon les estimations. Un comité de grève regroupant tous ceux qui veulent y participer est mis en place : il se réunit tous les soirs de 19 à 21 h. L'effort des grévistes se porte d'abord sur l'extension

du mouvement aux autres établissements d'enseignement supérieur : fac de droit de Nancy-II, Université de Nancy-I (sciences), IRTS, École des Beaux-Arts, IUT, École d'architecture. Pendant que les militants des autres organisations se dépensent sans compter pour étendre la



grève, ceux du PS en profitent pour faire voter des points importants, comme l'élection des délégués à la coordination nationale... Au début, la mobilisation de la fac de lettres est fort peu démocratique : au comité de grève, quelques militants s'approprient la tribune et la discussion se déroule sans ordre du jour ni tours de parole. Cela semble ne choquer personne. Pourtant l'auto-organisation et la démocratie sont vitales pour qu'une lutte puisse développer toutes ses possibilités. N'étant pas étudiant, mais professeur de lycée, j'hésite à intervenir directement, mais je m'adresse en aparté aux militants du Club République Sociale, de la LCR et de la CNT, qui hésitent à remettre en cause ce fonctionnement par peur de briser « l'unité ». Le résultat ne se fait pas attendre : dès la prochaine réunion du comité, la tribune est élue, un ordre du jour soumis au vote et des tours de parole pris. Ces changements se répercutent en AG.

Dans mon lycée, une première réunion est convoqué le 6 mars par le SNES, dont je suis adhérent. Il n'y a que six participants sur un peu plus de 100 profs, mais tous sont mécontents du refus du SNES d'appeler nationalement à la grève pour le 7 mars et tous sont d'accord pour critiquer les journées d'action et pour demander au SNES et à la FSU 54 de réunir une AG départementale pour éviter l'isolement établissement par établissement. Le pourcentage de grévistes le 7 mars est plutôt faible et le cortège de la FSU dans la manif départementale à Nancy ridicule. La manif rassemble environ 5000 personnes, pour moitié salarié et pour moitié étudiants et lycéens.

Entre le 7 et le 16 mars, rien du côté de la FSU, mais les lycéens commencent à s'organiser. Malheureusement, c'est le PS, courant PRS, qui met la main sur le mouvement lycéen dans la région, ce qui va en limiter les possibilités. Prétextant que pour assurer leur « autonomie », seuls des lycéens doivent pouvoir assister à la coordination lycéenne, PRS exclut de fait les autres courants politiques, qui n'ont pas de militants lycéens. Ce courant n'a pas non plus de militants lycéens, mais quelques élèves de classes préparatoires, qui sont l'équivalent d'étudiants et n'ont pas de mal à mettre les lycéens sous la coupe de PRS : voilà pour l'« autonomie » des lycéens. PRS ne cesse de parler d'autonomie et de démocratie, mais le fonctionnement est peu démocratique : la tribune n'est pas élue, les militants de PRS se gardent bien de dire que les AG de chaque lycée sont souveraines et peuvent donc enrichir ou réduire la plate-forme de revendications, qui est au contraire présentée comme intangible... au nom de « l'unité ». Les lycéens, volontaires mais peu expérimentés, reproduisent jusqu'à la caricature ce type de fonctionnement dans les AG de leur lycée. Ces AG se limitent à une brève présentation du CPE, à la présentation des lycéens les plus investis pour se faire élire à la coordination lycéenne départementale et à une mini-discussion sur les modalités d'action : cela

ne permet pas de poser les question politiques même simples : pourquoi le CPE ? Pourquoi cette plate-forme limitée ? Par quelles méthodes peut-on gagner, alors que le mouvement lycéens a été vaincu en 2005 ? Cela ne permet pas non plus d'impliquer plus profondément les autres lycéens, encore moins d'en faire des agitateurs efficaces dans leur classe pour étendre la grève. Ce n'est que bien plus tard qu'un travail d'extension vers les autres établissements secondaires era décidé et partiellement réalisé.

Cependant, la mobilisation s'installe. Cela rend la bureaucratie nerveuse : pourra-t-elle contrôler la situation jusqu'au bout ? Dans la matinée du 16 mars, le secrétaire-adjoint de la FSU 54, militant du PS tendance NPS, professeur dans mon lycée, se montre plutôt agressif à mon encontre : il m'accuse d'être un partisan de Staline et Mao (comme si les révolutionnaires et les bureaucrates, les trotskystes et leurs assassins, c'était la même chose !), ajoute qu'il préfère un gouvernement de droite à Staline et Mao et conclut que « *le communisme, c'est les camps de concentration* » (sic !). Bref, j'ai affaire à un fieffé bureaucrate !

Une réunion a lieu le midi : il y a vingt et un présents, soit 15 % du total des profs du lycée et environ 30 % de ceux ayant cours ce jour. C'est un militant par ailleurs membre du BN du SNES et de la tendance École Émancipée, qui introduit : il préconise de faire grève le 23 mars, mais une grève interprofessionnelle. Il explique qu'il faut essayer de *convaincre* la CGT et la CFDT d'y appeler, mais ils ne veulent pas, ces méchants, alors que la FSU le leur propose... Les interventions des collègues sont plutôt déterminées, signe des possibilités que la puissance de la grève étudiante est en train d'ouvrir. L'un d'eux suggère même que l'on se mette en grève immédiatement. Je propose une motion avec une plate-forme de revendications incluant, outre le retrait du CPE, CNE, de la LEC, la titularisation de tous les précaires de l'éducation, le retrait de la loi Fillon, la hausse des bas et moyens salaires et un appel aux directions syndicales pour qu'elles rompent avec la tactique des journées d'actions et appellent à la grève générale jusqu'à la victoire. Le dirigeant École Émancipée qui préside la réunion répond qu'il est pour la grève générale mais que cela ne lui semble pas réaliste. Diverses nuances s'expriment par rapport à mon texte, mais aucune opposition fondamentale. Cependant, le dirigeant ne soumet même pas la motion au vote ! Comment comprendre que le militant d'une tendance qui se veut révolutionnaire ne respecte même pas les règles élémentaires de la démocratie syndicale ? Mais cela ne choque pas la plupart des collègues, qui ont été visiblement habitués depuis des années sur le lycée à des réunions peu démocratiques, sans motions concurrentes et sans vote sur quoi que ce soit. De plus, la défaite de 2003, dont les profs n'ont dans l'ensemble pas compris qu'elle incombait aux directions syndicales

et non à la base qui a combattu, pèse lourd sur l'attitude des collègues. La réunion se termine dans le désordre suite à l'intervention d'un prof favorable au CPE, venu faire un peu de provocation, avec un franc succès puisque chacun veut lui répondre... Bref, la situation reste contrôlée par les bureaucrates.

La manifestation de l'après-midi est impressionnante : 12 000 personnes, étudiants et lycéens, des cortèges dynamiques, avançant en rang serrés, criant à tue-tête leurs slogans, malgré le froid et une pluie abondante. Deux jours après, le samedi 18 mars, la manifestation réunit environ 18 000 personnes d'après les organisateurs, dans une ambiance de « manif dominicale », très calme : la CGT semble avoir peu mobilisé, le cortège de la CFDT est relativement nombreux, celui de l'Unsa pas ridicule et celui du PS important ; en revanche, le cortège de la FSU est minuscule, beaucoup plus petit que celui de la CNT qui ferme la marche.

Le soir du 18, les directions réunies à Paris décident de ne rien décider. Du coup, la réunion prévue le lundi matin sur l'heure d'information syndicale, tombe un peu à plat : les dirigeants du SNES (dans l'unité de la tendance Unité et action et de la tendance École émancipée) attaque mon intervention en disant que, si les collègues ne font pas grève parce qu'il n'y a pas d'appel des confédérations à la grève générale jusqu'à la victoire, mais parce qu'ils ne veulent pas ; selon eux, ceux qui disent qu'ils feraient grève si... ne sont que des faux-culs ; la preuve : il n'y a que 13 présents sur 45 profs commençant à 8 h.

Les profs visés leur donneront une réponse claire et nette, non en paroles mais en acte, en faisant grève à plus de 50 % le mardi suivant, 28 mars, lorsque les confédérations leur donneront le sentiment de vouloir lutter sérieusement, en appelant à une journée d'action qui, même si elle n'en porte pas le nom, est perçue comme une journée de grève interprofessionnelle. La veille, les élèves de mon lycée ont mis en place un piquet de grève dès 3 h du matin. Les plus mobilisés se relaient pour le tenir. Des voisins, solidaires du mouvement, leur apportent à manger.

La manifestation du 28 mars est une déferlante : entre 40 000 et 50 000 manifestants, dont plus de la moitié de salariés. Je discute avec de nombreux manifestants, notamment des salariés de la Connex, qui ont fait trois semaines de grève en novembre dernier et sont très déterminés ; ils scandent : « *grève générale jusqu'au retrait total, grève générale contre le capital !* »

Le lendemain, sur ordre du gouvernement, l'inspection académique commence à faire pression pour débloquer le lycée. Le proviseur juge le blocage illégitime et demande un vote à bulletins secrets. Les lycéens acceptent. Les urnes sont fournies par la députée du coin, Nadine Morano, une sarkozyste de choc qui, en janvier, distribuait des tracts devant le lycée pour vanter les mérites du CPE... Des assesseurs de chaque camp sont

désignés et le tout surveillé par l'administration. Le résultat est net : 2/3 pour le blocage, 1/3 contre, avec 480 votants sur 600 élèves ayant cours de jour-là. Le proviseur estime alors que ce vote n'est pas légitime, car tous les élèves du lycée (qui en compte 1100 au total) n'étaient pas présents !

L'inspection académique menace de faire intervenir la police, pendant que le proviseur et son adjoint se planquaient, en disant qu'ils ne sont responsables de rien... En salle des profs, atmosphère plutôt morose. J'essaie une intervention en partant des données politiques générales après les manifs d'hier ; je suis contré tout de suite par le chef de la FSU. J'essaie d'obtenir un vote sur le principe que les profs fassent un cordon devant le lycée en cas d'intervention des CRS, mais le chef de la FSU s'y oppose au prétexte qu'il ne faudrait pas voter pour ne pas créer de clivage entre les profs ! Finalement, un lycéen me met au courant que l'intervention policière va bientôt avoir lieu. J'invite tous les collègues à descendre : ils viennent en masse devant le lycée, acclamé par les élèves. Le bureaucrate de la FSU nous fait un discours de bureaucrate sur le mouvement unitaire et responsable, etc. Des voitures de police passent et repassent, à titre d'intimidation. La maire PS de Toul entre en scène, avec son écharpe tricolore pour aller « négocier » avec la police.

L'intervention semble remise à plus tard. Mais l'essentiel est en train de passer : les lycéens sont soumis à une pression à laquelle leur manque d'expérience et de clarté politique ne leur permet pas de résister, d'autant plus que les blocages ont été levés dans les autres lycées de l'académie. Le jeudi, suite à des incidents provoqués par les anti-grévistes, qui forcent le piquet avec la complicité de l'administration, les élèves bloqueurs acceptent le barrage filtrant : cela signifie la mort de la grève, qui continuera de vivoter encore deux jours avant que tout ne rentre dans l'ordre.

Cependant, le 4 avril est une nouvelle déferlante. La manif se termine par un meeting pour lequel l'Union Syndicale Solidaires prête son camion et sa sono. La prise de parole est libre. Les interventions de militants de Solidaires, de la CNT, de la LCR et d'individus se succèdent devant environ 1000 personnes. J'interviens au nom du Groupe CRI sur notre orientation.

Le lendemain, dans le cadre de la multiplication d'« actions » coups de poing des plus mobilisés pour tenter d'imposer l'extension de la grève, un blocage du centre de tri postal est organisé, en liaison avec les militants du Sud-PTT. Cette action, qui n'a pas été décidée par les postiers du centre eux-mêmes, est brutalement réprimée ; le sang-froid des militants permet d'éviter de tomber dans le panneau des provocateurs infiltrés qui

cherchent à susciter des actes violents pour justifier une répression plus large ; au total, après repli sur la fac de lettres, 5 manifestants sont arrêtés.

Après l'annonce du retrait du CPE par Chirac et Villepin, l'AG de la fac de lettres vote à la majorité l'arrêt du blocage. La fac de lettres a été le fer de lance du mouvement : cela signifie que le reflux est engagé. Une nouvelle AG se tient cependant le 13 avril. Je propose d'ajouter deux points à la plate-forme de revendication : a) suppression de tous les contrats précaires ; b) répartition des heures de travail entre tous sans baisse de salaire ni flexibilité pour mettre fin au chômage. En ce qui concerne le mandat pour la coordination nationale, qui doit se tenir à Nancy le week-end suivant, je propose des motions synthétisant notre orientation. Le militant de la LCR, délégué le mieux élu pour la coordination nationale, ne dira rien sur mes motions, se bornant à dire qu'il est pour un mandat semi-impératif. Un membre du BN de l'UNEF intervient violemment contre mes motions. Elles sont néanmoins adoptées à une courte majorité (330 pour, 300 contre, 90 abstentions). Les étudiants les plus mobilisés et les sympathisants de la CNT votent pour, mais les anti-grève sont désormais très nombreux dans l'AG, signe que le mouvement se termine...

St.

## PROPOSITIONS DU Groupe CRI POUR CONTINUER LE COMBAT EN PRÉPARANT LA PROCHAINE ÉTAPE, POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

### **Il faut rassembler les étudiants, lycéens, travailleurs, militants et organisations ouvrières sur la base d'un ensemble de revendications cohérentes et conséquentes**

Les jeunes qui ont été à l'avant-garde du mouvement constituent un point d'appui d'une importance cruciale pour faire progresser politiquement l'ensemble de la classe ouvrière et préparer ainsi le mieux possible la prochaine phase de l'affrontement avec le pouvoir. Étant donné l'important recul sur le CPE et l'affaiblissement considérable du gouvernement, cette prochaine phase pourrait arriver bientôt, car les jeunes et les travailleurs savent maintenant qu'ils peuvent le faire céder. De nouvelles luttes sont d'autant plus vraisemblables au cours des prochains mois que l'affaiblissement politique du gouvernement ne l'empêche nullement de poursuivre son chemin en annonçant et préparant de nouveaux coups : loi CESEDA de Sarkozy contre les immigrés et les droits des étrangers, privatisations de GDF et

d'Aéroports de Paris, fermeture des services de chirurgie, nouvelles mesures contre les jeunes sous prétexte de lutter contre le chômage et la précarité qui les frappent, etc. Cette contradiction apparente entre la faiblesse sociale du gouvernement et son arrogance est due au fait qu'il se sait décidément protégé par les partis de gauche et les directions syndicales et Villepin n'a personnellement plus rien à perdre, puisque son discrédit va de toute façon, selon toute vraisemblance, l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle.

Les communistes révolutionnaires doivent donc se battre maintenant pour organiser les étudiants, les lycéens et les travailleurs les plus avancés. Il faut d'une part **dresser le bilan du mouvement** de février-avril 2006 (le Groupe CRI soumet à la discussion le présent bilan général du mouvement, le bilan de son intervention : tracts hebdomadaires et interventions dans les AG et à la Coordination nationale); il faut d'autre part **se rassembler sur la base d'un programme de revendications**

**cohérentes et conséquentes**, qui seront capables de mobiliser ensemble à la fois les trois fractions de la jeunesse qui, depuis un an, se sont soulevées en ordre dispersé contre le gouvernement (les lycéens au printemps 2005, les jeunes de banlieue en novembre 2005, les étudiants et les lycéens au printemps 2006), et les différents secteurs de la classe ouvrière qui se sont mobilisés ces dernières années ou qui sont prêts à se mobiliser si c'est pour gagner. Un tel programme, corollaire au bilan des mouvements qui se sont produits depuis novembre-décembre 1995, et notamment depuis mai-juin 2003, permettrait de préparer politiquement la prochaine phase de montée vers la grève générale. Le Groupe CRI propose de se rassembler par exemple sur la base de dix revendications principales :

• **Retrait de toute la loi dite « sur l'égalité des chances ».**

• **Retrait du CNE et interdiction de la précarité** : suppression de toutes les lois de droite et « de gauche » qui l'ont instaurée depuis vingt-cinq ans, transformation de tous les contrats

précaires en CDI ou postes de fonctionnaires selon les cas.

• **Abrogation des lois Fillon et Balladur sur les retraites** : retour aux 37,5 annuités pour tous et aux 10 meilleures années, baisse de l'âge de la retraite.

• **Baisse générale du temps de travail pour embaucher les chômeurs**, sans perte de salaire, sans annualisation et sans flexibilité (contrairement aux lois Aubry).

• **Arrêt des attaques contre les immigrés** : arrêt des expulsions, régularisation des sans-papiers, retrait du projet de loi Sarkozy (CESEDA) et de toutes les lois anti-immigrés.

• **Retrait de la réforme Fillon contre l'école publique et de la réforme Lang des diplômes universitaires (LMD)**, ouverture des postes aux concours à hauteur des besoins (pour réaliser la revendication de 20 élèves par classe à l'école, au collège et en lycée professionnel, 25 au lycée).

• **Retrait du projet de privatisation de GDF** et de toutes les autres privatisations, renationalisation sous le contrôle des travailleurs, défense et développement des services publics utiles à la population (hôpitaux, écoles, poste, transports, etc.).

• **Augmentation générale des bas et moyens salaires**, le SMIC à 1500 euros, non au « salaire au mérite ».

• **Droit au logement** : construction massive et obligatoire de logements sociaux, plafonnement des loyers, réfection des logements insalubres et délabrés.

Bien évidemment, un tel programme ne pourra être imposé ni par un gouvernement de droite, ni par un gouvernement de « gauche plurielle » nouvelle mouture, quelles que soient ses frontières à gauche. Un tel programme ne pourra être imposé que par la grève générale, contre l'orientation des directions syndicales et des partis de la gauche gouvernementale, en aidant les travailleurs et les jeunes à affronter politiquement et sans concession ces appareils. En dernière analyse, la réalisation pleine et entière d'un tel programme pose la question de la révolution prolétarienne : il s'agit d'« aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la

*conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat »* (Léon Trotsky, *Programme de transition* fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1938).

### **Il faut construire l'organisation communiste révolutionnaire**

Pour sa part, sans faire de son orientation un préalable à l'action commune pour la grève générale et contre les bureaucrates, le Groupe CRI estime qu'il faudra se battre dans l'objectif de rompre avec le capitalisme, donc pour un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs. Pour cela, comme pour préparer le plus efficacement possible le prochain mouvement qui remettra concrètement à l'ordre du jour la grève générale, il est nécessaire de construire une organisation communiste révolutionnaire internationaliste qui soit capable d'intervenir efficacement dans la lutte de classe, en ne sombrant ni dans l'opportunisme à l'égard des bureaucrates, ni dans le gauchisme qui préconise la désertion des organisations de masse et/ou refuse sous différents prétextes le patient travail de construction du parti. De ce point de vue, le combat politique contre les directions des principales organisations d'extrême gauche (LCR, LO et PT) est particulièrement important, car elles comptent à elles toutes plus de 15 000 militants, dont un grand nombre d'authentiques révolutionnaires. Or il y a une contradiction de plus en plus patente entre leurs discours et ambitions révolutionnaires officiels et leur soumission opportuniste réelle à l'égard des partis de la gauche de la gauche et/ou des bureaucrates syndicaux. Cette contradiction rend de plus en plus intenable le décalage entre la situation historique réelle ouverte par la chute du Mur de Berlin, puis le regain des luttes de classe depuis le milieu des années 1990, d'une part, et d'autre part l'incapacité des organisations d'extrême gauche à se développer de manière massive, faute de savoir prendre leurs responsabilités en impulsant la nécessaire reconstruction du mouvement ouvrier aujourd'hui en crise. Les étudiants, lycéens et travailleurs qui se sont radicalisés pendant le mouvement, les syndicalistes lutte de classe et les militants de ces organisations

d'extrême gauche doivent donc ouvrir la discussion entre eux pour définir une stratégie de construction de l'organisation communiste révolutionnaire et les étapes de ce processus, qui sera nécessairement long, qui dépendra en dernière analyse des prochaines avancées de la lutte de classe, mais qui dépend aussi, dans l'immédiat, de la décision de tous les étudiants, lycéens et travailleurs qui franchiront individuellement le pas de l'engagement dans les rangs du marxisme révolutionnaire et du bolchevisme authentique.

### **Il faut développer une campagne de syndicalisation de masse corrélée au combat contre les bureaucrates à l'intérieur des syndicats**

D'autre part, le Groupe CRI appelle tous ceux qui ont participé au mouvement à se syndiquer massivement, car la construction et le renforcement de syndicats de combat sont indispensables pour aider la jeunesse et les salariés à défendre leurs revendications et à forger une conscience de classe élémentaire dans un cadre organisé. Chez les lycéens, un véritable syndicat reste entièrement à construire, l'UNL et la FIDL étant dans la plupart des endroits des coquilles vides animées par des bureaucrates en herbe liés au PS ; dans certains cas locaux où existent des sections regroupant un nombre significatif de lycéens, il peut cependant être utile d'y adhérer. Chez les étudiants, l'UNEF est avant tout une structure de bureaucrates, flanqués sur leur gauche de JCR opportunistes, sans véritable assise de masse dans la plupart des universités. C'est sans doute la FSE qui est le meilleur des syndicats de lutte, malgré sa faiblesse numérique, la tendance au « localisme » gauchisant de certaines de ses sections et les limites de son orientation au niveau national ; mais la construction d'un véritable syndicat étudiant de lutte de classe et de masse passera nécessairement par un processus de fusion de la FSE et d'autres syndicats de combat, tels qu'un certain nombre de sections de SUD-Étudiants, de la CNT-FAU, du CVSE ainsi que de syndicats locaux isolés tels que l'AGEN de Nanterre, etc. (cf. sur ce point nos articles dans les deux derniers numéros du CRI des travailleurs). Enfin, en ce qui concerne les travailleurs, il est indispensable de mener aujourd'hui une campagne particulière pour une syndicalisation

massive, de préférence dans les syndicats de masse traditionnels du mouvement ouvrier, donc en priorité à la CGT et à la FSU, exceptionnellement à FO et à SUD selon les situations concrètes des professions, des entreprises ou des villes. Indissociablement, il faut combattre à l'intérieur des syndicats à la fois pour la démocratie ouvrière la plus ample et contre l'orientation des bureaucrates, voire pour les chasser dès que le rapport de force le permet. De ce point de vue, le Comité pour un courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique (auquel participent activement les militants du Groupe CRI) a commencé depuis décembre 2005 un indispensable travail d'élaboration et d'organisation de militants syndicaux de lutte de classe, tout en luttant de manière systématique pour l'action commune avec d'autres regroupements de militants syndicaux lutte de classe (pour connaître l'activité et la méthode de ce Comité, cf. ci-dessous l'adresse aux délégués du 48<sup>e</sup> congrès de la CGT et le site Internet <http://courantintersyndical.free.fr>).

**Il faut consolider les liens tissés entre individus et organisations en maintenant les AG et Coordinations**

### **nationales transformées en Comités unitaires de mobilisation et de préparation de la grève générale**

Enfin, l'indispensable travail pour construire des organisations permanentes doit être complété, après le grand mouvement que nous venons de connaître dans ce pays, par l'ouverture d'un large débat sans préalables entre tous ceux qui y ont participé, qu'ils soient militants ou non. En effet, rien ne serait plus absurde que chacun retourne à ses petites affaires sans faire tout son possible pour poursuivre la discussion politique collective et l'action commune qui ont été menées pendant près de deux mois. Rien ne serait plus absurde que les AG et les Coordinations nationales, qui sont un acquis extrêmement précieux du mouvement malgré leurs faiblesses, cessent de se réunir. Et ce serait absurde que chaque organisation se contente de tirer profit pour elle seule de son intervention dans le mouvement (cela est bien normal, mais très insuffisant et politiquement faux si l'on s'en tient là). C'est pourquoi le Groupe CRI propose aux étudiants, lycéens, travailleurs, aux militants et organisations d'extrême gauche et aux syndicats de lutte qui

ont réellement participé à la construction du mouvement, de consolider, au-delà des différences et des divergences, les relations nouées dans la lutte. Nous proposons tout particulièrement que les AG continuent de se tenir, notamment dans les universités, et de se coordonner au niveau national. Nous proposons qu'elles se structurent maintenant en une fédération nationale de Comités de mobilisation et de préparation de la grève générale. De tels Comités permettront en effet que, au-delà de leurs diverses sensibilités et de leurs organisations différentes, les militants lutte de classe et tous ceux qui ont participé au mouvement continuent de débattre politiquement et d'agir ensemble contre les attaques du gouvernement comme pour préparer l'avenir. Or l'objectif reste et doit rester la grève générale, seule capable d'inverser enfin de manière décisive le rapport de forces entre, d'une part, les étudiants, les lycéens, les jeunes révoltés des banlieues et les travailleurs et, d'autre part, la bourgeoisie, son État, ses gouvernements successifs, ses partis de droite et de gauche et ses bureaucrates syndicaux.

Groupe CRI

## TRIBUNE LIBRE

### ADRESSE DE MILITANTS SYNDICAUX LUTTE DE CLASSE AUX DÉLÉGUÉS DU 48<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA CGT

*Les militants du Groupe CRI participent activement au Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de classe Antibureaucratique (cf. notre précédent numéro). Celui-ci a pour but de rassembler les militants syndicaux lutte de classe au-delà de leurs différentes sensibilités politiques. Il combat également pour agir en commun avec d'autres regroupements de militants syndicaux lutte de classe. C'est cette méthode qui a abouti en particulier à l'adresse aux délégués du 48<sup>e</sup> congrès de la CGT, co-signée par le Comité et par trois autres regroupements de militants syndicaux, diffusée à tous les congressistes les 25 et 26 avril à Lille, et que nous reproduisons ici comme tribune libre. (La rédaction.)*

*« Année après année, l'offensive du patronat, relayée par l'Union Européenne et les gouvernements successifs, est de plus en plus brutale : destruction des acquis sociaux, privatisations, licenciements collectifs, précarisation du travail et des conditions de vie, démantèlement de pans entiers de l'industrie et des services publics... »*

***Dans cette situation, les travailleurs et la jeunesse ont besoin d'une stratégie de classe et de masse** pour résister pied à pied et pour préparer une contre-offensive générale. Des avancées pour les travailleurs ne peuvent être que le produit de luttes parvenant à mettre le grand capital sur la défensive.*

***Or la direction de la CGT, à l'image des autres organisations syndicales, suit une orientation diamétralement opposée.** C'est pourquoi nous, regroupements de militants syndicaux de diverses sensibilités, tous partisans d'un syndicalisme de classe et de masse, avons décidé de nous unir pour nous adresser à vous, camarades délégués du 48<sup>e</sup> congrès.*

#### **Responsabilité de la direction confédérale dans les défaites successives**

► **2003** : défaite du grand mouvement contre la réforme des retraites ; or la direction avait accepté de discuter avec le gouvernement le principe de cette « réforme » antisociale ; elle a ensuite justifié sa stratégie molle de « journées d'action » diluées dans le temps par la

prétendue « efficacité » d'une alliance avec la CFDT ; elle a enfin pris prétexte de la trahison de Chèrèque pour refuser d'appeler à l'extension de la grève et à la grève générale, comme le demandait des millions de manifestants dans la rue.

► **2004** : réforme Douste-Blazy de la protection sociale, après un « diagnostic partagé » émanant du « Haut Conseil pour la réforme de l'assurance maladie » auquel la direction avait accepté de participer ; changement de statut d'EDF et de GDF, après que les directions (confédérale et de la FNME CGT) eurent accepté le principe de l'actionnariat salarié et cautionné, sans l'aval des syndicats et des militants et grévistes de terrain, la promesse de Sarkozy prétendant que l'État garderait 70 % du capital. On voit ce qu'il en est aujourd'hui...

► **2005** : refus de la direction confédérale d'appeler à voter NON au référendum sur la « Constitution européenne », même après le désaveu que lui a infligé le CCN du 3 février, puis de tirer les conclusions du rejet massif de

cette « Constitution » par les travailleurs ; refus de donner une suite aux puissantes « journées d'action » du 10 mars et du 4 octobre ; refus de lutter pour le maintien d'une SNCM nationalisée à 100 % — Bernard Thibault allant jusqu'à négocier avec Villepin juste après que celui-ci eut envoyé la police et l'armée contre les marins et les travailleurs portuaires en grève.

➤ **2006** : puissant soulèvement des étudiants et lycéens contre le gouvernement ; mais, sous prétexte d'alliance avec la CFDT, la CGC, la CFTC, etc., la direction de la CGT a cantonné les revendications au « retrait du CPE », refusant de s'appuyer sur le mouvement et sur la crise politique pour exiger le retrait de toute la loi dite « sur l'égalité des chances », du CNE, de la privatisation de GDF et des autres contre-réformes. Corrélativement, la direction de la CGT et les autres organisations se sont contentées d'appeler à des « journées d'action » et non à la grève tous ensemble et en même temps. Enfin, elles se sont adressées « solennellement » à Chirac et ont accepté d'aller rencontrer les députés de l'UMP et d'arrêter la mobilisation en attendant les résultats de ces « discussions ».

**La direction veut en finir totalement avec le syndicalisme de lutte de classe !**

*À l'occasion de ce 48<sup>e</sup> congrès, loin de mettre en cause son orientation qui a fortement contribué aux défaites, la direction CGT entend franchir un seuil décisif dans l'abandon du syndicalisme de classe. Pouvons-nous accepter de désarmer ainsi la classe ouvrière ?*

➤ *Refusons la pratique des « diagnostics partagés » et le recours systématique aux « négociations » à froid entre prétendus « partenaires sociaux » : cette stratégie revient à associer les syndicats à la préparation des contre-réformes, voire à leur co-élaboration, au lieu de préparer la résistance par la lutte de classe.*

➤ *Refusons la ligne du « syndicalisme rassemblé » qui, sous le prétexte d'une « unité » factice et d'une « efficacité » douteuse, revient à soumettre le syndicalisme authentique à la collaboration de classe.*

➤ *Refusons l'intégration de la CGT à la CES et demain à son clone international souhaité par la direction confédérale sur la base d'une fusion entre le réformisme et le social-christianisme. Contre ce prétendu « syndicalisme » qui n'est que le cache-sexe et le faire-valoir de l'Union européenne et du capital mondialisé, nous en appelons à un syndicalisme de classe réellement internationaliste.*

➤ *Dénonçons l'effacement des revendications collectives et des mots d'ordre clairs qui ont fait la force du*

mouvement ouvrier depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, au profit de la « revendication » de « droits liés à la personne », tel le « nouveau statut du travail salarié » proposé par la direction de la CGT et repris maintenant par les Sarkozy et autres partisans de la « flexi-sécurité ». À cette individualisation des droits, facteur d'atomisation de la classe ouvrière, nous opposons des revendications collectives : défense des acquis sociaux, interdiction de la précarité, baisse générale du temps de travail pour embaucher les chômeurs, sans baisse de salaire et sans flexibilité, renationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises privatisées, etc.

*Au final, la satisfaction des travailleurs exigera que le grand capital soit vaincu et que ces derniers prennent en main leur avenir par l'appropriation collective des moyens de production.*

*C'est pourquoi nous appelons les camarades délégués qui refusent d'abandonner la lutte de classe à s'opposer à l'orientation de la direction confédérale !*

Lille, le 25 avril 2006

**Collectif Unitaire pour un Front Syndical de Lutte de classe ;  
Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de classe Anti-bureaucratique ;  
Continuer la CGT ;  
Collectif Général des Travailleurs CGT-E Dalkia**

## HISTOIRE

### LE FRONT POPULAIRE OU LA TRAHISON DES DIRIGEANTS SOCIALISTES ET COMMUNISTES

*Le « Front populaire » ! Du côté des historiens bourgeois, comme du côté de ceux qui font l'hagiographie du PCF et de la « belle CGT » de Frachon, on présente cette période comme un moment mythique, magnifique, l'une des plus belles pages du mouvement ouvrier. Or, le Front populaire, dont on fête en ce printemps le soixante-dizième anniversaire, c'est avant tout une trahison ; c'est avant tout une alliance entre partis bourgeois et ouvriers pour le maintien du système capitaliste. C'est certes une période d'avancées sociales importantes ; mais ces conquêtes ont été arrachées par une lutte de classe gigantesque, qui attendait plus d'un gouvernement socialiste, soutenu par le parti communiste. Comment a-t-il été possible, à la SFIO et au gouvernement Blum, au parti communiste de Thorez et de Vaillant-Couturier, à la CGT réunifiée de*

*Frachon et de Jouhaux, de détourner à ce point la lutte des ouvriers des villes et des campagnes de l'objectif révolutionnaire, socialiste, au profit de cette préservation de l'ordre bourgeois ? C'est ce que cet article va tenter d'expliquer, en s'appuyant tout à la fois sur les études d'historiens du mouvement ouvrier<sup>1</sup> et les textes que Léon Trotsky rédigea alors<sup>2</sup>.*

La France est entrée dans la crise, certes plus tardivement que les autres

<sup>1</sup> Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire (1936-1938) », *Le Mouvement social*, n° 54, janvier-mars 1966, p. 91-133 ; Jacques Danos, Marcel Gibelin, *Juin 36*, deux vol., Paris, rééd. Maspero, 1972 ; Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, Paris, La Découverte, 2003.

<sup>2</sup> Léon Trotsky : « Où va la France ? », Série de textes écrits entre octobre 1934 et décembre 1938, publiés dans *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1967, textes choisis et présentés par Pierre Broué.

pays capitalistes, mais aussi violemment : au début des années 1930, ouvriers, paysans et fonctionnaires la subissent de plein fouet, les uns du fait du chômage, les autres par l'effondrement des cours des produits agricoles, les derniers par la diminution de leur pouvoir d'achat. En effet, le Parti radical au pouvoir mène une politique dite de « déflation », visant à diminuer drastiquement les dépenses de l'État ; il se fait le champion de l'« orthodoxie financière ». Dès lors, les premières coupes claires touchent les pensions et les salaires des fonctionnaires. En 1933, grèves et manifestations se multiplient contre les effets de la crise et de la politique gouvernementale ; les grèves sont très dures en particulier dans le textile du Nord, chez les mineurs du Nord-Pas-de-Calais et les métallurgistes de Citroën. Les marches de la faim des mineurs, puis des chômeurs, disent la

situation de détresse dans laquelle la crise plonge le prolétariat. « *La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite* », écrit Trotsky en posant la question : « *Où va la France ?* »

Le 6 février 1934, des ligues de droite et d'extrême droite, dont certaines sont fascisantes et d'autres ouvertement fascistes, rassemblent plusieurs milliers de manifestants à Paris, pour protester contre la mutation d'un préfet de police, Chiappe, particulièrement indulgent à leur égard ; le parti communiste appelle également à manifester contre le gouvernement du radical Édouard Daladier. Les heurts avec la police font quinze morts parmi les manifestants et plusieurs centaines de blessés. Daladier démissionne. Cette manifestation — 30 000 personnes environ — et sa conséquence, la chute du gouvernement, sont un symptôme : le fascisme n'est pas le produit du caractère national particulier des Italiens ou des Allemands, mais le fruit de la crise économique et sociale sans issue dans le cadre du capitalisme ; la France n'est pas à l'abri du danger fasciste. Dès cette époque, de grands patrons comme Ernest Mercier ou François Coty financent directement certains de ces groupuscules fascistes et les aident à s'armer : une partie du grand capital, donc, les soutient. Il n'y a pas là encore une force de masse, mais le fascisme peut le devenir s'il conquiert les classes moyennes peu à peu ruinées par la crise économique. L'exemple de l'Allemagne l'a prouvé. Un an auparavant, fin janvier 1933, Hitler est devenu chancelier : en trois mois, il a interdit toutes les organisations politiques autres que le NSDAP (Parti National-Socialiste Ouvrier allemand), à commencer par le SPD (parti social-démocrate d'Allemagne) et le KPD (parti communiste d'Allemagne), ainsi que les syndicats ouvriers et s'est fait attribuer les pleins pouvoirs. Les grèves et les manifestations ont été interdites et plus de 900 000 militants ouvriers ont été jetés dans les camps de concentration. La responsabilité de ce désastre politique retombe entièrement sur les épaules des chefs du KPD et du SPD, qui se sont réfugiés à l'étranger. Le KPD a refusé l'unité d'action avec le SPD contre le fascisme sous prétexte d'une politique « classe contre classe » (prolétariat contre bourgeoisie), désignant la social-démocratie comme le premier ennemi à vaincre, parlant de « social-fascisme ». Pourtant les intérêts du

prolétariat exigeaient une tactique d'unité d'action de la base au sommet avec le SPD pour vaincre le fascisme. De son côté, le SPD, plus effrayé par le communisme qu'hostile au capitalisme, a soutenu de fait tous les gouvernements bourgeois et leur politique de régression sociale et de sécurité à tout crin, sous prétexte de faire barrage à Hitler : refusant de remettre en cause le capitalisme fauteur de misère et laissant les patrons décharger sur les masses le fardeau de la crise, le SPD ouvrait aux nazis le chemin du pouvoir.

### **Face à la menace fasciste, les dirigeants PC et SFIO pérorant, les travailleurs imposent le front unique ouvrier**

Comment dans ces conditions réagissent les dirigeants de la SFIO et du PC ? Avaient-ils appris quelque chose de l'expérience allemande ? Le soir même du 6 février 1934, la direction nationale du Parti socialiste appelle à une « mobilisation du Parti » : « *Préparez-vous, dit-elle en s'adressant à ses militants, à défendre vos organisations* ». Mais aucun mot d'ordre d'action n'est donné, aucune action concrète n'est envisagée : pour lutter contre les bandes fascistes armées, les dirigeants se contentent de s'en remettre au « sang-froid » des « militants responsables ». Mais plus on se rapproche de la base, plus la réaction est combative. Certaines fédérations de la SFIO lancent des initiatives concrètes en vue d'un front ouvrier : la fédération de la Seine et celle de la Seine-et-Oise adressent au parti communiste une demande de rencontre « afin de fixer les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action des travailleurs ». Comme cette adresse reste sans réponse, peu après minuit, une délégation de militants socialistes de ces deux fédérations se rend au siège du journal *L'Humanité* : en vain une nouvelle fois. Les chefs staliniens du parti communiste, aux ordres de la clique stalinienne de Moscou, n'ont visiblement rien appris de l'expérience allemande. Ils prétendent maintenir la même politique qui a conduit à l'écrasement dans le sang des travailleurs sous la botte d'Hitler et Goebbels. Sous la pression de leur base, la SFIO et le PC sont obligés de convoquer le 12 février 1934 des manifestations en réponse au coup du 6 février 1934. Mais, preuve qu'il s'agit de donner le change à la base et

non de préparer la lutte contre le fascisme, ils ont appelé à des défilés soigneusement séparés. Malgré cela, ce sont plus de 150 000 ouvriers qui sortent battre le pavé : ils sentent instinctivement la nécessité du front unique et imposent aux cris de « Unité ! Unité ! » l'unification des deux cortèges en une seule manifestation.

### **Comment vaincre le fascisme ?**

Trotsky, dirigeant de l'Opposition de gauche au sein de l'Internationale Communiste (IC) (1923-1929), puis de l'extérieur après son expulsion d'URSS (1929-1933) et fondateur du mouvement pour une IV<sup>e</sup> Internationale (après la politique de l'IC en Allemagne), a étudié de près le phénomène du fascisme sur l'exemple de l'Italie, où Mussolini a pris le pouvoir dès 1922, et sur l'exemple de l'Allemagne, où il a critiqué fermement la politique des dirigeants du KPD et du SPD indiquant la catastrophe à laquelle elle risquait de conduire ; il a développé une orientation marxiste mettant en son centre la tactique du front unique ouvrier pour vaincre le fascisme. Il reprend la question à propos de la France : « *La signification historique du fascisme, écrit-il, est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique. [...] On peut dire du fascisme qu'il est une opération de "luxation" des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis. Le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir.* » Les classes moyennes ravagées par la crise sont en effet, on l'a vu en Italie et en Allemagne, la principale force sociale du fascisme. Certes, en France, ces classes moyennes continuent encore en 1934 à voter pour le parti radical, dont la composition sociologique est elle-même principalement petite-bourgeoise (commerçants, artisans, agriculteurs exploitants...). Mais, ce parti, créé en 1901, s'est donné pour pilier politique, outre la défense de la laïcité qu'il a d'ailleurs mise à mal lors d'un passage au pouvoir entre 1924 et 1926<sup>1</sup>, le respect de la propriété

<sup>1</sup> Sous le « Cartel des gauches » (gouvernement radical soutenu par la SFIO de 1924 à 1926), ni la suppression de l'ambassade du Vatican, ni la fin du Concordat en Alsace-Moselle où l'école est toujours confessionnelle et l'enseignement

privée : en aucun cas il ne veut s'en prendre au fondement même de l'exploitation, au capitalisme. Il vit sur le mythe d'un bon capitalisme où les petits propriétaires privés pourraient vivre de leur travail en harmonie les uns avec les autres, mythe qui dans le contexte de la crise entre de plus en plus ouvertement en conflit avec la réalité du capitalisme, le chômage de masse et la paupérisation de la petite-bourgeoisie. Au vu de la politique menée par les radicaux, les classes moyenne pourraient donc très bien, et très vite, se détourner de lui. Le parti radical défend en pratique les intérêts du grand capital et de l'impérialisme français et non ceux des « petits » qu'il exalte. « *Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français* », écrit Trotsky. En effet, ils soutiennent inconditionnellement « l'œuvre coloniale » de la France, officiellement au nom du bel universalisme français, en réalité en raison des sources de profit considérables que l'exploitation des travailleurs colonisés rapporte au capital national<sup>1</sup>.

Dès lors, pour lutter efficacement contre le fascisme, il faut ouvrir une issue réelle à la crise. Cela ne peut se faire qu'en orientant et en organisant le prolétariat en vue de la conquête du pouvoir, car toute tentative de résoudre la crise dans le cadre du capitalisme ne peut signifier qu'en faire porter le fardeau aux masses, dans sa variante radicale comme dans sa variante fasciste. C'est seulement à condition d'ouvrir cette voie que le prolétariat pourra rassembler autour de lui la petite et moyenne paysannerie et les classes moyennes urbaines. Il ne peut être question, sous prétexte d'arithmétique parlementaire, de s'allier avec le parti radical, car il n'y a pas de solution à la crise dans le cadre du capitalisme.

Dans la mesure où il y a deux partis qui se revendiquant du socialisme, la SFIO (parti socialiste) et le PC (parti communiste), il n'y a pas d'autre solution que de chercher l'unité d'action, de la base au sommet, sur les mesures exigées par la situation du point de vue du prolétariat dans la perspective d'un gouvernement ouvrier Blum-Cachin. En même temps, à chaque étape de la lutte, le mot d'ordre de conquête du pouvoir

religieux obligatoire, ni la dissolution des congrégations non autorisées, toutes mesures qui figuraient au programme du Cartel, n'ont été finalement mises en œuvre.

<sup>1</sup> Cf. notre article dans le précédent numéro du CRI des travailleurs.

doit être affiché ouvertement et être une perspective pratique des partis ouvriers : cette perspective, il faut la mettre en évidence dans la presse ouvrière, dans les meetings mais aussi à la tribune parlementaire, dans l'organisation de manifestations, en bref, dans toute une propagande révolutionnaire digne de ce nom. C'est la tactique du front unique ouvrier.

Les nécessités pratiques de la lutte contre le fascisme sont un point de départ idéal pour la dynamique du front unique. Les ouvriers ressentent le besoin de protéger leurs organisations, leur presse et eux-mêmes, contre les bandes fascistes. Cela appelle le mot d'ordre de la constitution d'une milice ouvrière. Car il faut être conscient que cette lutte sera aussi physique, et le prévoir. Comme la grève a besoin de piquets de grève pour s'opposer, si nécessaire par la force, à ceux qui veulent la briser, le prolétariat a besoin de s'armer, et dès lors l'un des mots d'ordre des partis ouvriers doit être l'armement du prolétariat et des paysans révolutionnaires. Pratiquement, il ne paraît pas très difficile à mettre en œuvre : ce sont bien les ouvriers qui fabriquent les armes, les transportent, construisent les casernes et fournissent leurs armements : « *Ce ne sont ni des serrures ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, écrit Trotsky, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la domination de classe, le poison du nationalisme. Il suffit de détruire ces murs psychologiques et aucun mur de pierre ne résistera. Il suffit que le prolétariat veuille des armes, et il les trouvera.* »

### **PC et SFIO impulsent le front populaire contre le front unique**

C'est à nouveau sur ordre de Staline qu'un virage à 180 degrés est opéré par la direction du parti communiste. L'URSS en effet est directement menacée par le danger hitlérien : ses dirigeants recherchent des alliances avec certains États capitalistes, dont la France. Après une entrevue entre Joseph Staline et Pierre Laval, président du Conseil (c'est-à-dire chef du gouvernement) et membre du parti radical, le 2 mai 1935, un accord de défense mutuel est passé entre la France et l'URSS. Dès lors, Staline donne l'ordre d'une réconciliation politique du parti communiste avec toutes les forces politiques « démocrates » du pays, sans plus aucune considération de

classe ! Le parti communiste devient « parti communiste français » et adopte chants et emblèmes jusqu'à présent honnis car considérés comme bourgeois, versaillais et chauvins : *La Marseillaise*, entonnée au même titre que *L'Internationale*, et le drapeau tricolore, arboré comme le drapeau rouge. Le PCF parle moins désormais de prolétariat que de peuple, d'anticapitalisme que d'antifascisme, de révolution que de république. Thorez lance son discours « de la main tendue » : main tendue aux radicaux, main tendue aux catholiques, main tendue même aux Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, ligue d'une droite particulièrement réactionnaire. C'est aussi à ce moment, en juin 1935, que le Comité international contre la guerre et le fascisme, dit « Amsterdam-Pleyel », principalement composé d'intellectuels et présidé par Romain Rolland et Henri Barbusse, propose l'idée d'une vaste manifestation populaire à l'occasion du 14 juillet. C'est un immense succès : 500 000 personnes défilent à Paris en se réjouissant de l'unité.

Comment les dirigeants du PCF s'y prennent-ils, eux qui refusaient la simple unité d'action même avec la SFIO, pour faire avaler aux ouvriers l'unité avec un parti bourgeois, le parti radical ? Ils prétendent, d'une part, que « la démocratie » (bourgeoise) s'oppose *absolument* au « fascisme », et ils expliquent, d'autre part, qu'il est impossible d'obtenir la majorité au parlement sans les radicaux. On voit qu'ils ont renoncé à toute analyse en termes de classes ; en effet, « fascisme » et « démocratie » sont deux formes opposées de gouvernement d'une même classe, la bourgeoisie, et l'arithmétique parlementaire ne peut résoudre les contradictions du capitalisme qui explosent au grand jour dans la crise<sup>2</sup>. Le parti communiste tient absolument à « sauver » le parti radical, alors que les masses se détournent de plus en plus de lui, comme le montrent ses reculs électoraux. En constituant un programme de « Rassemblement populaire », la coalition du parti communiste, du parti socialiste et du parti radical ne peuvent que se mettre d'accord sur l'extrême minimum : les dirigeants ouvriers recouvrent sous des mots d'ordre liés dans l'esprit des masses à la première révolution

<sup>2</sup> Le PC exige et obtient des dirigeants de la SFIO comme condition pour conclure le front populaire l'exclusion de la SFIO des trotskystes constitués en fraction publique (Tendance Bolchévique Léniniste).

prolétarienne victorieuse, « pain, paix, liberté », un modeste programme de réformes dans le cadre du capitalisme comprenant la réduction de la durée du travail sans réduction de salaire, l'institution d'un fonds national de chômage, l'exécution d'un plan de grands travaux, la nationalisation des industries de guerre et la répudiation de la diplomatie secrète, la dissolution des ligues fascistes et fascisantes la défense du droit syndical et de l'école laïque. Aucun point d'accord n'a pu être trouvé sur la question des colonies, du fait de l'attachement indéfectible des radicaux à l'Empire français, du social-impérialisme de la SFIO et de la reconversion du PCF au chauvinisme ; il est simplement question de mettre en place une... commission d'enquête parlementaire, qui examinera la situation des peuples colonisés. Ce programme de Rassemblement populaire reflète bien ce qu'est un Front populaire, alliance des partis du prolétariat avec un parti de la bourgeoisie capitaliste et impérialiste, illustration par excellence de la collaboration de classes : il ne met en aucun cas en cause le système capitaliste ; il croit en lui, au contraire, et fait croire que, par la seule relance du pouvoir d'achat, un terme pourra être mis à la crise. En fait, ce programme de Front populaire va à peine plus loin que le programme traditionnel du parti radical.

Face à cette politique contre-révolutionnaire des appareils stalinien et social-démocrate, Trotsky avance la nécessaire perspective des *comités d'action populaires*, forme d'organisation révolutionnaire des masses en lutte : il préconise que des comités locaux se constituent et élisent leurs représentants, afin de contrer au niveau local et national le frein mis par les dirigeants à la lutte de classe révolutionnaire. En effet, alors même que les luttes ouvrières dures se multiplient, comme à Toulon, à Brest, à Limoges (où une sanglante répression a lieu contre une grève), la direction du parti communiste ne cesse de vouloir donner des gages de « respectabilité » au parti radical pour consolider son alliance avec lui.

Les élections législatives de fin avril-début mai 1936 sont une victoire pour les partis ouvriers : la SFIO obtient 1,9 million de voix et le PCF double les siennes par rapport aux élections de 1932 avec 1,5 million de suffrages. Le PCF, qui n'avait que 10 députés, en obtient 72 et la SFIO 146. Quant aux radicaux, ils perdent plus de

400 000 voix (il leur en reste 1,4 million) et 51 sièges (ils en gardent 116) ; si leur effondrement reste limité, c'est en grande partie grâce à la stricte application de la discipline électorale de Front populaire, consistant dans le désistement de candidats socialistes et communistes en faveur de candidats radicaux.

Malgré cette victoire électorale écrasante, la direction stalinienne veut à toute force rassurer son allié radical : pas question de toucher à un cheveu du système capitaliste ! Le 7 mai 1936, lors d'une conférence de presse, l'un des dirigeants du parti, Jacques Duclos, assure que le PCF respectera la propriété privée ; le communiqué du Bureau politique insiste sur la lutte pour la « sauvegarde du franc » et la « défense de l'étalon-or » ! Waldeck Rochet proclame que « *les électeurs ne se sont pas prononcés pour la Révolution ; nous ne sommes ni des putschistes ni des partisans du tout ou rien. Nous prendrons nos responsabilités en collaborant à l'amélioration du sort des classes laborieuses dans le cadre de la société actuelle.* » « Prendre ses responsabilités », dans la bouche des dirigeants « communistes », c'est bel et bien défendre l'ordre et le système tels qu'ils existent ! En particulier, dirigeants socialistes et communistes rejettent absolument le mot d'ordre d'armement du prolétariat. *Le Populaire*, journal de la SFIO, publie régulièrement le dessin d'un ouvrier désarmé ayant pour légende : « *Vous comprendrez que nos poings nus sont plus solides que toutes vos matraques.* » C'est clairement conduire le prolétariat à l'impuissance totale et à l'écrasement, comme en Allemagne.

Quant à Léon Blum, il déclare lors d'un meeting salle Wagram le 15 mai : « *Donnons au pays l'impression du changement qu'il veut.* » C'est tout dire ! Bien loin de mettre clairement en avant et en pratique une perspective socialiste, tous les discours du nouveau chef de gouvernement, soutenu par le PCF, ne cessent de répéter que les masses n'ont pas voté socialiste mais Front populaire et que, par conséquent, il ne faut pas toucher aux bases du système capitaliste. Alors que 3,5 millions d'électeurs ont donné leurs voix aux socialistes et aux communistes, il s'agit toujours de faire la politique des radicaux !

## La grève générale et les occupations d'usines

Une telle orientation politique a des conséquences immédiates quand se déclenche, à partir de la mi-mai, le plus grand mouvement de grève que la France ait jamais connu jusqu'alors, une véritable grève générale. La première action a lieu au Havre, aux usines Bréguet, à l'origine pour protester contre la mise à pied d'ouvriers qui avaient débrayé le 1<sup>er</sup> mai. Des cahiers de revendication sont rédigés, qui réclament notamment la garantie d'un salaire minimal journalier, la reconnaissance des délégués désignés par les salariés seuls, la suppression des heures supplémentaires et la semaine de 40 heures. Le 28 mai, les 35 000 ouvriers de Renault cessent à leur tour le travail. La grève entraîne à sa suite plusieurs dizaines d'usines de la région parisienne. Pour la première fois en France, des usines sont occupées : de la sorte, elles restent sous contrôle ouvrier, les patrons ne peuvent les fermer ou faire appel à une main-d'œuvre de remplacement. Des comités de grève très organisés se mettent en place, avec le plus souvent services de sécurité, de ravitaillement, d'entretien, de garde. La grève se propage d'une usine à l'autre, spontanément, mais sans toutefois de coordination par branche ou géographiquement. On ne connaît qu'un seul exemple d'une réunion rassemblant des délégués de différentes usines en grève et se constituant en comité local de grève : elle a lieu à Levallois, à l'usine Hotchkiss ; elle est l'initiative du comité de grève de l'usine et montre la volonté tout à la fois de structurer le mouvement et d'établir un contrôle des travailleurs sur ce mouvement et sur leurs syndicats eux-mêmes. Mais cette tentative reste unique et isolée.

## Les directions de la SFIO, du PCF et de la CGT contre la grève générale

En temps de relative paix sociale, les dirigeants réformistes pleurnichent en prétendant qu'ils aimeraient bien la grève générale, mais que malheureusement les travailleurs n'y sont pas prêts. Ils rejettent la responsabilité des reculs sur le manque de mobilisation des ouvriers. Mais qu'ont fait les directions de la CGT, du PC et de la SFIO lorsque les ouvriers ont d'eux-mêmes imposé et réalisé une grève générale, que leurs chefs



n'avaient ni préparée ni prévue ni voulue ? Ils n'ont pas du tout cherché à développer des comités de grève, bien au contraire : « *Les radicaux ont peur des comités. Les socialistes ont peur de la peur des radicaux. Les communistes ont peur de la peur des uns et des autres.* »<sup>1</sup> Tous veulent éviter ce qui serait une véritable organisation démocratique de combat pour les ouvriers et paysans en grève, qui aurait supposé des comités d'action structurés avec délégués mandatés et révocables d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville et en village, se constituant en congrès de tous les comités d'action. « *Des soviets partout !* », entend-on dans certaines manifestations. C'était l'un des mots d'ordre du parti communiste dans les années 1920, dans sa période gauchiste, quand cette perspective n'était nullement à l'ordre du jour ; au moment de la grève générale, en revanche, le PCF semble avoir complètement oublié ce mot d'ordre, là encore pour complaire au parti radical, c'est-à-dire à la bourgeoisie. Bref, les chefs réformistes se démènent pour empêcher le prolétariat de renverser l'État bourgeois et de le remplacer par son propre État.

En réalité, le PCF, comme les dirigeants syndicaux et la SFIO au pouvoir s'inquiètent vivement de ce puissant mouvement de grève et de ses répercussions. Par exemple, la grève totale des entrepôts de pétrole les perturbe tout particulièrement, au vu de l'intérêt stratégique de ce secteur-clé. C'est pourquoi Henry Raynaud, secrétaire communiste des Syndicats de la région parisienne, et Jules Moch, dirigeant socialiste, viennent supplier les ouvriers des entrepôts d'Ivry de laisser prélever du mazout au nom de l'État. Mais les grévistes refusent de leur ouvrir la porte ! De son côté, Léon Jouhaux ne cesse de répéter que les grèves de mai-juin 1936 sont d'ordre corporatif et doivent le demeurer. Ce qui fait écrire à Trotsky : « *Selon la légende, à la question de Louis XVI : "Mais c'est une révolte ?"*, un de ses courtisans répondit : "Non, sire, c'est une révolution". Actuellement, à la question de la bourgeoisie, "C'est une révolte ?", ses courtisans répondent : "Non, ce ne sont que des grèves corporatives". »

### CGT, PC et SFIO briseurs de grève

<sup>1</sup> Trotsky, « L'étape décisive (5 juin 36) », in *Où va la France ?*, op. cit., p. 577.

Devant l'ampleur de la grève, le gouvernement se sert du concours des directions syndicales et du patronat en leur faisant passer un contrat pour faire refluer le mouvement. Léon Blum et ses ministres organisent une rencontre à Matignon entre représentants syndicaux et patronaux. Le patronat concède une augmentation des salaires de 7 à 15 %, l'établissement de contrats collectifs généralisés, l'élection de délégués ouvriers dans les établissements de plus de 10 salariés et aucune sanction pour fait de grève. En échange, les dirigeants syndicaux s'engagent à demander la reprise du travail. En 1942, lorsqu'il témoignera au procès organisé contre lui par le gouvernement de Vichy à Riom<sup>2</sup>, Blum expliquera sa tactique : « *La contrepartie, c'était l'évacuation des usines ; les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat : "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons, mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclusion de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres." Et je vois encore M. Richemond, qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : "C'est vrai, nous avons eu tort." »* Blum expliquera à la même occasion que cet accord Matignon répondait bien à une revendication des patrons : « *Sans nul doute j'aurais tenté moi-même ce qu'on a appelé l'accord de Matignon. Mais je dois à la vérité dire que l'initiative est venue du grand patronat... MM. Lambert, Ribot, Duchemin, Delbouze, anciens présidents de la Chambre de Commerce de Paris étaient chez moi et nous réglions ensemble une conversation avec la CGT, déjà acquise du côté patronal.* » Il précisera : « *On ne demandait qu'une chose aux chambres : allez vite, votez vite afin de liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire, mais de quasi-révolutionnaire, et qui l'était en effet.* » Et Blum de conclure lui-même : « *Dans la bourgeoisie, et*

<sup>2</sup> Après la guerre, Blum n'est jamais revenu sur ces déclarations, et le parti socialiste les a publiées, ce qui était une façon de les cautionner.

*en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur.* »

Dans les jours qui suivent ces « accords Matignon », les dirigeants de la CGT mettent tout leur poids pour imposer cette reprise du travail. Il s'agit, selon le mot de Jouhaux, de « *faire honneur à leur signature* ». Ils présentent ces accords comme une victoire pour les travailleurs : la presse socialiste, communiste et syndicale le proclame sur tous les tons et demande par conséquent que la lutte cesse. Les grévistes semblent avoir un point de vue assez différent de celui de leurs dirigeants : beaucoup parlent des accords Matignon, qui frustrent leurs aspirations, comme des « accords Maquignon », et Eugène Hénaff avoue au comité central du PCF que d'« excellents ouvriers révolutionnaires » voient dans ces accords, signés par Benoît Frachon, une réédition de la « *trahison de Jouhaux* », par allusion au ralliement de celui-ci à l'Union sacrée pendant la Première Guerre mondiale. Or, pour l'appareil stalinien, tant du PCF que de la CGT, l'ennemi principal, ce sont les ouvriers qui dénoncent les directions : Thorez répète qu'il faut « *lutter sur deux fronts* », contre le patronat... et contre les « gauchistes » ! « *La presse ouvrière de juin-juillet*, écrivent P. Broué et N. Dorey, *fourmille d'indications sur cette poussée à la base, la volonté de durcir et de poursuivre l'action, le refus de souscrire à des accords jugés "insuffisants" : on les découvre seulement en "négatif" dans les communiqués de "mise en garde" des syndicats, fédérations, unions départementales, contre les "éléments inconscients", "louches", "provocateurs", les "surenchères démagogiques" et les "agents du fascisme".* »<sup>3</sup>

### Le gouvernement de Front Populaire réprime la grève

Pour faire cesser les grèves, les réformistes et les staliniens manient la carotte et le bâton. La carotte : Blum fait voter au pas de charge plusieurs lois sociales — réduction du temps de travail à 40 heures, généralisation des congés payés (deux semaines), conventions collectives, prolongation de la scolarité de 13 à 14 ans<sup>4</sup>. Le bâton : le ministre de l'Intérieur

<sup>3</sup> P. Broué et N. Dorey, article cité, p. 101.

<sup>4</sup> Une nouvelle fois, les colonies sont oubliées. Un projet très timoré visant à accorder la citoyenneté française à... 20 000 Algériens est abandonné car les radicaux s'y opposent.

« socialiste » du gouvernement Blum, Roger Salengro, est particulièrement clair dans sa volonté de rétablir ce qu'il appelle « l'ordre », c'est-à-dire l'ordre capitaliste. Devant la délégation des gauches, le 3 juin, il déclare : « *Que ceux qui ont pour mission de guider les organisations ouvrières fassent leur devoir : qu'ils s'empressent de mettre un terme à cette agitation injustifiée. Pour ma part mon choix est fait : entre l'ordre et l'anarchie je maintiendrai l'ordre envers et contre tous.* » Il réaffirme sa position devant le Sénat qui veut obtenir la condamnation des occupations d'usines par le gouvernement et l'assurance qu'elles cesseront : « *Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous moyens appropriés, saurait y mettre un terme.* » De fait, des pelotons de gardes mobiles stationnent aux abords des centres ouvriers, mais aussi dans les campagnes touchées par les grèves des salariés agricoles. Les arrestations se multiplient dans les jours suivants : on en dénombre un peu plus de 1 300, dont 800 à Paris. De plus, le gouvernement « socialiste », soutenu par le PCF, fait procéder à des centaines d'expulsions de militants étrangers : plus de 1 100 arrêtés d'expulsion sont établis, c'est une véritable chasse à l'homme qui se met en place. Dans sa circulaire aux préfets du 4 juillet, Salengro la justifie ainsi : « *La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers [...] puissent sur notre territoire prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure et provoquer des troubles et du désordre.* » Ce même gouvernement fait saisir à l'imprimerie tous les exemplaires du journal trotskyste *La Lutte ouvrière* et engage des poursuites contre les dirigeants de cette organisation, en raison de leur appel à constituer milices ouvrières et comités d'usine. Dans les établissements Delespaul-Havez à Marcq-en-Barœul (Nord), une fabrique de chocolats et de biscuits qui compte 650 ouvriers, ceux-ci, après un mois de grève, décident de remettre en marche pour eux-mêmes leur usine. Quelques heures plus tard, l'électricité est coupée et toutes les machines s'arrêtent : Salengro, qui fait le déplacement à Lille, ordonne de maintenir la coupure de courant et de

taire, à l'échelle nationale, ce qui se passe dans cette usine. Cette conspiration du silence contre l'auto-organisation ouvrière est respectée scrupuleusement par la SFIO, le PCF et la CGT.

L'appareil de la centrale syndicale demande aux travailleurs de ne pas tenir compte « *des tentatives de débauchage exercées par des éléments sans mandat ni responsabilité* » (communiqué du 11 juin). Il faut tout faire pour que la reprise du travail ait lieu au plus vite, pour canaliser et cadenciser le mouvement de grève. Le secteur des services publics continue de fonctionner à peu près normalement, alors que c'est là que la CGT compte le plus grand nombre de syndiqués : tout est fait pour qu'ils ne rejoignent pas le mouvement. Dans le secteur du ravitaillement, c'est la même pression qui s'exerce pour éviter ou contenir la grève : « *Les travailleurs doivent comprendre que la sympathie de la population doit leur être pleinement maintenue* », affirment les dirigeants de la Confédération pour se justifier cette attitude. Pour eux, ce n'est pas encore l'heure de la « lutte finale », alors que les partis ouvriers sont au pouvoir et que deux millions de travailleurs sont en grève et occupent leurs usines, remettant ainsi directement en cause l'exploitation et l'aliénation capitalistes.

Pour limiter le recours à la grève, la CGT recommande aux travailleurs, avant de se servir de cette arme, de discuter d'abord avec le patron, et ce n'est qu'en cas de refus net qu'ils pourront éventuellement faire grève ; mais avant cela, ils doivent encore faire appel à l'intervention de l'État. À aucun moment, le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », qui fait pourtant partie du programme de la CGT, n'est avancé. En juillet, les dirigeants de la CGT, suivant la ligne prescrite par les directions socialiste et communiste, vont jusqu'à condamner ouvertement le recours à l'occupation d'usine.

Malgré cela, on compte encore, pendant plusieurs mois, de nombreuses usines occupées : à l'automne, il y en a par exemple 113 dans le textile lillois, avec 33 000 ouvriers et ouvrières. En novembre, 2 500 métallos débrayent à Fives-Lille contre le licenciement d'un délégué. Le nouveau ministre de l'Intérieur socialiste, Marx Dormoy, exige des ouvriers l'évacuation de l'usine et Blum leur enjoint par télégramme « *de s'incliner par patriotisme* » ! Quelques mois plus tard, en mars 1937, à Clichy,

alors que la CGT appelle à une manifestation contre le Parti populaire français de Doriot (ancien dirigeant du PCF devenu un fasciste forcené), les forces de l'ordre tirent sur la foule ; il y a cinq morts parmi les manifestants ouvriers. En réaction et spontanément, les grèves reprennent. Une nouvelle fois, la CGT entend les canaliser : l'UD CGT de la région parisienne appelle à une grève d'une demi-journée en ordonnant d'éviter « *toutes les provocations, toutes les manifestations de rue* » et de « *reprendre partout le travail l'après-midi* ». Frachon en personne vient expliquer aux militants de l'école du Syndicat parisien des métaux : « *Nous savons que les efforts des militants syndicalistes ont empêché que de nombreux différends se transforment en grèves. Nous vous demandons de faire plus encore. Je sais qu'il est dur de maîtriser son impatience quand les injures et les parjures se multiplient. Mais il faut garder la tête froide et ne pas céder aux provocations.* » Et encore : « *Nous vous le disons franchement : dans le présent, votre intérêt bien compris réclame qu'il n'y ait plus d'occupation d'usines.* » (*L'Humanité* du 17 octobre 1936.) Alors que la responsabilité de la fusillade de Clichy pèse directement sur le gouvernement Blum, c'est Jacques Duclos lui-même qui propose à la Chambre des députés un vote de confiance à ce gouvernement : même à cette date, même à ce stade, les dirigeants communistes n'ont nullement l'intention de briser le Front populaire. Ils restent sagement alignés derrière Blum, qui en appelle à « *la concorde civile* », à « *l'ordre républicain* », au « *respect de la loi* » (*Le Populaire*, 24 mars 1937). La presse de droite apprécie à sa juste mesure le service que les dirigeants staliniens rendent à la bourgeoisie, comme en témoignent ces quelques lignes signées du journaliste Marcel Lucain dans *Paris-Midi*, le 19 mars : « *Les élus communistes [...] font tout ce qu'ils peuvent pour contenir certains troubles déchainés [...] Il apparaît à ce freinage des chefs extrémistes qu'on pourrait qualifier de "réguliers" sur la pente révolutionnaire qu'ils redoutent d'être débordés [...]. Le dilemme pathétique est de savoir si les cadres parviendront dans cette tourmente à retenir les masses.* »

### La défaite et l'écrasement

Par des demi-mesures respectant scrupuleusement le système capitaliste, le gouvernement du Front populaire a fait revenir la hausse des prix et l'instabilité économique ; il détourne de lui les classes moyennes qu'il entendait séduire. Chez les ouvriers, il multiplie les sujets de déceptions et de désillusions : évacuation forcée de toutes usines occupées ; refus de l'échelle mobile des salaires (leur indexation sur les prix) ; dévaluation sans effet ; refus d'intervenir en Espagne pour aider la République espagnole assiégée par les troupes franquistes... Dès que la tempête est passée, la bourgeoisie se débarrasse du gouvernement de Blum : il est battu au Parlement en juin 1937. S'ensuivent plusieurs cabinets dirigés successivement par le radical Camille Chautemps puis, après un bref second gouvernement Blum, par Édouard Daladier. Il n'y a pas d'avancées marquantes, hormis la nationalisation en août 1937 des usines d'armement et des compagnies de chemins de fer qui ne l'étaient pas déjà (c'est la création de la SNCF). Ces nationalisations s'expliquent par des raisons purement financières (le déficit croissant de ces entreprises l'imposait) et ne s'accompagnent pas de progrès

sociaux (le statut des cheminots avait été acquis dès 1920). Les anciens propriétaires sont d'ailleurs généreusement indemnisés.

Finalement, soucieux de réduire les dépenses sociales, Daladier signe en avril 1938 la fin du Front populaire en ne prenant plus de ministres socialistes dans son cabinet et en remettant bientôt en cause la loi des quarante heures. En guise de protestation, Jouhaux et la CGT, qui ont cassé la grève générale de 1936, proposent le 30 novembre 1938 une « grève générale »... de vingt-quatre heures et pas davantage (tant il est vrai que la tactique bureaucratique des « journées d'action » sans lendemain ne date pas d'aujourd'hui !). Pour que les choses soient bien claires, la CGT va jusqu'à diffuser le communiqué suivant : « *Quels que soient les circonstances ou les événements, le travail devra reprendre le jeudi 1<sup>er</sup> décembre au matin [...]. La CGT déclare que la grève se fera sans occupation d'usine, de chantier ou de bureau. Le mercredi 30 novembre, il ne sera organisé aucune manifestation et tenu aucune réunion.* » Cette ligne de capitulation sans combat conduit directement à l'écrasement et à la répression impitoyable de la grève : les forces de

l'ordre ont recours aux gaz lacrymogènes (pour la première fois dans l'histoire des luttes sociales en France), les agents des services publics sont réquisitionnés, des milliers de grévistes sont licenciés ou sanctionnés. Les effectifs syndicaux s'effondrent : le nombre de syndiqués de la CGT passe de 4 millions en 1937 à moins de 1,5 million au début de l'année 1939.

*La période du Front populaire a donc constitué tout à la fois l'une des plus belles luttes de classe jamais menées par les travailleurs en France et l'une des plus graves trahisons infligées par les appareils stalinien et social-démocrate. Au Congrès de Nantes de la CGT, Gilbert Serret, ancien secrétaire général de la Fédération unitaire de l'Enseignement, militant de l'École émancipée et du « Cercle syndicaliste Lutte de classes », le résume d'une formule on ne peut plus juste : « Le Front populaire, formidable escroquerie sociale, n'a non seulement en fait rien su réaliser de ce qu'il avait promis, mais encore il est parvenu à faire accepter à la classe laborieuse ce qu'elle n'aurait jamais accepté d'un gouvernement réactionnaire. »*

Laura Fonteyn

## AFFAIRE DES CARICATURES DE MAHOMET

# NI UNION SACRÉE AVEC LES BOURGEOIS « DÉMOCRATES », NI ALLIANCE AVEC LES ISLAMISTES : POUR UNE POSITION MARXISTE

*« La Haute Église d'Angleterre, par exemple, pardonnera plus facilement qu'on s'en prenne à 38 des 39 articles de la Foi qu'à un seul 39<sup>e</sup> de ses revenus en argent. L'athéisme lui-même, de nos jours, est une faute vénielle comparé à la critique des rapports de propriété traditionnels. » (Karl Marx, Le Capital, Livre I, Préface à la première édition, éd. PUF, 1993.)*

Quelle position les communistes révolutionnaires doivent-ils adopter dans l'affaire des caricatures de Mahomet ? Cette question peut sembler difficile à trancher, à en juger par la diversité inconciliable des positions défendues par les différents groupes et organisations qui se réclament du mouvement ouvrier, de la révolution, voire du marxisme (pour ne pas parler ici des forces ouvertement bourgeoises). Cependant, ces positions se sont en fait polarisées à travers des polémiques aussi véhémentes que celles provoquées en son temps par la loi interdisant le voile musulman à l'école<sup>1</sup>. Pour schématiser, le caractère passionnel du débat tend à ramener peu ou prou les thèses des uns et des autres à deux positions extrêmes. D'un côté, on a ceux qui considèrent la liberté d'expression

comme une valeur telle que sa défense justifierait de voler au secours d'un quotidien danois réactionnaire, le *Jyllands-Posten* (et des autres journaux bourgeois et petits-bourgeois qui lui ont emboîté le pas) au moment où il publie des caricatures racistes et provocatrices contre les musulmans, notamment celle qui fait clairement un amalgame entre ceux-ci et les terroristes aveugles<sup>2</sup>. À l'opposé, d'autres considèrent que les musulmans seraient l'incarnation même des victimes de l'impérialisme, au point que leur défense contre les provocations « islamophobes » justifierait de s'allier avec les forces les plus réactionnaires de

l'islam politique<sup>3</sup>. Au-delà de cette opposition entre deux thèses extrêmes, la difficulté du problème est encore aggravée par le fait que, comme c'est souvent le cas dans ce type de polémiques, nombre d'arguments mis en avant par les uns et les autres sont tout à fait pertinents... si on les considère en eux-mêmes, indépendamment de la position qu'ils servent à étayer, c'est-à-dire abstraitement. (Bien sûr, nous ne nous arrêtons même pas ici sur les organisations qui préfèrent ne pas se prononcer sur la question<sup>4</sup> ; que ce soit par couardise ou par trade-unionisme, elles refusent de donner un point de vue ouvrier et communiste aux millions de prolétaires qui, soumis au matraquage médiatique bourgeois, sont en droit d'attendre des

<sup>1</sup> Cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 10-11 de janvier-février 2004.

<sup>2</sup> Cette position est défendue par l'AWL britannique et, en France, par l'association Solidarité Irak, par Yves Coleman (rédacteur de la revue *Ni patrie, ni frontières*), par Vincent Presumez (rédacteur de la *Lettre de liaison*), etc.

<sup>3</sup> Cette position est défendue par le SWP britannique et par ses camarades en France, courant de la LCR.

<sup>4</sup> C'est le cas par exemple du PT ou de LO.

organisations qui prétendent les défendre, sur cette question comme sur les autres, des analyses et des prises de position indépendantes, capables de faire progresser la conscience de classe.)

### **Contre les abstractions bourgeoises, pour des critères de classe**

D'un point de vue communiste révolutionnaire, les deux principales thèses opposées sont l'une et l'autre également erronées, dans la mesure où elles ne reposent pas *fondamentalement* sur des critères de classe prolétariens. Certes, une bonne partie de la confusion tient au fait que les uns et les autres invoquent les intérêts historiques du prolétariat et les valeurs du socialisme ou du communisme pour essayer de justifier leur position. Mais celle-ci n'est pas moins, dans les deux cas, fondamentalement petite-bourgeoise, qu'il s'agisse de l'*universalisme abstrait* de ceux qui voudraient subordonner les intérêts du prolétariat et le combat communiste à la « liberté d'expression » en soi et plus généralement aux « droits de l'homme » de la bourgeoisie, ou qu'il s'agisse du *particularisme* tout aussi abstrait de ceux qui, dans les faits, en viennent à troquer la défense des intérêts du prolétariat contre la défense des musulmans en tant que tels, catégorie purement religieuse et donc superficielle, qui n'a rien à voir avec de véritables critères de classe. De fait, les uns et les autres sont des opportunistes, les premiers parce qu'ils communient dans l'union sacrée derrière la presse bourgeoise au nom de la liberté d'expression en soi, les autres parce qu'ils s'allient aux islamistes sous prétexte de défendre les musulmans en tant que victimes prétendument archétypiques de l'impérialisme.

Face à ces deux écueils petits-bourgeois, le critère d'intervention politique des marxistes authentiques ne saurait être que celui du combat indépendant du prolétariat pour son auto-émancipation et *par conséquent* pour sa constitution en tant que sujet historique organisé en parti politique distinct. Karl Marx, en effet, parce qu'il était à la fois — indissociablement — disciple de Hegel et communiste révolutionnaire, a bien montré que le combat du prolétariat pour son émancipation ne relevait ni de l'universalisme abstrait des prétendus « droits de l'homme », ni d'un quelconque particularisme (pas même « ouvriériste »), mais d'une compréhension radicale, révolutionnaire, de ce que Hegel appelait l'« *universel concret* ». Pour Marx, la lutte de classe du prolétariat contre le capitalisme, pour le communisme, implique indissociablement la rupture avec les idéaux purement abstraits de la « liberté » et de l'« égalité » bourgeois (piétinés quotidiennement par la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes) et l'affirmation selon laquelle seule la lutte révolutionnaire du prolétariat organisé en parti politique pourra commencer à réaliser ces idéaux, dès lors

posés non plus comme principes abstraits, mais comme *objectifs* sociaux du combat communiste.

Dans l'affaire des caricatures de Mahomet, ce n'est donc pas la liberté en soi, ni la défense des musulmans en général, qui peut servir de base et de critère d'intervention pour les marxistes, mais c'est exclusivement le programme politique du prolétariat organisé prenant lui-même en main son destin. Tout programme politique étant à la fois déclaration de principes guidant l'action et décisions tactiques par lesquelles cette action se réalise, cette affaire de caricatures oblige les marxistes à mettre clairement en avant leurs principes et à proposer indissociablement des objectifs politiques immédiats pour la lutte prolétarienne indépendante. Dans cette perspective, la provocation politique du quotidien danois doit être dénoncée et combattue, mais selon une ligne marxiste : le problème n'est pas qu'elle serait blasphématoire (les communistes soutiennent le droit au blasphème en tant qu'arme de leur combat contre les puissances religieuses instituées, et ils ne sauraient évidemment être « islamophiles » !); le problème, c'est qu'elle constitue une agression politique de type raciste contre les musulmans en tant que tels (et tout particulièrement, selon une métonymie grossière, contre les Arabes en tant que tels), agression qui se concentre dans l'amalgame entre l'islam et le terrorisme aveugle contre les civils. Politiquement, ces caricatures s'inscrivent donc bien dans le cadre de la « guerre des civilisations » menée par l'impérialisme américain et ses suppôts européens.

### **Les marxistes doivent combattre les provocations des médias bourgeois**

Face à une telle provocation politique, il ne s'agit donc pas de demander une quelconque restriction de la liberté d'expression en général, comme le proposent non seulement tous ceux qui veulent profiter de cette affaire pour renforcer les Églises et les religions (notamment en interdisant le droit au blasphème sous prétexte de « respecter » les croyants), mais aussi ceux qui prétendent vouloir défendre les opprimés contre le racisme. En revanche, il est crucial d'expliquer clairement aux travailleurs, et notamment à ceux de confession musulmane, que *les médias de la bourgeoisie, tout comme l'ensemble de son personnel politique et idéologique, ont comme rôle principal de défendre les intérêts du capitalisme en général et des impérialismes les plus puissants en particulier*. Car c'est bien pour cette raison qu'ils ont inévitablement recouru, à un plus ou moins grand degré, aux provocations racistes, aux amalgames, à la stigmatisation de certaines catégories de la population. Et c'est aussi pour cette raison qu'ils mènent des campagnes politiques haineuses contre telle ou telle force politique combattue par leurs maîtres bourgeois, qu'il s'agisse de forces

ouvrières résistant au capital ou même de forces bourgeoises dominées qui, comme les États et les dirigeants islamistes, contestent les excès de l'impérialisme tout en collaborant avec lui pour maintenir le prolétariat et les peuples sous le joug global de l'exploitation et de l'oppression bourgeoises, dont ils voudraient tirer plus de profit pour eux-mêmes. De ce point de vue, ce n'est évidemment pas un hasard si l'« affaire des caricatures » de Mahomet a éclaté non au moment de leur publication, mais quelques jours après que l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) eut saisi le Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre du bras de fer entre l'Iran et les puissances impérialistes ; quelques jours après, aussi, que les masses palestiniennes eurent chassé du pouvoir le Fatah collaborationniste et corrompu, pour y porter le Hamas, ce parti qui, quels que soient par ailleurs les aspects réactionnaires de son programme, continue de rejeter les accords d'Oslo, de refuser la reconnaissance de l'État sioniste et d'exiger le retour de tous les réfugiés (cf. ci-dessous l'article de Frédéric Traille).

En un mot, au lieu de partir dans leur grande croisade pour la « liberté d'expression » alors que celle-ci n'était pas mise en cause par les États où les journaux en question ont été publiés, bien des prétendus marxistes auraient mieux fait de dénoncer et de combattre le système politico-idéologico-médiatique de la bourgeoisie impérialiste, dont l'islam politique n'est qu'un appendice. Dans cette perspective, des manifestations prolétariennes et populaires contre les journaux en question, en tant qu'appareils provocateurs de la bourgeoisie, étaient parfaitement légitimes, à condition que leur base d'appel ne soit pas la mise en cause de la liberté d'expression et que leur cadre ne soit pas celui d'une alliance avec l'islam politique, mais le combat de classe explicite contre l'impérialisme et les provocations réactionnaires de ses sbires médiatiques. Car, de manière plus générale, toute lutte contre les provocations et les mensonges des médias bourgeois, pour la plupart valets du capital, ne peut que renforcer la conscience du prolétariat et des opprimés, les inciter à ne compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts avec leurs propres luttes et leur propre presse.

Quant à l'aliénation religieuse de nombreux travailleurs, les communistes révolutionnaires ne se privent pas de la combattre, mais ce combat ne saurait passer par des provocations gratuites de petits-bourgeois soi-disant « libres penseurs » du genre de *Charlie-Hebdo*, qui sont aussi prompts à caricaturer Mahomet qu'à s'allier avec les politiciens bourgeois quand il s'agit de combattre contre les travailleurs, par exemple pour la « Constitution » européenne. Le seul combat réellement « respectueux » des travailleurs contre leur aliénation religieuse est celui qui passe par l'éducation scientifique, par la diffusion militante du matérialisme et du marxisme, et par le

combat politique en général contre le système capitaliste qui pérennise la misère réelle des masses, le désespoir et la frustration des aspirations individuelles ici-bas. Et c'est aussi dans ce cadre que

s'inscrit, comme l'une de ses composantes importantes, quoique subordonnées, le combat politique et idéologique contre les Églises et les puissances religieuses en tant qu'institutions de la bourgeoisie, d'ailleurs

le plus souvent liées de près ou de loin aux États eux-mêmes.

Ludovic Wolfgang

## VICTOIRE DU HAMAS EN PALESTINE

# LE PEUPLE CONFIRME SA DÉTERMINATION À LUTTER POUR SES DROITS NATIONAUX... MAIS LE HAMAS EST INCAPABLE DE LE MENER À LA VICTOIRE

*Le 25 janvier 2006, l'élection d'un nouveau Conseil Législatif Palestinien (CLP) a constitué une modification dans le rapport de force à la tête de l'Autorité Palestinienne, d'une ampleur inattendue. Le Fatah, parti nationaliste historique de Yasser Arafat et de l'actuel président Mahmoud Abbas, a perdu son hégémonie dans la direction politique du peuple palestinien, en ne recueillant que 45 sièges sur 132. Le Hamas, parti nationaliste islamiste dont la progression était prévisible depuis sa percée aux élections municipales de l'automne 2005, a obtenu un succès dépassant les attentes de ses dirigeants, avec une majorité absolue de 74 sièges. Un nouveau gouvernement a été constitué avec à sa tête un des dirigeants du Hamas, Ismail Haniyeh, dans le cadre d'une « cohabitation » avec le président Mahmoud Abbas.*

### La victoire du Hamas enterre le « processus de paix » moribond

Ces élections ont pris place dans un système institutionnel issu des accords d'Oslo de 1993. Ce système prétend jeter les bases d'un embryon d'État palestinien. Mais la majorité des Palestiniens reste exclue de ce cadre : la participation forte aux élections législatives (77% sur 1,5 million d'inscrits sur les listes électorales) ne peut pas faire oublier que la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est ne constituent pas à eux seuls la Palestine. Si 3,5 millions de Palestiniens vivent dans ces territoires, 1,2 million vivent sur le territoire de l'État d'Israël, 2,5 millions dans des camps de réfugiés des pays limitrophes et 2 millions en exil plus lointain. De plus, le déroulement même de ces élections montre qu'il est impossible pour les Palestiniens d'exercer leurs droits démocratiques nationaux sous le joug israélien : après avoir finalement consenti à ce que les Palestiniens de Jérusalem-Est puissent prendre part au vote, le gouvernement israélien a empêché toute véritable campagne électorale, allant jusqu'à arrêter les candidats, et pas seulement ceux de l'organisation « terroriste » Hamas. En outre, seuls 5700 des 120 000 Palestiniens de Jérusalem-Est ont pu voter dans la ville, les autres devant se rendre en Cisjordanie pour

mettre leur bulletin dans l'urne, avec là encore de nombreux obstacles à surmonter (détours de nombreux kilomètres, points de contrôle...).

Malgré cela, les résultats de ces élections s'interprètent on ne peut plus clairement. Le peuple palestinien a choisi d'infliger une défaite à l'organisation qui, de capitulation en capitulation devant l'occupation sioniste, s'est dévoilée comme traître à la cause nationale palestinienne, le Fatah. Cette défaite a été infligée en utilisant le bulletin de vote du Hamas parce que celui-ci s'est construit pendant de longues années une réputation de résistance sans faille à la domination sioniste : refus des accords d'Oslo fossoyeurs des droits nationaux palestiniens, harcèlement contre les forces armées israéliennes (qui ont été un élément déterminant pour le retrait de Gaza, quelles que soient par ailleurs les motivations propres du gouvernement israélien). Le Hamas s'illustre de plus par une politique d'aide sociale aux habitants, au plus près des besoins de la population, ce qui contraste fortement avec le train de vie somptuaire des dirigeants corrompus du Fatah. C'est ainsi que le Hamas a pu regrouper sur son nom bien au-delà de son programme et de ses aspects les plus réactionnaires, y compris les suffrages de Palestiniens non musulmans et de femmes qui refusent le voile.

Toutefois, même si le résultat de ces élections montre une radicalisation du peuple palestinien qui exige toujours la satisfaction de ses revendications nationales et sociales, le cadre institutionnel dans lequel elles se sont déroulées reste une impasse. Les faits démontrent l'impossibilité du « processus de paix » fondé sur les accords d'Oslo et sur la « feuille de route », c'est-à-dire sur la création d'un État-batoustan soumis à la domination de l'État sioniste voisin et réduit aux territoires morcelés de Gaza, de la Cisjordanie (selon le tracé du mur de séparation) et éventuellement de Jérusalem-Est (selon le bon vouloir du gouvernement israélien). Or le Hamas se voit dans une situation (à laquelle il ne s'attendait pas lui-même) où il doit administrer cet État fantôme dans un

cadre institutionnel et politique qu'il condamne officiellement. Cela signifie qu'il est désormais chargé de répartir lui-même les maigres fonds alloués par les puissances impérialistes pour l'éducation, la santé, la police, etc. Au demeurant, le pouvoir de négocier les concessions avec Israël restera dans les mains du président Mahmoud Abbas.

### L'insoutenable pression impérialiste

Les réactions des différentes puissances impérialistes ont été particulièrement hypocrites : tout en se félicitant du fait que la « démocratie » se soit exprimée en Palestine, elles se sont insurgées contre le choix majoritaire de la population. Ainsi, les États-Unis et l'Union Européenne (comme les différents gouvernements nationaux de l'UE) ont rappelé qu'ils considéraient le Hamas comme une organisation terroriste et que le prétendu « processus de paix », pourtant déjà agonisant depuis des années, était en danger. Ces gouvernements ne se sont pas limités à quelques déclarations vides, mais ont tenu à montrer que l'expression du peuple palestinien ne changeait rien au fait qu'ils disposaient toujours des leviers pour contrôler la situation. Leur arme, en l'occurrence, est celle de l'aide que la prétendue « communauté internationale » apporte à l'Autorité palestinienne (1 milliard d'euros l'an dernier, dont la moitié de la part de l'UE) : ils n'ont pas hésité à suspendre ces aides. Car la situation du peuple palestinien leur importe peu : alors qu'il s'enfonce toujours plus dans la pauvreté, il était indifférent pour nos généreux impérialistes que les fonds versés servent largement à entretenir le train de vie d'une poignée de dirigeants corrompus ; en revanche, ces fonds ne seront versés au nouveau gouvernement palestinien que si le Hamas accepte de devenir fréquentable — c'est-à-dire de renoncer à la violence, de reconnaître l'État d'Israël et d'appliquer les accords d'Oslo. En acceptant de participer à la gestion d'une Autorité palestinienne soumise à la domination impérialiste, le Hamas a fait une première concession ; mais les puissances impérialistes exigent qu'il aille plus loin, qu'il devienne un partenaire fiable : elles lui demandent de

devenir, aux côtés du Fatah, trop discrédité pour tenir ce rôle seul, une force capable de contenir les aspirations du peuple palestinien à réaliser ses droits nationaux et sociaux, contradictoires avec le maintien de l'existence d'un État d'apartheid. Quant aux dirigeants israéliens, ils saisissent l'occasion de montrer qu'il n'y a aucun dialogue possible avec les Palestiniens, ces indécrottables « terroristes », et qu'il est donc hors de question de négocier pour aboutir à une quelconque solution, et encore moins de vivre ensemble sur un même territoire. Il s'agit donc pour eux d'isoler le Hamas, voire l'Autorité palestinienne dans son ensemble (certains ministres israéliens déclarant Mahmoud Abbas lui-même hors jeu), afin de pouvoir poursuivre la politique de séparation unilatérale commencée avec le retrait de Gaza et la construction du mur.

Contre les dirigeants impérialistes (y compris « de gauche »), les militants révolutionnaires se doivent de continuer à affirmer qu'il n'y a pas de solution pour le peuple palestinien sans le démantèlement de l'État d'Israël, fondé sur la discrimination ethnique et religieuse, sur la spoliation des Palestiniens et sur le déni de leurs revendications légitimes, en premier lieu le droit au retour. Ce n'est pas un discours abstrait, contre la solution soi-disant « réaliste » d'un État palestinien vivant dans l'ombre de l'État sioniste ; c'est au contraire ce qui a été porté par le peuple palestinien rejetant le Fatah et sa collaboration avec le sionisme et l'impérialisme.

### **Il faut un parti communiste révolutionnaire en Palestine**

De ce point de vue, la victoire du Hamas constitue une leçon pour les communistes révolutionnaires en Palestine. Elle est due en effet à son refus de la domination sioniste, à sa dénonciation incessante de la

**ÉLECTIONS ISRAËLIENNES**

## **SANS RUPTURE AVEC LE SIONISME, PAS D'ISSUE POUR LES TRAVAILLEURS**

*Le 28 mars se sont déroulées les élections anticipées pour le renouvellement du Parlement israélien. Convoquées par Ariel Sharon avant sa disparition politique, elles avaient pour but initial de lui assurer une nouvelle majorité pour poursuivre sa politique. Le premier chiffre marquant de ces élections a été celui de l'abstention, qui a atteint un record. Dans un pays où la participation est traditionnellement forte, dans un contexte marqué par l'arrivée au pouvoir du Hamas à la tête de « l'Autorité palestinienne » et alors qu'il était demandé aux Israéliens de plébisciter la*

capitulation du Fatah — qui n'a rien apporté aux Palestiniens qu'une plus grande misère —, à son rôle dans la résistance armée face aux agressions israéliennes et à son travail quotidien au plus près de la population pour lui apporter une aide sociale indispensable. C'est la responsabilité des organisations laïques qui ont abandonné la défense des droits nationaux palestiniens, si cette résistance est aujourd'hui portée par une organisation islamiste et si celle-ci tente demain de mettre en application les aspects les plus réactionnaires de son programme, comme l'application de la charia contre les Palestiniens.

Ce n'est que sous la bannière du communisme révolutionnaire qu'une solution pourra être trouvée. L'orientation nationaliste, populiste et islamiste du Hamas va se heurter, avec sa gestion de l'Autorité palestinienne, à ses limites. En raison de sa nature fondamentalement petite-bourgeoise, le Hamas refuse l'embrassement révolutionnaire de la région pour vaincre l'impérialisme. Dès lors, il n'a pas d'autres choix que d'entrer dans le jeu institutionnel prévu par les accords d'Oslo qu'il dénonçait pourtant jusqu'à présent, et donc de devenir un nouveau rouage de l'État palestinien fantôme. Il ne peut compter que sur des alliances avec les bourgeoisies des pays arabes voisins, qui sont aujourd'hui soit totalement soumises à l'impérialisme, soit dans sa ligne de mire ; et l'histoire a de plus montré qu'une coalition entre les bourgeoisies arabes ne pouvait rien contre la puissance militaire d'Israël soutenu par les plus grandes puissances impérialistes. En revanche, la situation irakienne aujourd'hui montre que même l'impérialisme américain n'est pas capable de contrôler une situation d'insurrection populaire, *a fortiori* à l'échelle de toute une région.

La seule solution pour les Palestiniens, c'est la satisfaction de leurs revendications nationales et sociales dans et par une République laïque et

socialiste sur tout le territoire de la Palestine historique, dans le cadre des États-Unis laïques et socialistes du Proche-Orient. Seul un parti communiste internationaliste peut porter cette perspective. Pour se constituer en force de résistance crédible, en alternative au Hamas, un tel parti doit à la fois combattre politiquement ce parti petit-bourgeois islamiste et passer avec lui des accords ponctuels contre les agressions et la politique de l'État sioniste, contre le prétendu « processus de paix » imposé par l'impérialisme, contre la corruption des caciques du Fatah et de leurs amis, contre les collaborateurs de tout poil. Le Hamas a pu compter pour sa politique d'aide sociale sur l'appui financier des organisations sœurs de l'Islam politique ; un parti communiste révolutionnaire en Palestine doit aussi pouvoir mener une telle politique, grâce à la solidarité ouvrière internationale. Les agressions israéliennes nécessitent une réponse armée de toutes les forces de résistance ; les milices ouvrières doivent pouvoir se battre aux côtés de celles du Hamas, sans pour autant concéder quoi que ce soit à cette organisation dans la critique de son programme politique et social. Le Hamas a su utiliser les élections pour asseoir son audience ; un parti communiste révolutionnaire doit y présenter tactiquement ses propres candidats, à condition de dénoncer leur cadre imposé par les accords d'Oslo et, s'il a des élus, d'utiliser le Conseil Législatif Palestinien comme une tribune révolutionnaire contre l'impérialisme et le sionisme. En même temps, par ses mots d'ordre indissociablement laïques et socialistes, par son objectif d'une seule République sur tout le territoire de la Palestine historique, regroupant les travailleurs arabes et juifs, un tel parti doit permettre aux travailleurs juifs de rompre avec le sionisme et combattre pour l'unité des prolétaires et de tous les exploités juifs et arabes.

**Frédéric Traille**

*politique de retrait unilatéral de certains territoires palestiniens initiée par Sharon, seuls 63,2 % des électeurs sont allés voter. C'est un signe de défiance vis-à-vis des forces politiques en présence qui se partagent le pouvoir depuis des années sans jamais avoir apporté ni la paix, ni la « justice sociale ».*

### **Aucune issue à la crise sociale sans paix**

Le parti Kadima, fondé par Sharon et rassemblant des transfuges des principaux partis de droite et de gauche, le Likoud et le Parti travailliste, est arrivé en tête de ces

élections. Mais il n'obtient que 28 des 120 sièges du Parlement, ce qui est inférieur aux prévisions données par les sondages pendant les semaines précédant le scrutin. La campagne, dirigée par Ehud Olmert, successeur de Sharon, a avant tout porté sur la politique à mener dans le conflit israélo-palestinien. L'objectif annoncé est de fixer les frontières définitives de l'État d'Israël d'ici 2010, de manière unilatérale si le gouvernement israélien ne trouve pas des interlocuteurs qui lui conviennent. Le second parti au Parlement sera le Parti travailliste qui, avec 19 sièges, obtient un

représentation identique à celle qu'il avait dans l'assemblée sortante.

Le nouveau gouvernement s'est constitué autour d'une union entre Kadima et le Parti travailliste. Certains avaient décrit comme un tournant à gauche l'arrivée d'Amir Peretz, ancien dirigeant du syndicat Histadrout<sup>1</sup>, à la tête du Parti travailliste. On faisait valoir en particulier que, suite à cet événement, les ministres travaillistes avaient quitté le gouvernement précédent — non sans avoir laissé le temps au ministre travailliste du logement et de la construction de décider l'extension d'une colonie juive à l'est de Jérusalem. Mais cette rupture avec le gouvernement aura été de courte durée, seulement le temps d'obtenir de nouvelles élections offrant un poids plus important aux travaillistes aux dépens du Likoud. Et il n'est guère surprenant de retrouver Kadima et les travaillistes gouverner côte à côte : jamais le Parti travailliste n'a critiqué la politique d'annexion de territoires palestiniens par la construction du Mur de la honte, sauf pour demander quelques ajustements dans le tracé. Si les travaillistes se disent partisans d'un « partage territorial équitement négocié avec les Palestiniens », c'est pour ajouter aussitôt qu'il est hors de question de discuter avec le parti qu'une majorité de Palestiniens a choisi, le Hamas, et qu'il faudra donc bien agir unilatéralement...<sup>2</sup>

Pour masquer cette concordance de projet politique avec Kadima, le Parti travailliste a également mené campagne sur les questions sociales. La situation sociale en Israël, si elle n'est pas celle des Palestiniens dans leurs prisons à ciel ouvert de Gaza et de Cisjordanie, est en effet catastrophique. Près du quart de la population israélienne vit sous le seuil de pauvreté ; même parmi les travailleurs, 17 % sont pauvres, avec de plus des discriminations ethniques, qui font que le salaire moyen des Arabes d'Israël représente les deux tiers du salaire moyen des Juifs. Le gouvernement d'union nationale sortant a multiplié les attaques contre les droits sociaux et les mesures d'austérité. Pendant que les impôts pour les plus riches baissaient, les allocations sociales ont été coupées pour des dizaines de milliers de chômeurs, de malades, d'invalides et de retraités. L'âge de la retraite est passé à 67 ans, alors qu'il était jusqu'à présent fixé à 65 ans pour les hommes et 60 pour les femmes. Les budgets pour la santé et l'éducation ont été réduits, alors que 29 % du budget de l'État sont engloutis dans les dépenses militaires. La classe ouvrière d'Israël est donc elle aussi victime de la guerre menée contre les Palestiniens : l'oppression des Palestiniens par la classe dirigeante israélienne est un fardeau pour les travailleurs israéliens. Cela a été bien compris même dans le clan de Sharon : le désengagement de Gaza est

l'expression d'un certain pragmatisme financier : le gouvernement israélien ne pouvait plus soutenir financièrement le maintien de quelques colons dans la bande de Gaza, qui nécessitaient une forte présence armée et donc des moyens démesurés difficilement acceptables dans la période de crise sociale actuelle.

Les vœux pieux avancés par le Parti travailliste dans ces conditions, s'ils ont pu être un bon argument électoral, ne sont pas du tout à la hauteur de la situation. Les mesures prises par le gouvernement précédent sont des acquis pour la bourgeoisie israélienne sur lesquels les travaillistes excluent de revenir, et les mesures de lutte contre la pauvreté qu'ils préconisent sont intenables dès lors qu'ils entendent travailler à budget constant et poursuivre la lutte sioniste contre les Palestiniens. Mais cette irruption de la crise sociale dans les élections explique aussi l'effondrement du Likoud, dont le nombre de députés est passé de 38 à 12. Cette chute s'explique certes par la scission de ce parti, de nombreux électeurs ayant suivi Sharon et Olmert pour Kadima, mais c'est aussi une sanction infligée à la politique sociale menée par le Likoud. De fait, cette sanction ne peut pas s'expliquer par le renoncement d'une frange décisive de l'électorat israélien au rêve du « Grand Israël » : d'autres partis nationalistes ou religieux d'extrême droite, qui d'ailleurs ont prêché pour une solidarité accrue, ont progressé : c'est le cas du parti Shass (12 sièges), du parti de l'immigration russe Israël Beytenou (11 sièges) et du Parti national religieux (9 sièges). C'est surtout une défaite du parti dirigé par Benjamin Netanyahu, en tant que symbole des attaques menées par le gouvernement précédent où celui-ci était ministre des finances de 2003 à 2005. L'importance de la question sociale lors de ces élections se note aussi dans la percée d'un parti sectoriel, le parti Gil des retraités (7 sièges), représentant une catégorie sociale particulièrement touchée par les contre-réformes. À noter aussi, à la gauche du parti travailliste, que le parti de gauche sioniste Meretz perd un siège (5 sièges), et que le parti communiste Hadash, parti judéo-arabe, en gagne un (3 sièges). Quant aux deux listes arabes, elles progressent de 3 sièges pour en obtenir sept.

### **Pas de paix sans rupture avec le sionisme et sans République laïque socialiste**

La politique promise par la nouvelle alliance entre Kadima et les travaillistes ne pourra pas amener la paix avec les Palestiniens, condition nécessaire à une amélioration du sort des travailleurs vivant sur le territoire d'Israël. Contrairement aux partis qui restent adeptes du « Grand Israël », dont certains vont jusqu'à prôner l'expulsion des réfugiés palestiniens vers les pays voisins, la ligne adoptée par ce gouvernement fait preuve d'un plus grand « réalisme » : ils veulent laisser aux Palestiniens une partie du territoire du « Grand Israël », vidée de ses colons, pour

qu'ils y constituent un pseudo-État et qu'Israël continue de recevoir l'appui des alliés impérialistes et d'une partie de la bourgeoisie palestinienne. Mais la poursuite de cette politique sioniste va toujours rencontrer la résistance du peuple palestinien, qui refuse et refusera inlassablement de se voir dénier ses droits nationaux. Sur le territoire même d'Israël, la conception d'un État juif basé sur une inégalité ethnique et religieuse est par nature porteuse de guerre, d'autant plus que la population arabe croît plus vite que la population juive et que l'immigration juive se tarit (divisée par 10 depuis 1990).

Pour tous les travailleurs qui cohabitent sur le territoire de la Palestine historique, qui aspirent à la paix et à la satisfaction de leurs revendications sociales, il n'y a pas d'autre solution que d'imposer une seule République laïque et réellement démocratique pour vivre ensemble. Les bourgeoisies juives et arabes, qui profitent, à des degrés certes divers, de la situation actuelle, sont des obstacles à la réalisation de cet objectif ; ce sera donc à la classe ouvrière de mener un combat révolutionnaire pour pouvoir l'atteindre, ce qui implique immédiatement le combat pour le socialisme. C'est avec ce mot d'ordre d'une République laïque et socialiste de Palestine que les militants ouvriers authentiques, donc anti-sionistes, qui vivent en Israël, doivent construire le parti qui sera l'instrument de cette émancipation, en pleine coopération politique et solidarité matérielle avec les prolétaires palestiniens et ceux de tout le Moyen-Orient.

**Frédéric Traille**

<sup>1</sup> Syndicat sioniste, pilier de l'État israélien.

<sup>2</sup> Cet argument selon lequel le gouvernement israélien ne trouverait pas d'interlocuteur pour les discussions de paix est une invention récente de l'ex-Premier ministre travailliste Ehud Barak, repris depuis par tous ses successeurs.

## LA VICTOIRE ÉLECTORALE DU MAS EXPRIME LA RECHERCHE D'UNE ALTERNATIVE PAR LES MASSES... MAIS DÉBOUCHE NÉCESSAIREMENT SUR UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

*Nous avons consacré un long article aux problèmes de la révolution en Bolivie, en proposant des éléments d'analyse de long terme, ainsi que les grandes lignes d'une orientation communiste révolutionnaire, dans Le CRI des travailleurs n° 19, de septembre-octobre 2005. Ce nouvel article a pour but d'examiner l'évolution de la situation dans les six derniers mois, marqués notamment par l'élection triomphale d'Evo Morales, dirigeant du MAS (Mouvement vers le socialisme), à la présidence de la République et le raz de marée électoral en faveur de ce parti aux législatives<sup>1</sup>.*

### Triomphe électoral sans précédent du MAS et de ses alliés

Les élections ont été marquées par une très forte participation (plus de 84 % des électeurs inscrits). Cela démontre que la lutte de classe directe depuis 2000 a contribué à politiser de très larges secteurs des masses, qui auparavant ne se déplaçaient même pas pour voter. En même temps, ces mêmes masses croient à nouveau dans la possibilité de changer leur sort en élisant le candidat qui leur semble représenter leurs intérêts. Les illusions envers les mécanismes de la démocratie bourgeoise, qui ne peuvent réellement disparaître sans la construction d'un puissant parti révolutionnaire, ne sont pas épuisées, mais elles ont bien au contraire été ravivées par la politique du MAS, qui prône le changement dans le respect de ce qu'il appelle « la démocratie », c'est-à-dire les institutions de l'État qui garantissent depuis des années l'enrichissement d'une poignée de monopoles impérialistes et de grands bourgeois locaux, au détriment de l'immense majorité.

Dans ces conditions, il ne pouvait être question de boycotter les élections, comme l'a fait le POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire, principale organisation d'origine trotskyste en Bolivie, devenu aujourd'hui centriste-sclérosé) sous prétexte de lutter contre les illusions électorales des opprimés. Il fallait au contraire utiliser de façon

marxiste les élections, pour faire connaître le programme du trotskysme aux travailleurs de Bolivie, incluant la lutte contre les illusions électorales. L'échec du projet de constituer un IPT (Instrument Politique des Travailleurs), parti qui serait constitué sur la base des syndicats affiliés à la COB, a conduit à l'absence de toute représentation ouvrière, même réformiste, dans ces élections. Cet échec est dû à une coalition hétérogène des partisans du MAS dans la COB, de la fraction la plus droitière de la bureaucratie syndicale et du POR sectaire et abstentionniste.

En l'absence de toute alternative ouvrière et socialiste politiquement organisée, il n'est pas surprenant que les paysans, mais aussi les masses prolétariennes et semi-prolétariennes des villes, aient voté en masse pour Evo Morales, qui s'est également présenté comme le porte-parole de la majorité opprimée que sont les Indiens et qui a fait campagne en se prononçant pour la récupération des richesses naturelles et pour l'Assemblée Constituante, les deux revendications centrales des mobilisations des travailleurs et des paysans ces dernières années, tout en affichant son souci de respecter le cadre des institutions bourgeoises. Nous avons déjà souligné cette forte popularité du MAS, sous-estimée ou incomprise par nombre d'organisations gauchistes, qui semblaient croire que les trahisons répétées des mobilisations populaires par la direction du MAS avaient déjà permis aux masses de perdre leurs illusions à l'égard de ce parti et de son leader, alors que le MAS n'a encore jamais gouverné. Mais, contradictoirement, il est clair que les opprimés, en votant Morales, ont voté pour la nationalisation et pour la Constituante, en fait pour changer radicalement leur existence. De ce point de vue, les résultats électoraux ne font que refléter sur le terrain électoral, donc de manière déformée, la puissance de la lutte des exploités et des opprimés, qui avait renversé deux présidents élus en moins de deux ans.

Morales a remporté l'élection présidentielle en obtenant la majorité

absolue des suffrages dès le premier tour, soit plus d'1,5 million de voix, phénomène inédit. Il a même recueilli 66 % des suffrages dans la circonscription de La Paz (où il fait trop fois plus de voix que Quiroga, son principal adversaire), il est arrivé largement en tête à Cochabamba, Oruro, Potosí, départements de l'Ouest du pays, traditionnellement plus mobilisés. Mais il a réalisé aussi de bons scores dans les deux départements pétroliers dominés par la bourgeoisie, avec 33 % dans le département de Santa Cruz et 31 % à Tarija. L'ampleur de cette victoire montre qu'un projet exprimant officiellement, de façon déformée ou insuffisante, les intérêts du prolétariat, actuellement concentrés sur la question de la nationalisation des hydrocarbures comme moyen de mettre un terme à la pauvreté du pays, est en mesure de rassembler autour du prolétariat et des paysans pauvres l'immense majorité de la population. Mais elle est aussi le résultat du choix fait par Morales de constituer autour du MAS une alliance large allant de représentants des secteurs combattifs, comme Abel Mamani, ex-dirigeant (réformiste) de la puissante Fejuve de El Alto (dont la base représente les secteurs prolétariens et semi-prolétariens les plus avancés du pays), jusqu'à certains petits patrons : il a ainsi reçu massivement des votes des secteurs les plus avancés, tout en gagnant ou consolidant la sympathie dont il bénéficiait déjà dans certaines couches des classes moyennes.

Aux législatives, le MAS a remporté la majorité absolue des sièges, avec 72 députés sur 130. Au Sénat, il a obtenu 12 sièges sur 27, tandis que 15 revenaient aux partis bourgeois, dont 13 pour celui de Tutot Quiroga. Si le MAS n'a pas obtenu la majorité au Sénat, cela ne tient qu'à sa politique de conciliation avec la bourgeoisie, qui lui avait fait accepter une sur-représentation des régions de Santa Cruz et Tarija, où les partis bourgeois sont plus puissants. En outre, il a toléré passivement que des dizaines de milliers de paysans soient rayés des listes par la commission électorale et ne puissent ainsi pas

<sup>1</sup> Cet article s'appuie sur les matériels diffusés par le PO, le PTS, le MAS d'Argentine, le CCPOR et le Courant Praxis (ex-groupe d'opinion du PTS), ainsi que la LOR-CI, organisation bolivienne sœur du PTS.



voter, alors que leur participation aurait encore accru son succès. Enfin, la victoire triomphale du MAS au plan national est en partie contrebalancée par la victoire des partis bourgeois dans la majorité des élections aux préfectures des neuf départements, qui est la conséquence d'une autre concession du MAS aux partis bourgeois : auparavant, en effet, les préfets étaient désignés par le gouvernement ; or les partis bourgeois ont modifié la législation avec l'appui des députés du MAS. Cette exigence des patrons était pourtant liée à leur projet d'une plus large « autonomie » pour les départements, afin de permettre aux oligarchies locales de mettre la main sur une partie des recettes tirées de l'exploitation du gaz et du pétrole. Cette politique « autonomiste » fait planer la menace d'une sécession des deux départements du Sud et de l'Est, où sont concentrées les richesses pétrolières et gazières, et constitue un instrument de pression constant sur la politique nationale, voire un prétexte tout trouvé pour une éventuelle intervention d'une armée impérialiste si la poussée révolutionnaire se poursuivait.

### Un nouveau « front populaire »

Le gouvernement composé par Evo Morales et son vice-président Garcia Linera résume son orientation politique. Le ministère des hydrocarbures a été confié à Soliz Rada, ex-militant d'un parti bourgeois de centre-droit, et toujours partisan de la collaboration avec les multinationales. Le ministère de la défense revient à Walker San Miguel Rodriguez, un avocat, ancien président de la LAB (compagnie aérienne bolivienne), qui a participé au programme de privatisations de l'ancien président, Gonzalo Sanchez de Losada. Le ministère des travaux publics et des services publics (dont dépendent de juteux contrats) est détenu par Salvador Rik, un chef d'entreprise multimillionnaire de Santa Cruz, dont beaucoup disent qu'il aurait blanchi de l'argent et aurait recours massivement à la corruption. Le ministère des mines a été remis à Villaroel, qui vient de quitter de façon opportuniste l'Union Civique (UCS), organisation politique représentant les intérêts de la bourgeoisie de l'Est. Les membres « ouvriers » et « populaires » du gouvernement Morales sont réduits à la portion congrue, avec Abel Mamani, ancien dirigeant de la Fejuve

de El Alto, Ministre chargé de l'eau (alors qu'il s'est distingué par sa position de compromis dans le conflit entre la population de El Alto et la compagnie Aguas de Ilimani, filiale locale d'une multinationale française) et Galvez, dirigeant d'un syndicat ouvrier dont les positions sont notoirement pro-patronales.

Sous prétexte d'attendre l'Assemblée Constituante, prévue pour juillet, le gouvernement a d'abord repoussé la nationalisation du pétrole et du gaz. La pression des masses vient cependant de le contraindre à la décider le 1<sup>er</sup> mai : ce geste est d'une grande importance en lui-même, mais le gouvernement a immédiatement réaffirmé qu'il n'y aurait ni expropriation, ni confiscation, et que les normes juridiques internationales, c'est-à-dire les intérêts des Petrobras, Total, Exxon, Repsol, etc., seraient respectées. Pour le reste, les premières mesures prises par Morales restent très limitées : affirmation de la liberté de cultiver la coca, diminution du salaire du président et des ministres, augmentation de 7 % des salaires des enseignants et des travailleurs de la santé. Il justifie cette limitation à 7 %, sans rapport avec sa promesse de multiplier par trois le salaire minimum pour lui faire atteindre 1500 pesos boliviens (soit environ 150 euros), par le souci de « *stabilité macroéconomique* ». Il laisse courir les hommes politiques, les militaires et les policiers auteurs des massacres commis lors des soulèvements populaires de 2003...

Quant aux modalités de convocation de la Constituante, il a accepté toutes les exigences de l'opposition. Tout d'abord, des référendums sur l'autonomie auront lieu dans chaque département en même temps que les élections à la Constituante : il suffira qu'un département souhaite l'autonomie pour qu'elle lui soit accordée, au mépris des intérêts de l'immense majorité des exploités et des opprimés. De plus, le scrutin sera uninominal à un tour, mais le parti arrivant en deuxième position récupérera un siège contre deux à celui arrivé en tête : cela garantit un poids substantiel aux partis bourgeois (de fait, au moins un tiers de l'assemblée), soit le poids nécessaire pour bloquer toute réforme : Morales produit donc volontairement une situation où il sera obligé de négocier des compromis avec la bourgeoisie. Par ailleurs, ce mode de scrutin, par opposition à la proportionnelle, permet

d'éliminer presque toutes les autres tendances politiques que le MAS et les partis bourgeois : il s'agit de tout faire pour éviter la formation d'un pôle prolétarien indépendant. En un mot, la Constituante de juillet ne sera nullement souveraine, ni même simplement démocratique, puisque composée selon un accord au sommet entre le MAS et la bourgeoisie et soumise aux résultats des référendums sur la question de l'autonomie.

Les premières mesures prises par le gouvernement dirigé par le MAS confirment donc qu'il s'agit d'un *gouvernement de front populaire dont la base hégémonique est un parti nationaliste petit-bourgeois fondamentalement attaché au maintien de la propriété privée des moyens de production et de l'État bourgeois bolivien*. Il prétend résoudre dans le cadre du capitalisme et du parlementarisme des problèmes sociaux et politiques qui ne peuvent l'être que par la lutte de classe et la victoire du prolétariat et des paysans sur l'impérialisme et la bourgeoisie.

Les marxistes doivent dire avec la plus grande clarté que leur programme s'oppose radicalement à celui du gouvernement Morales et du MAS. Le « capitalisme andin » que prônent Morales et Garcia Linera est une utopie réactionnaire et trompeuse : seule la révolution des prolétaires dirigeant les masses paysannes et l'orientation vers le socialisme peuvent permettre le développement de la Bolivie (cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 19). *Il ne saurait donc être question d'apporter le moindre soutien politique au gouvernement de Morales, nationaliste petit-bourgeois qui cherche à concilier les intérêts des prolétaires et des paysans morts sur les barricades pour renverser Sanchez de Losada, avec ceux des patrons et grands propriétaires qui les ont fait assassiner.*

Mais la politique marxiste, si elle ne veut pas rester une déclamation impuissante, doit chercher à constituer un point de regroupement pour tous les militants et les jeunes révoltés qui ont déjà appris par leur propre expérience à se méfier de Morales. Dans cette perspective, il faut se battre pour l'application des résolutions du dernier congrès de la COB prévoyant la mise en place d'un IPT (Instrument Politique des Travailleurs), c'est-à-dire d'un parti propre aux prolétaires, qui sera un terrain favorable pour la construction d'une fraction trotskyste. Il faut dénoncer chaque compromis de

Morales avec la bourgeoisie et l'impérialisme qui ne lui soit pas réellement imposé par le rapport de forces, mais qui résulte d'une capitulation politique. Il faut exiger le départ de tous les ministres ouvertement bourgeois, dont la nomination a été critiquée par nombre d'organisations ouvrières et populaires. Il faut appeler à un boycott actif pour défaire les référendums sur l'autonomie. Il faut dénoncer la prétendue « Constituante » négociée dans le dos des masses avec le chef bourgeois Quiroga et ses amis, qui n'a d'autre fonction que donner une caution populaire à la capitulation de Morales devant les exigences de la bourgeoisie et des multinationales. Il faut se battre au contraire pour une Constituante révolutionnaire, reposant sur le regroupement des opprimés de la ville et de la campagne organisés dans des comités *ad hoc*. Ce n'est pas par des combinaisons parlementaires, mais seulement par l'intervention des masses sur la scène politique que peuvent être dénoués les problèmes dans lesquels se débat la Bolivie.

### **Quelle politique ferait un gouvernement révolutionnaire ?**

Mais, peut-on se demander, que feraient les marxistes révolutionnaires s'ils étaient au pouvoir, par exemple sur la question du gaz et du pétrole ? Le MAS a-t-il d'autre solution que de chercher un compromis avec les multinationales du pétrole et du gaz, puisque le pays ne possède pas la technique, le personnel qualifié et les capitaux nécessaires pour poursuivre la recherche de nouveaux gisements et exploiter seul ceux qui existent ? Il est du devoir des militants marxistes d'expliquer aux prolétaires et aux paysans que les problèmes prétendument *techniques* sont en réalité, en dernière analyse, des problèmes *politiques*. Un gouvernement révolutionnaire accélérerait la formation d'ingénieurs et techniciens boliviens et demanderait notamment au gouvernement Chavez l'aide matérielle et technique de la grande entreprise pétrolière vénézuélienne PDVSA, tout en mobilisant et en organisant les travailleurs du pétrole en Bolivie pour qu'ils s'adressent à leurs frères de classe vénézuéliens. En effet, PDVSA, qui appartient à l'État vénézuélien, dispose de moyens matériels et techniques modernes pour l'exploitation du pétrole : un refus du

gouvernement Chavez aiderait les masses boliviennes et vénézuéliennes à comprendre la véritable nature de Chavez et développerait la lutte de classe au Venezuela même ; une acceptation permettrait de résoudre progressivement le problème technique, tout en développant les liens entre les prolétaires du continent. En outre, les travailleurs de PDVSA ont démontré, lors de la lutte contre le lock-out organisé par le patronat et une bonne partie des ingénieurs fin 2003-début 2004, qu'ils étaient *capables de remettre les puits et les raffineries en marche et de les faire fonctionner eux-mêmes*. De manière générale, un gouvernement révolutionnaire aiderait les travailleurs de Bolivie à nouer des liens également avec les travailleurs des autres pays d'Amérique Latine et travaillerait énergiquement à les organiser en vue de la conquête du pouvoir dans leur propre pays : c'est seulement par l'extension de la vague révolutionnaire à l'ensemble du continent que les prolétaires et paysans de Bolivie pourraient consolider leurs conquêtes, et c'est seulement à l'échelle du continent que les forces productives pourraient commencer à être rationnellement organisées pour développer l'économie selon les besoins des masses.

En même temps, un gouvernement révolutionnaire mobiliserait les travailleurs et paysans contre les monopoles impérialistes et leurs alliés locaux pour contraindre les monopoles du pétrole à reconnaître la nationalisation et à signer les contrats les plus avantageux possibles pour les travailleurs boliviens, aussi bien en termes strictement financiers que pour le transfert de technologies, en jouant sur la concurrence entre les différents groupes impérialistes. Car un gouvernement révolutionnaire isolé n'aurait pas d'autre choix, dans un premier temps, que de faire des compromis avec l'impérialisme. Il utiliserait les fonds ainsi dégagés pour relever le niveau de vie des masses et pour mettre en place un plan de développement de l'économie. Et il chercherait l'appui des prolétaires des pays impérialistes : la meilleure façon d'affaiblir les entreprises impérialistes, c'est d'intervenir pour développer la lutte de classe dans leur métropole.

Or Morales ne cherche nullement à s'appuyer sur la mobilisation des masses, mais mise uniquement sur des négociations de salon avec les rapaces impérialistes, avec Chirac et Total, Zapatero et Respol, Lula et Petrobras.

Qu'il s'agisse d'une politique délibérée de Morales, c'est ce que prouve le fait qu'il ne prend même pas les mesures, exigées par le peuple, qui ne posent aucun problème « technique », telles que l'augmentation massive des salaires, le châtement des assassins du peuple, la convocation d'une véritable Constituante souveraine et révolutionnaire. Il ne peut rien faire d'autre à partir du moment où il refuse de détruire les institutions de l'État bolivien, pour les remplacer par des comités d'auto-organisation des masses, et de rompre avec l'impérialisme et le capitalisme, pour commencer à construire le socialisme à l'échelle du continent. La « *stabilité macroéconomique* » et le « *respect de la démocratie* » ne sont que des formules trompeuses masquant la capitulation politique face aux intérêts de l'impérialisme et du capital qui pillent et oppriment le prolétariat, les paysans et la majorité indienne de Bolivie. Dans ce cadre petit-bourgeois étroit, il ne peut être obtenu davantage que quelques miettes concédées par la bourgeoisie et de l'impérialisme, qui les reprendront toutes et plus aux opprimés dès que le rapport de forces leur redeviendra plus favorable.

### **Fallait-il appeler à voter pour Morales et le MAS ?**

Telle étant la politique du MAS et du nouveau gouvernement Morales, fallait-il refuser d'appeler à voter pour eux aux dernières élections ? Cette question a été à l'origine de polémiques entre certaines organisations qui se réclament du trotskysme<sup>1</sup>. Pour les marxistes révolutionnaires, il était évidemment hors de question d'apporter un appui *politique* au MAS. *Fondamentalement*, il fallait se battre pour la constitution d'un Instrument politique des travailleurs qui présente ses propres candidats (cf. sur ce point Le CRI des travailleurs n° 19). Cependant, en l'absence d'un tel parti ouvrier (due au refus des dirigeants de la COB, d'une part, et des centristes sectaires soi-disant « trotskystes », d'autre part),

<sup>1</sup> Notamment entre le PO (Parti ouvrier, membre du Mouvement pour la refondation de la Quatrième Internationale, MRQI) et le PTS (Parti des travailleurs pour le socialisme, membre de la Fraction Trotskyste pour la Quatrième Internationale, FTQI), deux des principales organisations trotskystes d'Argentine et par là même d'Amérique latine.

fallait-il appeler à voter pour le MAS<sup>1</sup> ou appeler à l'abstention<sup>2</sup> ?

Selon nous, *il était juste d'appeler à voter pour le MAS, à condition de dénoncer ouvertement son programme et sa politique collaboratrice des dernières années.* En effet, les marxistes ne pouvaient rester indifférents à la lutte entre les secteurs traditionnels de la bourgeoisie (représentés par Quiroga) et le MAS : ils devaient contribuer à infliger une défaite à la bourgeoisie et à ses partis ouvertement pro-impérialistes<sup>3</sup>. De plus, cette orientation électorale, purement tactique, aurait contribué à ce que le MAS obtienne la plus large majorité possible, afin qu'il ne puisse pas prétexter une quelconque faiblesse pour justifier ses compromis traîtres avec la bourgeoisie. En effet, les masses ne peuvent assimiler les leçons de l'histoire simplement dans les livres : elles ne peuvent apprendre qui est réellement Morales et ce que signifie la politique du MAS que si elles en font l'amère expérience<sup>4</sup>. Du moins tant qu'un parti communiste révolutionnaire ne sera pas

<sup>1</sup> Position du PO argentin.

<sup>2</sup> Position du PTS et de son organisation-sœur en Bolivie, la LOR-QI, ainsi que du MAS argentin.

<sup>3</sup> Le PTS et la LOR-QI ont d'ailleurs eu une orientation incohérente, puisqu'ils ont pris position pour l'abstention, renvoyant dos-à-dos Morales et Quiroga, mais ils ont vu dans le résultat des élections une défaite des forces ouvertement patronales et de l'impérialisme. Ils ne sauraient objecter qu'il serait contraire aux *principes* du marxisme d'appeler à voter pour un parti nationaliste petit-bourgeois, car ils ont eux-mêmes appelé en 2004 à voter Non au référendum révocatoire contre Chavez, qui est un dirigeant nationaliste bourgeois (bonapartiste de surcroît). Leur distinction entre un vote « négatif » dans le cas du référendum contre Chavez et un vote « positif » dans le cas des élections en Bolivie n'est pas convaincante.

<sup>4</sup> Le PO argentin a donc eu raison d'appeler à voter pour le MAS, mais il faut critiquer fermement la manière dont il l'a fait : comme le notent le PTS et la LOR-QI, il a eu une nette tendance à s'adapter au nationalisme petit-bourgeois de Morales. En effet, le PO est bien moins critique à l'égard du MAS qu'à l'égard des organisations qui se trouvent à sa gauche (COB, FSTMB, COR et Fejuve de El Alto...), lesquelles ont pourtant joué, malgré leurs dirigeants, un rôle décisif dans les soulèvements des masses, notamment en 2005. Ici, le PO ne voit pas la tendance à la constitution d'une avant-garde ouvrière et refuse étrangement de distinguer entre les dirigeants, qui sont des bureaucrates réformistes « de gauche » (castristes ou chavistes), et la base, prolétarienne et semi-prolétarienne, héroïque pendant les journées révolutionnaires, qui cherche la voie de la révolution. Corrélativement, PO n'indique aucun chemin précis pour constituer un pôle politique ouvrier. Il ne dit rien de la lutte pour la constitution d'un Instrument politique des travailleurs s'appuyant sur la COB. À l'opposé, ce problème crucial a été posé par le PTS et la LOR-QI, dans l'ensemble correctement.

suffisamment fort pour leur permettre d'accéder elles-mêmes au pouvoir : en Bolivie comme ailleurs, telle est bien la question la plus décisive.

Antoni Mivani

### AU SOMMAIRE

#### BILAN ET PERSPECTIVES DU MOUVEMENT (février-avril) :

- **La grève héroïque des étudiants et lycéens arrache le retrait du CPE... mais directions syndicales et partis de gauche refusent la grève générale et sauvent le gouvernement** (p. 3)
- **Pourquoi et comment les partis de gauche et les directions syndicales ont-ils fait ce qu'ils ont fait ?** (p. 9)
- **Un exemple édifiant : le refus des directions d'appeler à la grève générale contre la privatisation de GDF** (p. 14)
- **Les coordinations nationales étudiantes ont à la fois exprimé et déformé la conscience des étudiants mobilisés et son évolution** (p. 14)
- **Quelle a été la politique des principales organisations d'extrême gauche (LCR, LO, PT) pendant le mouvement ?** (p. 21)
- **Bilans du mouvement et des interventions de militants et sympathisants CRI dans quelques établissements** (p. 29)
- **Propositions du Groupe CRI pour continuer le combat en préparant la prochaine étape, pour la grève générale** (p. 35)

**TRIBUNE LIBRE : Adresse de militants syndicaux lutte de classe aux délégués du 48<sup>e</sup> congrès de la CGT** (p. 37)

**HISTOIRE : Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes** (p. 38)

**AFFAIRE DES CARICATURES DE MAHOMET : Ni union sacrée avec les bourgeois « démocrates », ni alliance avec les islamistes : pour une position marxiste** (p. 44)

**PALESTINE : Le peuple confirme sa détermination à lutter pour ses droits nationaux... mais le Hamas est incapable de le mener à la victoire** (p. 46)

#### ÉLECTIONS

**ISRAËLIENNES : Sans rupture avec le sionisme, pas d'issue pour les travailleurs** (p. 48)

**BOLIVIE : La victoire électorale du MAS exprime la recherche d'une alternative par les masses... mais débouche sur un gouvernement au service de la bourgeoisie** (p. 49)